

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

124^e année

28 novembre
1992
No 48

Québec 

CONDITIONS DE TRAVAIL DES CADRES INTERMÉDIAIRES et autres règles de gestion

Conseil du trésor

Cette publication, destinée aux cadres intermédiaires, aux gestionnaires et aux directeurs des ressources humaines de la fonction publique québécoise, sera aussi utile à ceux des secteurs para-public et privé. Elle regroupe les documents suivants:

- la directive concernant la *classification* (650) et la *gestion des emplois* de cadres intermédiaires et de leurs titulaires;
- la directive concernant l'ensemble des *conditions de travail* des cadres intermédiaires;
- la directive concernant la *révision des traitements* et l'allocation de montant forfaitaire aux cadres intermédiaires et au personnel de maîtrise et de direction;
- le règlement sur un *recours en appel* pour les fonctionnaires non régis par une convention collective.

L'abonnement aux mises à jour fonctionne selon le système de commande permanente. Chaque abonné reçoit automatiquement les mises à jour au fur et à mesure qu'elles paraissent. Elles sont accompagnées de la facture correspondante.

Le recueil inclut la dernière mise à jour parue. Feuilles mobiles contenues dans un cahier relieur.



COMMANDE POSTALE ET ABONNEMENT

2-048-3/10



Nom : _____ No compte client : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Téléphone : (____) _____

Quant	CONDITIONS DE TRAVAIL DES CADRES INTERMÉDIAIRES ET AUTRES RÈGLES DE GESTION	Prix unitaire	TPS 7%	Sous-total	TVO 8%	Total
	Abonnement aux mises à jour*					
	Recueil de base	14,95 \$				
	Cahier relieur seul	7,00 \$				
GRAND TOTAL						

* Abonnement aux mises à jour, tarification: 1,50\$ plus 0,10\$ par page

Cartes de crédit acceptées  

Numero _____

Date d'échéance _____

Banque _____

Nom du titulaire _____

Signature _____

Vente et information

Recueil
(418) 643-5150
(Sans frais) 1 800 463-2100
Télécopieur (418) 643-6177

Abonnement
(514) 948-1222
(Sans frais) 1 800 465-9266
Télécopieur (514) 278-3030

Retourner ce coupon à :
Les Publications du Québec
Case postale 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Important :
Paiement par chèque ou mandat poste à l'ordre de - Les Publications du Québec -
Prix et conditions de vente modifiées sans préavis.
Les prix indiqués sont établis en dollars canadiens.



Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

124^e année
28 novembre 1992
No 48

Sommaire

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS — LOI SUR L'
AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'
AVIS DIVERS
CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE
COMMISSION MUNICIPALE — LOI SUR LA
COMPAGNIES (PARTIE I) — LOI SUR LES
COMPAGNIES (PARTIE I-A) — LOI SUR LES
COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES
COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES
COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES
CONSULTATION POPULAIRE — LOI SUR LA
COOPÉRATIVES — LOI SUR LES
CURATEUR PUBLIC — LOI SUR LE
DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI SUR LA
MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES
MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES — LOI SUR LA
OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN
SYNDICATS PROFESSIONNELS — LOI SUR LES
VENTES PAR SHÉRIF
VENTES POUR TAXES, AVIS DE PUBLICATION

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée «Avis juridiques», est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée «Lois et règlements», est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu :

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité :

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales :

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de : «Les publications du Québec». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure tombée.

Tarif de publication*

Le tarif de publication est de 0,80 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction*

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes*

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 0,70 \$ l'unité.

Prix à l'exemplaire*

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 5,15 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit :

Division de la Gazette officielle
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone : (418) 644-7795

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de «Les Publications du Québec». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements*

Partie 1 «Avis juridiques» : 62 \$ pour 12 mois
Partie 2 «Lois et règlements» : 90 \$ pour 12 mois
Partie 2 «Laws and Regulations» : 90 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au :

Service à la clientèle.
Division des abonnements
C.P. 1190
Outremont (Québec)
H2V 4S7
Téléphone : (514) 948-1222

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

* Taxes non comprises

TABLE DES MATIÈRES

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS — LOI SUR L'

MINISTÈRE DU REVENU DU QUÉBEC
(Délégation) 5527

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU
(Nouveau délai pour permettre de modifier un plan
d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma) 5527
M.R.C. D'ARGENTEUIL (Prolongation de délai pour
permettre d'émettre des certificats de conformité) 5527
PAROISSE DE SAINT-GRÉGOIRE-LE-GRAND
(Nouveau délai pour permettre d'adopter un plan
d'urbanisme) 5527
VILLE DE BLAINVILLE (Prolongation du délai pour
permettre d'adopter un plan d'urbanisme) 5527
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
(Nouveau délai pour permettre d'adopter
des règlements d'urbanisme) 5527

AVIS DIVERS

COMMISSION SCOLAIRE LA RIVERAINE
(Rachat d'obligations) 5528
PERMIS SUR LES ÉTABLISSEMENTS
TOURISTIQUES (Indexation des droits) 5528
PROVINCE DE QUÉBEC (Rachat d'obligations) 5528
SUCCESSION JEAN-JACQUES LACHANCE
(Bénéfice d'inventaire) 5529
SUCCESSION PETER BANASIK
(Bénéfice d'inventaire) 5529
SUCCESSION PIERRE DUHAIME
(Bénéfice d'inventaire) 5529
SUCCESSION RÉJEAN FRANCOEUR
(Bénéfice d'inventaire) 5529
SUCCESSION STÉPHANE LEMELIN
(Bénéfice d'inventaire) 5529
SUCCESSION SYLVIE TALBOT
(Bénéfice d'inventaire) 5530
VILLE DE GATINEAU (Rachat d'obligations) 5530
VILLE DE QUÉBEC (Rachat d'obligations) 5530
VILLE D'AYLMER (Rachat d'obligations) 5532

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Afshim Deldar 5532
Carol Christine Bengivengo 5533
Cécile Marie Ange Geneviève Roy 5533
Daniel Westreich 5533
Joseph André Trudel 5533
Joseph Donat Aurèle Dubé 5533
Joseph Jean Paul René Charlebois 5533

Joseph René Gabriel Dumoulin 5533
Joseph Wilfrid Marcel Charles Hébert 5533
Lucien Jean Marc Alexandre Deslongchamps-Brunet 5533
Marie Aurore Jeannine Breton 5533
Marie Brigitte France Zoé Lavigne 5534
Marie Cécile Laurianne Thériault 5534
Marie Claire Paule Leclerc 5534
Marie Emilienne Isabelle Bellemare 5534
Marie Hélène Monique Allard 5534
Marie Lilliane Gaétane Sophie Clouet 5534
Marie Marcienne Martine Baillargeon 5534
Marie Nathalie Manon Gagnon 5534
Marie Réjeanne Rita Madeleine Gélinas 5534
Marie Thérèse Claudette Deslauriers 5534
Marie Thérèse Germaine Poirier 5535
Marie Thérèse Liliane Gervais 5535
Marie Thérèse Lucie Myriam Belzile 5535
Marie Thérèse Margot Brisson 5535
Natalie Cristofaro 5535
Po-Sam Eva Geneviève Chouinard-Wong 5535
Slobodan Braco Macesic 5535

DEMANDES

Barghi-Heshmat Khanoom 5539
Charles-Joseph-Iréné Gendreau 5539
David Alexandre Nicolas Creighton-Thebault 5536
Dimitrios Ambatzis 5536
Dina Di Girolamo 5536
Edward Zygmunt Slupik 5536
Freddy Gamache 5536
Harinand Seenauth Katwaroo 5536
Jacques Chapdelaine 5536
Jagmohini Panesar 5536
Jean Carle Michel Creighton-Thebault 5536
Johanne Larocque 5537
Johanne Marotte 5537
Joseph Émilien Carrier 5537
Joseph Yoland Rolland Decotrêt 5537
Joseph-Jean Raymond 5537
Lisette Bédard 5537
Lorraine Béchamps 5537
Louise-Marie Tremblay 5537
Ludwig Younger 5537
Marcelle Norma Thompson 5538
Marie Anne Dolorès Nancy Nischée 5538
Marie Blanche Audette Jobin 5538
Marie Estelle Lyne Raymond 5538
Marie Gwendelyn Judith Goulet 5538
Marie Hermance (Herma) Claudette Dumas 5538
Marie Judith Larocque 5538
Marie Mae Lauriana Jeannette Nischée 5538
Marie Thérèse Jacqueline Nischée 5539
Mohinder Singh 5539
Nathalie Boucher Beaulieu 5539
Nathalie Duchesne 5539
Nicolas David Marcotte 5539
Normando Di Girolamo 5539
Valsanou Andreou 5539

COMMISSION MUNICIPALE — LOI SUR LA		2736-1112 QUÉBEC INC.	5585
		2737-4123 QUÉBEC INC.	5585
		2754-8163 QUÉBEC INC.	5585
VILLE DE SAINTE-ADÈLE (Assujettissement au		2842-4448 QUÉBEC INC.	5586
contrôle de la C.M.Q.)	5539	2846-3164 QUÉBEC INC.	5586
		2866-6758 QUÉBEC INC.	5586
COMPAGNIES (PARTIE I) — LOI SUR LES		2869-8157 QUÉBEC INC.	5586
		2961-5424 QUÉBEC INC.	5586
COMPROMIS OU ARRANGEMENT		ACCOMMODATION J. CLAUDE DUBOIS INC.	5586
(ARTICLE 49)	5540	ALDÉRIC JALBERT INC.	5586
		ASSOCIATION DES POMPIERS VOLONTAIRES	
COMPAGNIES (PARTIE I-A) — LOI SUR LES		DE ST-MARC DES CARRIÈRES INC.	5586
		ATELIER FÉMININ DES LOISIRS DU CANTON	
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT		ARNAUD INC.	5586
DE CONSTITUTION	5540	CANIS REALTIES LTD.	5590
		CENTRE DE PLEIN AIR DE SAINTE-ANNE-	
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT		DES-MONTS	5586
DE CONTINUATION	5558	CERCLES DES FERMÈRES DE CHAPEAU	5587
		CHAUMONT & LATOUR INC.	5587
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT		COMITÉ DE PRÉVENTION ET D'ANIMATION	
DE FUSION	5559	DE QUARTIER	5587
		CONSEIL DES RESSOURCES ALTERNATIVES	
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT		EN HABITATION	5587
DE MODIFICATION	5560	CONSTRUCTION THÉORET ET FILS INC.	5587
		CONSTRUCTIONS MAUBERT LTÉE	5587
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT		CORVIN CLOTHING LTD.	5593
RECTIFIÉ/COMPLÉTÉ	5569	COVESCO INC.	5587
		C.T.R. TIRE SERVICE LTD.	5592
COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES		DIAMANDOR INC.	5587
		ECO-BIOTIQUE, INC.	5587
LETTRES PATENTES	5570	ENTREPRISES DE TRANSPORT I.P.S. INC.	5587
		ENTREPRISES DE VILLÉGIATURE J-P-R-S LTÉE	5588
FIRST CHURCH OF CHRIST, SCIENTIST,		ENVIRONMENTAL CONCERNS (QUEBEC) INC.	5589
BEACONSFIELD	5569	ERWIN PAFF MASONRY INC.	5588
PREMIÈRE ÉGLISE DU CHRIST, SCIENTISTE,		FERME YVON SYLVESTRE INC.	5588
BEACONSFIELD	5569	FONDS DES LOISIRS DE SAINT-BENOÎT	
		DE SAINTE-FOY	5588
LETTRES PATENTES DE FUSION		FORAGES DE PROSPECTION QUÉBEC INC.	5588
(ARTICLES 18 ET 224)		GAGNON FRÈRES NOUVEAUTÉS	
		(ALMA 1963) LTÉE	5588
CLUB MOTONEIGE DES PINS INC.	5573	GALABRO SERVICES INC.	5588
		GÉRARD VÉZINA ASSURANCES LTÉE	5588
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	5574	GESTION CHUTE-AUX-OUTARDES INC.	5588
		GESTION G. ET M. PAGÉ INC.	5588
COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES		GESTION J.R. LANGEVIN INC.	5589
		HARMONICONCEPT INC.	5589
CHANGEMENT DE DÉNOMINATION		HIPPODROME DE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	5589
SOCIALE (ARTICLE 21)	5575	INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE (QUÉBEC) INC.	5589
		LAINES MAXBINNS INC.	5589
DISSOLUTION (ARTICLE 28)	5575	L'AMICALE D'ALMA	5589
		L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION	
DISSOLUTION — DEMANDES DE		DU DROIT CANONIQUE-CANADA	5589
		LES DISTRIBUTIONS COCCINELLE INC.	5589
2149-5494 QUÉBEC INC.	5585	LES ÉBÉNISTERIES R.P.M. LTÉE	5589
2151-4005 QUÉBEC INC.	5585	LES ÉDITIONS GRAINS DE BLÉ LTÉE	5589
2154-7039 QUÉBEC INC.	5585	LES ENTREPRISES BEN-MAR DARAICHE INC.	5590
2415-7968 QUÉBEC INC.	5585	LES GROUPE PARA-ASPEN LTÉE	5590
2436-7799 QUÉBEC INC.	5585	LES HABITATIONS SIROY INC.	5590
2525-8567 QUÉBEC INC.	5585	LES IMMEUBLES ALABO INC.	5590
2633-3591 QUÉBEC INC.	5585	LES IMMEUBLES CANIS LTÉE	5590
		LES IMMEUBLES I.G.M. INC.	5590
		LES IMPORTATIONS FEGGI INC.	5590

LES INVESTISSEMENTS J. LAPLANTE INC.	5590	COOPÉRATIVE DES TRAVAILLEURS	
LES PLACEMENTS BABY INC.	5590	DE LA SCIERIE JOS ST-AMANT	5598
LES PLACEMENTS FORMOSA INC.	5590	PROMO PLASTIK, COOPÉRATIVE DE	
LES PLACEMENTS ROSEMÈRE INC.	5591	TRAVAILLEURS	5598
LES SERRES SÉBASTIEN INC.	5591		
LINVER INTERNATIONAL INC.	5591	DÉLIVRANCE DE STATUTS DE	
MAISON L'S-EN-CIEL INC.	5591	MODIFICATION D'UNE COOP.,	
MAISONS MOBILES SÉCURITÉ INC.	5591	FÉD. ET CONFÉD.	
MAXBINNS WOOLLENS INC.	5589		
MAMPOWER SERVICES DE PERSONNEL		COOPÉRATIVE D'HABITATION	
(MONTRÉAL) INC.	5591	DES QUATRE-TEMPS	5598
NOVYLDs INC.	5591	LA COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT	
PÂTISSERIE-BOULANGERIE LE ST-ELOI INC.	5591	RÉGIONAL GASPÉSIE-LES ÎLES	5598
PATOU FLEURISTE INC.	5591	LA COOPÉRATIVE FORESTIÈRE	
PLACEMENTS 2321 INC.	5591	DE GIRARDVILLE	5598
PLACEMENTS V.O.P. INC.	5592		
P. P. CARON INC.	5592	CURATEUR PUBLIC — LOI SUR LE	
PROJET GERVAIS INC.	5592		
RÉCUPÉRATION TROIS-RIVIÈRES INC.	5592	AVIS DE QUALITÉ	
RUBIN'S STATIONERY LTD.	5592		
SECRÉTARIAT DES SYNDICATS NATIONAUX		2546-8380 QUÉBEC INC.	5600
DE CHICOUTIMI INC.	5592	ASH, Larry H.	5600
SERVICE DE PNEUS C.T.R. LTÉE	5592	AUCLAIR, Fernandé	5599
SERVICE TECHNIQUE ROUTIER L.B.C. INC.	5592	AUSTIN, Geoffrey	5599
TAVERNE AUX AMIS INC.	5592	AUTO ÉLÉGANTE LA-RAS INC.	5600
TÉLÉ CELL INC.	5592	AUTOMOBILE JANCEL INC.	5600
THÉÂTRE-ANIMATION ET MUSIQUE		BABIN, Laurette	5600
HONOLULU	5593	BARRETT, Albert	5599
THÉÂTRE BARAKA	5593	BERNARDIN, Armand	5599
TRANSPERSONNEL (MONTRÉAL) INC.	5593	BERNIER, Benoit	5600
TROPHÉE S.M.P. INC.	5593	BERNIER, Fernandé	5599
VÊTEMENTS CORVIN LTÉE	5593	BOYER, Athanase	5599
VIDÉO DIONNE & FRÈRES INC.	5593	BURSTEIN, Louis	5599
		CENTRE D'ACCUEIL FLORENCE GROULX INC.	5599
COMPAGNIES ÉTRANGÈRES		CENTRE D'ACCUEIL NAZARETH INC.	5599
— LOI SUR LES		CENTRE HOSPITALIER COOKE	5599
		CENTRE HOSPITALIER PORTNEUF	5599
CHANGEMENTS		CORPORATION D'INVESTISSEMENTS BONAIR	5600
		DESFORGES, Jacques	5600
SYSTÈMES EVEREX (CANADA) INC.		DESJARDINS, Jacques	5600
(Changement) (Erratum)	5613	DION, Alfred	5600
		DOLINSKY, Wasyl (Wosyl)	5599
PERMIS DE FAIRE AFFAIRES		DORÉ, Denis	5600
(PERMIS INITIAL)	5593	DOUCET, Pierre	5600
		ÉCLAIRAGE TANGUAY INC.	5600
CONSULTATION POPULAIRE		FALLU, Armand	5600
— LOI SUR LA		FERLAND, Jean-Robert	5600
		FOYER NOTRE-DAME DE LAPRAIRIE INC.	5599
RÉFÉRENDUM 1992 — RÉSULTAT	5594	GAGNON, Jean-Gabriel	5599
		GIRARD, Jules	5599
COOPÉRATIVES — LOI SUR LES		GRANT, Bernard	5599
		GRANT, Raymond	5599
DÉLIVRANCE DE STATUTS		GUGLIELMI, Marie-Ange	5599
DE CONSTITUTION		HOUDE, Pierre	5600
		HURTUBISE, Yvette	5600
COOP DE GESTION EN COMMUN		HYDRAULIQUE B.M.H. INC.	5600
DU VIEUX-MANÈGE	5598	HÔPITAL DU HAUT-RICHELIEU	5599
COOPÉRATIVE DE SERVICES RIVE-SUD	5598	HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL	5600
COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS		HÔPITAL GÉNÉRAL DE SOREL	5600
INFORMATIENS MICRODATA	5598	INNIS, Julius Augusta	5599
		JACQUES, Jean-Marc	5601

KAHAN, Clara	5599
LAFRAMBOISE, Noella	5601
LAPIERRE, Claude	5601
LAROCHE, Pierre	5601
LAURIN, Claude	5601
LEROUX, Thérèse	5601
LES ENTREPRISES MARCAL INC.	5600
LÉTOURNEAU, Irénée	5601
MARSAN, Robert	5601
MARTIN, Claude	5599
MEGYERI, Gyorgy	5601
MULTI-JUS DISTROBEC INC.	5600
OXYGÈNE SOUDEST INC.	5600
PARENT, Gilles, Noël et Hélène et Louis Talon int.	5599
PETITCLAIRE, Pauline	5601
PETRO LEASING CO. LTD. OXYGÈNE SOUDEST INC.	5600
PINARD, Pierre	5601
P. PICHÉ INC.	5600
RÉSIDENCE JEAN-DE-LA-LANDE	5600
RIVIÈRE À PIERRE GRANITE LTD.	5600
RÖCHON, Rollande	5601
ROY, Pierre	5601
SABINE, Patric Francis	5599
SERVICES D'INFORMATIQUE MARTEL INC.	5600
ST-AMAND, Lionel	5601
THE SPRINGVALE COMMUNITY ASSOCIATION	5600
TURGEON, Monique	5601
VALCOURT, Gilles	5601
VANIER SPORTS INC.	5600
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	5600
VILLE DE WESTMOUNT	5600
YALE, Michel	5601

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE LEUR ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DISTRIBUTION KEYSTON	5602
--	------

FORMATION

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B.D.H. ENR.	5602
-----------------------------------	------

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI SUR LA

CLINIQUE-SANTÉ DU NORD, COLIMON, PERREAULT (Avec des liquidateurs nommés)	5602
KETCH IMPORT-EXPORT, INC. (Dissolution)	5602
LA FINANCIÈRE COOPÉRANTS INC. (Avec des liquidateurs nommés)	5602
LA FINANCIÈRE COOPÉRANTS INC. (Erratum)	5613
LES TOURNEURS SUR BOIS ZÉNITH INC. (Dissolution)	5603
VINAVI INC. (Avec des liquidateurs nommés)	5603

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES

AFFAIRES MUNICIPALES

DIVERS

MUNICIPALITÉ DE L'ÎLE-D'ANTICOSTI (Nombre de conseillers)	5603
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE SAINT-JÉRÔME MÉTROPOLITAIN (Constitution d'une régie intermunicipale)	5603

MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES — LOI SUR LA

AGROPUR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE (Remplacement d'accréditation)	5603
COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC (Révocation d'accréditation)	5603
GROUPE LACTEL INC. (Accréditation)	5604

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

GUY RIVET, NOTAIRE (Radiation permanente)	5604
LIETTE DUNBERRY, INFIRMIÈRE (Révocation de permis et radiation permanente)	5604

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN

THE YOUNG MEN'S AND YOUNG WOMEN'S HEBREW ASSOCIATION OF MONTRÉAL	5604
--	------

SYNDICATS PROFESSIONNELS — LOI SUR LES

FRATERNITÉ DES POLICIERS-POMPIERS DE LÉVIS INC. (Formation)	5604
SYNDICAT DU PERSONNEL DE SOUTIEN DU COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPÉTI (Formation)	5604

VENTES PAR SHÉRIF

BEAUHARNOIS

CAISSE POPULAIRE ST-ANTOINE ABBÉ c. LORNA REID-VAINCOURT	5605
CARRIÈRE c. TRANSPORT LACO INC.	5605
CORNERSTONE DEVELOPMENTS AND GESTION CSSC INC. c. 140606 CANADA INC.	5606

BEDFORD

LES CONSTRUCITONS ANDRÉ & PAUL DAGENAI INC. c. CHOINIÈRE	5606
--	------

CHICOUTIMI

CAISSE POPULAIRE DE L'ANSE ST-JEAN c. GAUDREAU ET AL.	5607
---	------

JOLIETTE

MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE
c. MICHAUD SAINT-JACQUES 5608

LONGUEUIL

ADRAGNA c. SPAGNUOLO 5608

MONTREAL

CAISSE POPULAIRE DE VERDUN c. FISHER 5608
CORPORATION TRUST CAPITAL

c. MASTROENI 5609

DROUIN DALPÉ c. GESTION 5610
JEAN BEAUPARLANT INC.

SECURITY HOME MORTGAGE INVESTMENT 5610
c. 2865-7617 QUÉBEC INC.

SAINT-FRANÇOIS

BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE c. ROYER 5611
CONFÉDÉRATION TRUST COMPANY

c. 2526-2924 QUÉBEC INC. 5611

SAINT-MAURICE

CAISSE POPULAIRE LES GRÈS c. SAULNIER 5612

**VENTES POUR TAXES,
AVIS DE PUBLICATION**

M.R.C. DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS 5612

VILLE DE LASALLE 5612

VILLE DE MONTMAGNY (*Correction*) 5612

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — Loi sur l'

Ministère du Revenu du Québec

Je, Bernard Angers, en ma qualité de sous-ministre du Revenu du Québec, dûment autorisé aux fins des présentes à agir au nom du ministre du Revenu du Québec en vertu de l'article 4 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), étant la plus haute autorité au sein du ministère du Revenu du Québec, 3800, rue de Marly à Sainte-Foy, G1X 4A5, désigne, par la présente, en sus de la secrétaire du ministère, madame Micheline S. Gravel, déjà désignée à titre de responsable de l'accès aux documents publics et de la protection des renseignements personnels, l'une ou l'autre des personnes ci-après identifiées, soit monsieur André Brochu, sous-ministre adjoint à la Direction de la législation, et monsieur Michel Gingras, coordonnateur aux plaintes pour le ministère du Revenu, 3800, rue de Marly, Sainte-Foy, G1X 4A5, (418) 652-6159 et 652-6844, pour agir au même titre en cas d'absence, d'incapacité ou de non-disponibilité de madame Micheline S. Gravel ou pour tout autre motif ne lui permettant pas d'agir.

Monsieur André Brochu et monsieur Michel Gingras jouiront des mêmes pouvoirs et pourront exercer les mêmes responsabilités que la secrétaire.

Cette désignation est faite en vertu de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1).

Montréal, le 16 octobre 1992

4367

Le sous-ministre du Revenu,
BERNARD ANGERS

Aménagement et l'urbanisme — Loi sur l'

Municipalité de Saint-Mathieu

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 30 décembre 1992, pour permettre à la municipalité de Saint-Mathieu de modifier et transmettre son plan d'urbanisme conformément à ce qui est requis par le règlement numéro 1989-2 modifiant le schéma d'aménagement de la municipalité régionale de comté de Roussillon.

Québec, le 11 novembre 1992

4356

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Municipalité régionale de comté d'Argenteuil

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 25 novembre 1992, le délai pour permettre à la municipalité régionale de comté d'Argenteuil d'émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro 185-6-92 de la municipalité du canton de Grenville.

Québec, le 11 novembre 1992

4356

Le ministre des Affaires municipales,
responsable de l'Habitation,
CLAUDE RYAN

Paroisse de Saint-Grégore-le-Grand

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 7 décembre 1992, pour permettre à la paroisse de Saint-Grégore-le-Grand d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et le transmettre à la municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu.

Québec, le 11 novembre 1992

4356

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Ville de Blainville

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 31 mars 1993, le délai prescrit à la ville de Blainville pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et le transmettre à la municipalité régionale de comté de Thérèse-De Blainville.

Québec, le 11 novembre 1992

4356

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 9 mars 1993, pour permettre à la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu d'adopter à l'égard de son territoire des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu.

Québec, le 11 novembre 1992

4356

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Avis divers

Commission scolaire La Riveraine Rachat d'obligations

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire La Riveraine rachètera le 15 décembre 1992, un montant de 270 000 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 15 décembre 1993 de son émission d'obligations originales de 3 000 000 \$ émise par la commission scolaire régionale Provencher, datée du 15 décembre 1973, et portant un taux d'intérêt de 8 1/4 % l'an, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants :

Dénominations de 25 000 \$ portant les numéros :

A012-A013-A014-A016-A017

Dénominations de 1 000 \$ portant les numéros :

M1568 M1570 M1572 M1578 M1583 M1584 M1594 M1600
M1603 M1608 M1609 M1611 M1613 M1616 M1624 M1626
M1629 M1633 M1637 M1640 M1649 M1651 M1652 M1655
M1661 M1670 M1675 M1681 M1686 M1689 M1694 M1698
M1704 M1706 M1707 M1708 M1709 M1713 M1718 M1722
M1734 M1738 M1752 M1756 M1757 M1758 M1768 M1769
M1770 M1781 M1792 M1795 M1800 M1805 M1811 M1816
M1820 M1821 M1829 M1830 M1832 M1833 M1840 M1850
M1852 M1863 M1868 M1869 M1871 M1893 M1894 M1895
M1897 M1898 M1899 M1900 M1901 M1910 M1912 M1913
M1914 M1915 M1917 M1920 M1924 M1927 M1930 M1943
M1945 M1946 M1948 M1949 M1950 M1953 M1955 M1957
M1962 M1966 M1968 M1976 M1987 M1999 M2002 M2009
M2011 M2028 M2030 M2031 M2050 M2056 M2061 M2065
M2070 M2071 M2074 M2077 M2088 M2089 M2092 M2096
M2099 M2102 M2103 M2106 M2107 M2109 M2123 M2126
M2137 M2144 M2145 M2147 M2148 M2149 M2150 M2157
M2159 M2161 M2165 M2170 M2173 M2174 M2184 M2194
M2198.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 15 décembre 1992 et devront être présentées pour remboursement à toutes succursales de la Banque Nationale du Canada dans la province de Québec.

Nicolet, le 10 novembre 1992

La directrice générale,
PAQUERETTE GAGNON

497, Mgr-Brunault
Nicolet, QC
JOG 1E0
Tél.: 819-293-5821

83210

Indexation des droits d'un permis

Les droits exigibles pour un permis majorés en vertu de l'article 29 du Règlement sur les établissements touristiques, édicté par le décret 747-91 du 29 mai 1991, sont les suivants :

— pour un établissement d'hébergement des sous-catégories « hôtelleries », « meublés touristiques », « gîtes touristiques » ou « établissements d'enseignement » : 171 \$ plus 2 \$ par unité d'hébergement;

— pour un établissement d'hébergement des sous-catégories « centres de vacances » ou « auberges de jeunesse » : 171 \$;

— pour un établissement de restauration : 171 \$;

— pour un établissement de camping de 50 sites ou moins : 171 \$;

— pour un établissement de camping de plus de 50 sites : 171 \$ pour les premiers 50 sites; plus 11 \$ par groupe ou partie de groupe additionnel de 50 sites.

Les droits ainsi majorés auront effet à compter du 1^{er} janvier 1993.

Le ministre du Tourisme,
ANDRÉ VALLERAND

4371

Province de Québec Rachat d'obligations

Aux détenteurs des obligations de la province de Québec (Canada) 45 000 000,00 \$ CAN., 8,00 % échéant le 1^{er} janvier 1995, Série CF.

Avis public est donné, par la présente, que selon les termes et conditions régissant les obligations, la province de Québec procédera au rachat le 1^{er} janvier 1993 de la totalité des obligations de la série CF (datées du 1^{er} janvier 1973) 8,00 % échéant le 1^{er} janvier 1995 dont la valeur nominale en circulation à la date du présent avis est de 44 105 000,00 \$ au prix de 100 %, plus l'intérêt couru et impayé à la date fixée pour le rachat.

Sur remise le 1^{er} janvier 1993 ou après cette date des obligations accompagnées des coupons non échus à toute succursale au Canada de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Laurentienne du Canada, la Banque de Montréal, la Banque Nationale du Canada, la Banque Royale du Canada, la Banque Scotia et la Banque Toronto-Dominion ou à toute Caisse Desjardins, au choix du détenteur, la province remboursera les montants indiqués ci-haut.

Les obligations au porteur, s'il y a lieu, devront être présentées avec tous les coupons non échus, à défaut de quoi la valeur nominale du ou des coupons manquants sera déduite du montant autrement payable.

Aucun intérêt ne sera calculé à l'égard des obligations le ou après le 1^{er} janvier 1993 et tous les coupons échéant après cette date devront être annulés.

Québec, le 28 novembre 1992

4368

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Succession Jean-Jacques Lachance

Avis est, par les présentes, donné que dame Renée Gagnon, ménagère, demeurant au 2183, Bellevue Plaza, Shawinigan, laquelle est célibataire et dame Liette Gagnon, ménagère demeurant au 1540, 9^e Avenue, Grand-Mère, laquelle est divorcée de Denis Drolet, sont les seules et uniques héritières de leur oncle, feu Jean-Jacques Lachance, en son vivant, sans emploi, demeurant au 633, 5^e Avenue, Grand-Mère, appartement 505, Grand-Mère, où il est décédé le 12 octobre 1992 en laissant un testament fait et passé devant Jean Trépanier, notaire, le 14 août 1990 sous le numéro 5834 de ses minutes; lequel testament n'a pas été modifié, ni révoqué. Ladite Renée Gagnon et ladite Liette Gagnon ont accepté la succession de Jean-Jacques Lachance, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Jean Trépanier, notaire, du 644, 4^e Rue, Grand-Mère, daté du 30 octobre 1992 et enregistré au bureau d'enregistrement de Shawinigan sous le numéro 177766.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire Jean Trépanier et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après deux (2) mois du présent avis, les bénéficiaires paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront selon la loi.

Grand-Mère, le 16 novembre 1992

83281

Le procureur,
JEAN TRÉPANIÉ, notaire

Succession Peter Banasik

Avis est donné, par les présentes, que Ms Lenore Scanlon, l'une des légataires résiduaire de la succession Peter Banasik, décédé le 23 octobre 1991, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, sa part dans ladite succession, aux termes d'un acte reçu devant A. Earl Kimmell, notaire, 21 octobre 1992, dont copie a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Montréal le 30 octobre 1992, sous le numéro 4,555,448. L'étude du notaire A. Earl Kimmell est située au 507, Place d'Armes, bureau 1300, Montréal, province de Québec.

Montréal, le 10 novembre 1992

83201

Le procureur,
A. EARL KIMMEL, notaire

Succession Pierre Duhaime

Avis est, par les présentes, donné qu'aux termes d'un jugement rendu par Me François Gélinas, protonotaire adjoint de la Cour supérieure du district de Richelieu, le 6 août 1992, dossier numéro 765-14-000095-926, madame Odette Chênevert, domiciliée à Saint-François-du-Lac, rue Notre-Dame, numéro 533 a été nommée tutrice à la personne et aux biens de Marie-Pierre Duhaime, domi-

ciliée à Saint-François-du-Lac, rue Notre-Dame, numéro 533, enfant mineure, issue du mariage de monsieur Pierre Duhaime et de dame Odette Chênevert et qu'aux termes dudit jugement ladite Odette Chênevert a été autorisée à accepter, sous bénéfice d'inventaire, pour le bénéfice de ladite Marie-Pierre Duhaime, la succession de Pierre Duhaime, père de la mineure, décédé sans testament, le 28 avril 1992, à l'hôpital Royal-Victoria de Montréal.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Claire Laforce, notaire, et peut être consulté à ses bureaux au 38, rue Trahan, Pierreville.

Après deux mois du présent avis, la tutrice paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Pierreville, le 13 novembre 1992

83279

Le procureur,
CLAIRE LAFORCE, notaire

Succession Réjean Francoeur

Avis est, par les présentes, donné que dame Yvette Francoeur, demeurant au 1586, rue Jogues, Mont-Joli, a accepté la succession de Réjean Francoeur, en son vivant de Sainte-Jeanne-d'Arc, décédé accidentellement à Drummondville, le vingt (20) octobre mil neuf cent quatre-vingt-douze (1992), sous bénéfice d'inventaire, par acte exécuté devant Claude Gagnon, notaire au 1555, boulevard Jacques-Cartier, Mont-Joli, en date du 5 novembre 1992, dont copie fut enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Matapédia le neuf (9) novembre 1992, sous le numéro 128668.

Un inventaire des biens du défunt a été faite devant Claude Gagnon, notaire, et peut être consulté à son étude, à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, les bénéficiaires paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Mont-Joli, le 11 novembre 1992

83272

Le procureur,
CLAUDE GAGNON, notaire

Succession Stéphane Lemelin

Avis est, par les présentes, donné que dame Madeleine Pelletier, femme au foyer, domiciliée au 100, Cholet, Beauport, QC, en sa qualité de tutrice de son fils Keven Lemelin, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de monsieur Stéphane Lemelin, en son vivant demeurant au 4651, chemin Royal, Sainte-Famille, Île d'Orléans, QC, décédé le 4 février 1991; suivant acte reçu devant J. Denis Roy, notaire au 2059, chemin de la Canardière, Québec, QC, en date du 5 novembre 1992 et dont copie fut enregistrée à Québec le 9 novembre 1992, sous le numéro 1,490,612.

Un inventaire des biens du défunt a été fait et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, le bénéficiaire paiera les créanciers selon la loi.

Québec, le 12 novembre 1992

83273

Le procureur,
J. DENIS ROY, notaire

Succession Sylvie Talbot

L'avis suivant est donné suite au décès de madame Sylvie Talbot, en son vivant bijoutière, domiciliée à Princeville, 50, Place Martin, G0P 1E0, laquelle est décédée sans laisser aucun testament.

Monsieur Benoît Paquet, nommé tuteur à Pierre-Yves Blais et monsieur Roger Blais, nommé tuteur à Jean-Luc Blais, lesdits Pierre-Yves Blais et Jean-Luc Blais tous deux étant les enfants mineurs de feu dame Sylvie Talbot, aux termes d'un jugement rendu à la Cour supérieure du district d'Arthabaska, le 18 septembre 1992, dossier 415-14-000080-920, ont accepté, sous bénéfice d'inventaire, des qualités de tuteurs, ladite succession de feu dame Sylvie Talbot, aux termes d'un acte à cet effet, reçu devant Jean Boudreau, notaire, exerçant à Princeville, 160, rue Saint-Jean-Baptiste Sud, le 14 octobre 1992, lequel a été enregistré au bureau d'enregistrement d'Arthabaska le 19 octobre 1992, sous le numéro 316515. Une déclaration d'hérité a également été reçue devant le susdit notaire le 14 octobre 1992, sous le numéro trois mille sept cent soixante-sept (3 767) de ses minutes, laquelle déclaration mentionne que les deux seuls héritiers de feu dame Sylvie Talbot sont ses deux susdits enfants.

Un inventaire des biens a été fait le 9 novembre 1992 par le notaire Jean Boudreau, en présence des personnes intéressées, lequel peut être consulté à ses bureaux, sur rendez-vous, à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, les tuteurs paieront, le cas échéant, les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Princeville, le 11 novembre 1992

83291

Le procureur,
JEAN BOUDREAU, notaire

Ville de Gatineau

Rachat d'obligations

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie canadienne de l'émission « Obligations 9 % à fonds d'amortissement, échéant le 1^{er} février 1994 » (ci-après appelées « obligations ») de l'ex-ville de Pointe-Gatineau, province de Québec, Canada.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Gatineau a l'intention de racheter et rachètera pour fins d'amortissement le 1^{er} février 1993 conformément aux dispositions de l'émission des obligations, les obligations suivantes (ou partie des obligations) comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100 % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date, à savoir:

Numéro des obligations à coupons entièrement immatriculés portant les numéros suivants:

M 799	1 000 \$	V 056	5 000 \$	A 013	25 000 \$
M 808	1 000 \$	V 059	5 000 \$	A 014	25 000 \$
M 812	1 000 \$	V 062	5 000 \$	A 018	25 000 \$
M 813	1 000 \$			A 019	25 000 \$
M 814	1 000 \$				
TOTAL	5 000 \$		15 000 \$		100 000 \$

Les obligations suivantes ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées dans toute succursale dans la province de Québec et au bureau principal à Toronto et à Ottawa de la Banque Nationale du Canada.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations (ou partie de ces obligations) présentement rappelées pour paiement, cessera de s'accroître le et après le 1^{er} février 1993.

Gatineau, le 13 novembre 1992

83211

Le chef comptable,
direction des finances,
ANDRÉ CÔTÉ, C.A.

Ville de Québec

Rachat d'obligations

Obligations 10,5 % à fonds d'amortissement échéant le 3 janvier 1999.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Québec rachètera le 3 janvier 1993, pour les fins du fonds d'amortissement et conformément aux dispositions des obligations, un montant total en principal de 900 000 \$ des obligations ci-haut mentionnées à 100 % de leur montant en principal racheté, plus l'intérêt couru à la date du rachat.

Les numéros des obligations rachetées sont les suivants:

(Les obligations d'une valeur de plus de 1 000 \$ étant rachetées en partie seulement, le montant en principal racheté apparaît entre parenthèses vis-à-vis chaque numéro.)

Numéros des obligations à coupons de 1 000 \$ portant le préfixe M—

Numéro d'obligation	Montant racheté	Numéro d'obligation	Montant racheté
M 461	(1000)	M 552	(1000)
M 463	(1000)	M 557	(1000)
M 467	(1000)	M 565	(1000)
M 478	(1000)	M 569	(1000)
M 479	(1000)	M 575	(1000)
M 482	(1000)	M 577	(1000)
M 483	(1000)	M 580	(1000)
M 484	(1000)	M 581	(1000)
M 510	(1000)	M 588	(1000)
M 511	(1000)	M 599	(1000)
M 529	(1000)	M 600	(1000)
M 551	(1000)		

Numéros des obligations à coupons de 5 000 \$ portant le préfixe V —

Numéro d'obligation	Montant racheté	Numéro d'obligation	Montant racheté
V 187	(1000)	V 338	(1000)
V 190	(1000)	V 339	(1000)
V 191	(2000)	V 344	(1000)
V 192	(1000)	V 345	(1000)
V 194	(1000)	V 362	(1000)
V 195	(1000)	V 363	(1000)
V 197	(2000)	V 364	(2000)
V 221	(1000)	V 365	(2000)
V 272	(1000)	V 366	(1000)
V 273	(1000)	V 382	(1000)
V 280	(1000)	V 384	(3000)
V 281	(1000)	V 386	(1000)
V 284	(1000)	V 388	(1000)
V 286	(1000)	V 390	(2000)
V 287	(1000)	V 391	(1000)
V 288	(2000)	V 392	(1000)
V 290	(3000)	V 394	(1000)
V 399	(1000)	V 567	(2000)
V 401	(1000)	V 569	(1000)
V 402	(1000)	V 570	(1000)
V 404	(1000)	V 571	(1000)
V 424	(1000)	V 572	(1000)
V 433	(1000)	V 575	(1000)
V 436	(1000)	V 577	(2000)
V 439	(1000)	V 578	(1000)
V 441	(1000)	V 579	(1000)
V 442	(1000)	V 580	(2000)
V 444	(2000)	V 586	(1000)
V 445	(1000)	V 587	(3000)
V 446	(1000)	V 590	(1000)
V 449	(1000)	V 596	(2000)
V 451	(2000)	V 597	(2000)
V 457	(1000)	V 599	(1000)
V 461	(2000)	V 600	(2000)
V 464	(1000)	V 602	(1000)
V 465	(1000)	V 603	(1000)
V 467	(1000)	V 605	(1000)
V 474	(2000)	V 608	(1000)
V 478	(1000)	V 611	(1000)
V 479	(2000)	V 619	(1000)
V 485	(1000)	V 620	(1000)
V 486	(1000)	V 624	(1000)
V 487	(1000)	V 626	(1000)
V 521	(1000)	V 628	(2000)
V 522	(1000)	V 629	(1000)
V 527	(1000)	V 631	(1000)
V 529	(1000)	V 635	(1000)
V 531	(1000)	V 637	(1000)
V 536	(1000)	V 642	(1000)
V 539	(2000)	V 648	(1000)
V 540	(1000)	V 650	(1000)
V 545	(1000)	V 652	(1000)
V 549	(1000)	V 660	(2000)
V 551	(1000)	V 661	(1000)

Numéros des obligations à coupons de 25 000 \$ portant le préfixe A —

Numéro d'obligation	Montant racheté	Numéro d'obligation	Montant racheté
A 120	(5000)	A 161	(4000)
A 121	(2000)	A 168	(5000)
A 134	(4000)	A 179	(4000)
A 135	(1000)	A 184	(4000)
A 136	(1000)	A 185	(3000)
A 137	(2000)	A 188	(1000)
A 141	(2000)	A 189	(4000)
A 142	(1000)	A 190	(5000)
A 143	(3000)	A 191	(3000)
A 152	(3000)	A 192	(4000)
A 153	(2000)	A 193	(2000)
A 154	(1000)	A 194	(4000)
A 159	(2000)	A 195	(2000)
A 160	(2000)	A 196	(3000)
A 197	(2000)	A 309	(4000)
A 198	(2000)	A 310	(4000)
A 199	(3000)	A 311	(1000)
A 200	(2000)	A 312	(3000)
A 201	(2000)	A 316	(4000)
A 202	(1000)	A 317	(3000)
A 203	(3000)	A 320	(3000)
A 209	(1000)	A 321	(2000)
A 227	(2000)	A 322	(3000)
A 264	(2000)	A 323	(2000)
A 265	(1000)	A 324	(1000)
A 266	(2000)	A 329	(4000)
A 267	(2000)	A 349	(3000)
A 304	(1000)	A 361	(2000)
A 305	(2000)	A 363	(1000)
A 306	(2000)	A 364	(6000)
A 307	(2000)	A 365	(1000)
A 308	(5000)	A 366	(2000)

Numéros des obligations à coupons de 100 000 \$ portant le préfixe C —

Numéro d'obligation	Montant racheté	Numéro d'obligation	Montant racheté
C 001	(7000)	C 008	(8000)
C 002	(11000)	C 009	(10000)
C 003	(12000)	C 010	(11000)
C 004	(12000)	C 011	(11000)
C 005	(14000)	C 020	(13000)
C 006	(13000)	C 022	(11000)
C 007	(10000)	C 023	(11000)

Numéros des obligations nominatives portant le préfixe N —

Numéro d'obligation	Montant racheté	Numéro d'obligation	Montant racheté
N 216	(3000)	N 277	(13000)
N 217	(1000)	N 278	(8000)
N 219	(2000)	N 279	(14000)
N 220	(1000)	N 280	(2000)

Numéro d'obligation	Montant racheté	Numéro d'obligation	Montant racheté
N 222	(12000)	N 282	(4000)
N 226	(2000)	N 283	(1000)
N 260	(3000)	N 284	(3000)
N 262	(1000)	N 285	(1000)
N 263	(1000)	N 288	(1000)
N 264	(3000)	N 289	(2000)
N 265	(3000)	N 290	(8000)
N 270	(105000)	N 291	(6000)
N 271	(47000)	N 292	(5000)
N 272	(48000)	N 305	(10000)
N 273	(14000)	N 306	(9000)
N 274	(15000)	N 307	(10000)
N 275	(12000)	N 309	(1000)
N 276	(11000)	N 313	(1000)
N 314	(2000)	N 319	(2000)
N 315	(3000)	N 320	(1000)
N 316	(33000)		

Une copie de cet avis de rachat a été transmise par lettre recommandée aux détenteurs d'obligations immatriculées, lesquelles seront rachetées en totalité ou en partie seulement.

Les obligations ou partie de ces obligations ainsi rachetées deviendront dues et payables le 3 janvier 1993, en monnaie légale du Canada, à toute succursale au Canada de n'importe quelle banque mentionnée à l'annexe A de la Loi sur les banques (Canada), au choix du détenteur, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, accompagnées, s'il y a lieu, de tous les coupons d'intérêt échéant après le 3 janvier 1993, attachés. L'intérêt dû le 3 janvier 1993 sera payé de la manière habituelle.

Pour leur transfert, les obligations immatriculées devront être accompagnées de procurations dûment signées en blanc. Sur remise des obligations rachetées en partie seulement, la ville de Québec émettra, à ses frais, de nouvelles obligations pour un montant total égal au principal de la partie non rachetée des obligations ainsi remises. Sauf avis contraire, les nouvelles obligations seront immatriculées de la même manière que les obligations remises.

À compter du 3 janvier 1993, l'intérêt sur le montant en principal des obligations ou partie de ces obligations présentement appelées pour rachat cessera de courir.

Québec, le 16 novembre 1992

83209

Le trésorier,
GUY MARTINEAU

Ville d'Aylmer
Rachat d'obligations

Ville d'Aylmer, aux droits de la municipalité en vertu du regroupement décrété par la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay.

Émission d'obligations de 1 895 500 \$ datée du 1^{er} janvier 1974.

Avis public est, par les présentes, donné par la soussignée que, conformément aux modalités de l'émission en titre, la ville d'Aylmer rachètera, le 1^{er} janvier 1993 un montant de 146 000 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} janvier 1994 de son émission d'obligations originales de 1 895 500 \$ datée du 1^{er} janvier 1974 et portant un taux d'intérêt de 8%, % l'an, payable semi-annuellement le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année.

Les numéros d'obligations ainsi rachetées par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000 \$

M1103	M1150	M1151	M1152	M1155	M1159	M1165
M1174	M1177	M1193	M1194	M1195	M1197	M1198
M1212	M1215	M1219	M1220	M1224	M1225	M1227
M1228	M1233	M1234	M1235	M1236	M1237	M1239
M1241	M1244	M1245	M1248	M1249	M1251	M1253
M1256	M1258	M1259	M1260	M1263	M1271	M1276
M1278	M1280	M1286	M1287	M1291	M1292	M1302
M1304	M1305	M1311	M1314	M1330	M1332	M1337
M1340	M1346	M1349	M1350	M1351	M1354	M1357
M1363						

Total 146 000 \$

Veillez prendre avis que les obligations portant les numéros ci-dessus mentionnés cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} janvier 1993, et que la valeur en capital de ces obligations sera versée aux détenteurs de ces obligations par toute succursale de la Banque Nationale dans la province de Québec, sur remise desdites obligations, avec tous les coupons d'intérêt y attachés.

Aylmer, le 16 novembre 1992

83212

Le greffier,
ME HÉLÈNE B. LAVIGNE

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Accordés

Afshim Deldar

Par le certificat numéro 92-589 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Naghi Amin Deldar Pacheh Kenari, né le 18 octobre 1954, en celui de Afshim Deldar.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Carol Christine Bengivengo

Par le certificat numéro 92-576 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Berthe Jacqueline Mabel Carol Bengivengo, née le 11 avril 1958, en celui de Carol Christine Bengivengo.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Cécile Marie Ange Geneviève Roy

Par le certificat numéro 92-565 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Cécile Marie Ange Roy, née le 2 août 1936, en celui de Cécile Marie Ange Geneviève Roy.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Daniel Westreich

Par le certificat numéro 92-586 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Daniel Iwanczak, né le 21 mai 1970, en celui de Daniel Westreich.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph André Trudel

Par le certificat numéro 92-574 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-André Patenaude, né le 10 octobre 1933, en celui de Joseph André Trudel.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Donat Aurèle Dubé

Par le certificat numéro 92-588 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Donat Gustoher, né le 7 avril 1920, en celui de Joseph Donat Aurèle Dubé.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Jean Paul René Charlebois

Par le certificat numéro 92-567 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Jean-Paul-René Ouellette, né le 4 janvier 1965, en celui de Joseph Jean Paul René Charlebois.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph René Gabriel Dumoulin

Par le certificat numéro 92-572 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-René-Gabriel Moulin, né le 17 juillet 1936, en celui de Joseph René Gabriel Dumoulin.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Wilfrid Marcel Charles Hébert

Par le certificat numéro 92-575 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Wilfrid Marcel Hébert, né le 5 avril 1955, en celui de Joseph Wilfrid Marcel Charles Hébert.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Lucien Jean Marc Alexandre Deslongchamps-Brunet

Par le certificat numéro 92-582 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Lucien Jean-Marc Alexandre Larsen-Deslongchamps, né le 26 juin 1973, en celui de Lucien Jean Marc Alexandre Deslongchamps-Brunet.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Aurore Jeannine Breton

Par le certificat numéro 92-590 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Aurore Janine Breton, née le 25 mars 1930, en celui de Marie Aurore Jeannine Breton.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Brigitte France Zoé Lavigne

Par le certificat numéro 92-566 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Brigitte France Lavigne, née le 7 février 1961, en celui de Marie Brigitte France Zoé Lavigne.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Cécile Laurianne Thériault

Par le certificat numéro 92-581 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Cécile-Laurianne Thériault, née le 23 juin 1943, en celui de Marie Cécile Laurianne Thériault.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Claire Paule Leclerc

Par le certificat numéro 92-564 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Claire Pauline Leclerc, née le 11 janvier 1939, en celui de Marie Claire Paule Leclerc.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Émilienne Isabelle Bellemare

Par le certificat numéro 92-571 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Émilienne Isabelle Tarte, née le 29 juillet 1973, en celui de Marie Émilienne Isabelle Bellemare.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Hélène Monique Allard

Par le certificat numéro 92-578 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Hélène Dominique Allard, née le 9 avril 1940, en celui de Marie Hélène Monique Allard.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Lillane Gaétane Sophie Clouet

Par le certificat numéro 92-570 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Lillane Gaétane Clouet, née le 20 juin 1948, en celui de Marie Lillane Gaétane Sophie Clouet.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Marcellene Martine Baillargeon

Par le certificat numéro 92-580 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Marcellene Baillargeon, née le 15 octobre 1955, en celui de Marie Marcellene Martine Baillargeon.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Nathalie Manon Gagnon

Par le certificat numéro 92-585 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Nathalie-Manon Boies, née le 24 octobre 1967, en celui de Marie Nathalie Manon Gagnon.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Réjeanne Rita Madeleine Gélinas

Par le certificat numéro 92-568 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Réjeanne Rita Gélinas, née le 17 février 1933, en celui de Marie Réjeanne Rita Madeleine Gélinas.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Thérèse Claudette Deslauriers

Par le certificat numéro 92-587 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Thérèse Présentine Désautels, née le 17 juin 1927, en celui de Marie Thérèse Claudette Deslauriers.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Thérèse Germaine Poirier

Par le certificat numéro 92-584 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Thérèse Poirier, née le 27 octobre 1937, en celui de Marie Thérèse Germaine Poirier.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Thérèse Lillane Gervais

Par le certificat numéro 92-583 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Thérèse Eliane Gervais, née le 9 juin 1929, en celui de Marie Thérèse Lillane Gervais.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Thérèse Lucie Myriam Belzile

Par le certificat numéro 92-577 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Thérèse-Lucie Belzile, née le 3 août 1958, en celui de Marie Thérèse Lucie Myriam Belzile.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Thérèse Margot Brisson

Par le certificat numéro 92-563 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Thérèse Marguerite Brisson, née le 29 novembre 1951, en celui de Marie Thérèse Margot Brisson.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Natalie Cristofaro

Par le certificat numéro 92-569 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Natalie Singer, née le 1^{er} mars 1963, en celui de Natalie Cristofaro.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Po-Sarn Eva Geneviève Chouinard-Wong

Par le certificat numéro 92-579 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Po-Sarn Eva Geneviève Wong, née le 14 juillet 1973, en celui de Po-Sarn Eva Geneviève Chouinard-Wong.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Slobodan Braco Macesic

Par le certificat numéro 92-573 du 29 octobre 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Slobodan Macesic, né le 7 mai 1941, en celui de Slobodan Braco Macesic.

Sainte-Foy, le 4 novembre 1992

4360 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

**Changement de nom et d'autres
qualités de l'état civil — Loi sur le**
Demandes**Barghj-Heshmat Khanoom**

Prenez avis que Barghj-Heshmat Khanoom, domicilié au 3455, Côte-des-Neiges, appartement 224, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Barghj-Melina.

Montréal, le 16 novembre 1992

83249-48-28 *Le requérant,*
BARGHJ-HESHMAT KHANOOM

Charles-Joseph-Iréné Gendreau

Prenez avis que Charles-Joseph-Iréné Gendreau, domicilié au 6382, rue Mc Lynn, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de René Gendreau.

Montréal, le 2 novembre 1992

83229-48-2 *Le requérant,*
IRÉNÉE GENDREAU

David Alexandre Nicolas Creighton-Thebault

Prenez avis que David Alexandre Nicolas Creighton-Thebault, domicilié au 4406, Earncliffe, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de David Alexandre Nicolas Creighton.

Montréal, le 2 novembre 1992

83041-47-2

Le requérant,
DAVID ALEXANDRE NICOLAS
CREIGHTON-THEBAULT

Dimitrios Ambatzis

Prenez avis que Dimitrios Ambatzis, domicilié au 344, Amsterdam, Dollard-des-Ormeaux, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de James Abagis.

Montréal, le 9 novembre 1992

83204-48-2

Le procureur du requérant,
STEVEN MICHELIN, avocat

Dina Di Girolamo

Prenez avis que Dina Di Girolamo, domiciliée au 9411, rue Sackville, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Dina Jerome.

Montréal, le 2 novembre 1992

83146-47-2

Le procureur de la requérante,
ROBERT ESPOSITO

Edward Zygmunt Slupik

Prenez avis que Edward Zygmunt Slupik, domicilié au 163, Trillium Road, Dollard-des-Ormeaux, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Michael Edward Zygmunt Stupik.

Pointe-Claire, le 16 novembre 1992

83287-48-2

Le procureur du requérant,
SIMON FORTIER

Freddy Gamache

Prenez avis que Freddy Gamache, domicilié au 339, rue Jacques-Chouinard, Saint-Jean-Port-Joli, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Alfred Gamache.

Montmagny, le 6 novembre 1992

83283-48-2

Les procureurs du requérant,
ROY, BERNARD, CARON

Harinand Seenauth Katwaroo

Prenez avis que Harinand Seenauth Katwaroo, domicilié au 7994, rue Lefebvre, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Rico S. Katwaroo.

LaSalle, le 9 octobre 1992

83023-47-2

Le requérant,
HARINAND SEENAOUTH KATWAROO

Jacques Chapdelaine

Prenez avis que Jacques Chapdelaine, domicilié au 4335, de Lorimier, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Paul Alley.

Montréal, le 3 novembre 1992

83038-47-2

Le requérant,
JACQUES CHAPDELAINE

Jagmohini Panesar

Prenez avis que Jagmohini Panesar, domiciliée au 2919, rue Terrasse-Bourchemin, Longueuil, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jagmohini Nan Panesar.

Saint-Lambert, le 11 novembre 1992

83286

Le procureur de la requérante,
NANCY ROUSSEAU, notaire

Jean Carle Michel Creighton-Thebault

Prenez avis que Jean Carle Michel Creighton-Thebault, domicilié au 4406, Earncliffe, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean Michel Creighton.

Montréal, le 2 novembre 1992

83040-47-2

Le requérant,
JEAN CARLE MICHEL CREIGHTON-THEBAULT

Johanne Larocque

Prenez avis que Johanne Larocque, domiciliée au 2901 A, rue Jolicoeur, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Johanne Houle.

Montréal, le 10 novembre 1992

83206-48-2

La requérante,
JOHANNE LAROCQUE

Johanne Marotte

Prenez avis que Johanne Marotte, domiciliée au 6200, rue Louis-Hébert, appartement 17, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Johanne Marot.

Montréal, le 4 novembre 1992

83288-48-2

Les procureurs de la requérante,
TOULET, BUSHEY, TURGEON & ASSOCIÉS

Joseph Émilien Carrier

Prenez avis que Joseph Émilien Carrier, domicilié au 1, Victor-Hugo, appartement 205, Lévis, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Émile Carrier.

Lévis, le 6 novembre 1992

83203-48-2

Les procureurs du requérant,
LACOMBE ET LEBOEUF, *avocats*

Joseph Yoland Rolland Decotrêt

Prenez avis que Joseph Yoland Rolland Decotrêt, domicilié au 723, avenue Gatineau, Gatineau, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Michel Daniel Yoland Decotrêt.

Gatineau, le 13 novembre 1992

83285-48-2

Le procureur du requérant,
MICHEL CHAREST, *avocat*

Joseph-Jean Raymond

Prenez avis que Joseph-Jean Raymond, domicilié au 1363, route de l'Aéroport, Ancienne-Lorette, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Raymond Jean Paul Bourgeois.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Ancienne-Lorette, le 11 novembre 1992

83236-48-2

Le requérant,
JEAN PAUL BOURGEOIS

Lisette Bédard

Prenez avis que Lisette Bédard, domiciliée au 476, rue Élisabeth, La Tuque, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Anne Lisette Beaudin.

La Tuque, le 9 novembre 1992

83160-48-2

Le procureur de la requérante,
JEAN-M. CARRIER, *avocat*

Lorraine Béchamps

Prenez avis que Lorraine Béchamps, domiciliée au 199, boulevard Lauzon, Fort-Coulonge, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Doreen Béchamps.

Mansfield, le 11 novembre 1992

83284-48-2

Le procureur de la requérante,
DENIS COURTEMANCHE, *avocat*

Louise-Marie Tremblay

Prenez avis que Louise-Marie Tremblay, domiciliée au 583, avenue de la Prairie, Granby, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Louise-Marie Raymond.

Ce changement affectera aussi Camille Tremblay-Beaudoin.

Granby, le 12 novembre 1992

83289-48-2

La requérante,
LOUISE-MARIE TREMBLAY

Ludwig Younger

Prenez avis que Ludwig Younger, domicilié au 94, place André-Ouellet, Broisbriand, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Eliezer Ludwig Gottesman.

Ce changement affectera aussi Elhunon, Chaim Pesach, Shlomo, Chaya Rachel et Yoel, tous domiciliés au 94, place André-Ouellet, Boisbriand.

Laval, le 9 novembre 1992

83202-48-2

Le procureur du requérant,
PIERRE DUPRAS, *avocat*

Marcelle Norma Thompson

Prenez avis que Marcelle Norma Thompson, domiciliée au 213, North Road, Austin, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marcelle Norma Leah Thompson.

Magog, le 19 octobre 1992

83159-48-2

Les procureurs de la requérante,
GAUTHIER, BERGERON & FARIBAUT

Marie Anne Dolorès Nancy Nischée

Prenez avis que Marie Anne Dolorès Nancy Nischée, domiciliée au 168, rue Trudeau, Valleyfield, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marion Shankland.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Valleyfield, le 30 octobre 1992

83154-47-2

La requérante,
MARIE ANNE DOLORÈS NANCY NISCHÉE

Marie Blanche Audette Jobin

Prenez avis que Marie Blanche Audette Jobin, domiciliée au 261, rang 4 est, New Richmond, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Odette Jobin.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

New Richmond, le 10 novembre 1992

83235-48-2

La requérante,
ODETTE JOBIN

Marie Estelle Lyne Raymond

Prenez avis que Marie Estelle Lyne Raymond, domiciliée au 1916, rue Parthenais, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Estelle Lyne Miron.

Ce changement de nom n'affectera aucune autre personne.

Montréal, le 10 novembre 1992

83205-48-2

Les procureurs de la requérante,
LORD LEFEBVRE PÉPIN & MARCHAND

Marie Gwendelyn Judith Goulet

Prenez avis que Marie Gwendelyn Judith Goulet, domiciliée au 5010, rue de Lanaudière, appartement 2, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Gwendelyn Judith Lagacé.

Montréal, le 2 novembre 1992

83043-47-2

Les procureurs de la requérante,
POIRIER, MURRAY, BOUGIE
& BAILLARGEON

Marie Hermance (Herman) Claudette Dumas

Prenez avis que Marie Hermance (Herman) Claudette Dumas, domiciliée au 1124, Grosvenor, Sherbrooke, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Manon Claudette Dumas.

Ce changement de nom n'affectera aucune autre personne.

Sherbrooke, le 26 octobre 1992

83081-47-2

La requérante,
MARIE HERMANCE (HERMAN)
CLAUDETTE DUMAS

Marie Judith Larocque

Prenez avis que Marie Judith Larocque, domiciliée au 9303, boulevard Pie-IX, appartement 1, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Brenda Lavoie.

Montréal, le 2 novembre 1992

83039-47-2

Le procureur de la requérante,
ROBERT ESPOSITO, notaire

Marie Mae Lauriana Jeannette Nischée

Prenez avis que Mae Nischée, domiciliée au 93, rue Madeleine, Valleyfield, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mae Shankland.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Valleyfield, le 30 octobre 1992

83155-47-2

La requérante,
MAE NISCHÉE

Marie Thérèse Jacqueline Nischée

Prenez avis que Marie Thérèse Jacqueline Nischée, domiciliée au 569, boulevard du Havre, Valleyfield, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jacqueline Shankland.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Valleyfield, le 30 octobre 1992

83153-47-2

La requérante,
MARIE THÉRÈSE JACQUELINE NISCHÉE

Mohinder Singh

Prenez avis que Mohinder Singh, domicilié au 3069, Saint-Charles, Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mohinder Singh Aujla.

Montréal, le 28 octobre 1992

83024-47-2

Le requérant,
MOHINDER SINGH

Nathalie Boucher

Prenez avis que Nathalie Boucher, domiciliée au 305, boulevard Saint-Jude, Alma, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nathalie Beaulieu.

Ce changement de nom n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Alma, le 4 novembre 1992

83042-47-2

Le procureur de la requérante,
JOHANNE TREMBLAY, *avocat*

Nathalie Duchesne

Prenez avis que Nathalie Duchesne, domiciliée au 6378, 3^e Avenue, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ariane Poitras.

Montréal, le 6 novembre 1992

83158-48-2

La requérante,
NATHALIE DUCHESNE

Nicolas David Marcotte

Prenez avis que Nicolas David Marcotte, domicilié au 2401, rue Sylvestre, Sherbrooke, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nicolas David Skoropad.

Sherbrooke, le 26 octobre 1992

83080-47-2

Le procureur du requérant,
MADELEINE CUERRIER, *avocat*

Normando Di Girolamo

Prenez avis que Normando Di Girolamo, domicilié au 6887, rue Garnier, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice pour obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Norman Jerome.

Montréal, le 2 novembre 1992

83145-47-2

Le procureur du requérant,
ROBERT ESPOSITO

Valsanou Andreou

Prenez avis que Valsanou Andreou, domiciliée au 6700, Pinard, Brossard, s'adressera au ministre de la Justice pour obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Vana Andreou.

Montréal, le 11 novembre 1992

83282-48-2

Les procureurs de la requérante,
LEBOVICS, CYTRYNBAUM, PEIZLER

Commission municipale — Loi sur la**Ville de Sainte-Adèle**

La Commission municipale du Québec donne avis que le gouvernement du Québec a ordonné, par le décret numéro 1626-92 du 11 novembre 1992, que la ville de Sainte-Adèle devienne assujettie au contrôle de la Commission municipale du Québec à compter du 11 novembre 1992. Cet avis est donné conformément à l'article 46.1 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35).

Québec, le 12 novembre 1992

4361

La secrétaire de la Commission,
CAROLINE POULIOT, *notaire*

Compagnies (Partie I) — Loi sur les

Compromis ou arrangement (Article 49)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé à chacune des corporations suivantes, des lettres patentes supplémentaires confirmant un compromis ou un arrangement:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires
2869-4628 LA COMPAGNIE D'ASSURANCE BELAIR INC.	1992 01 01	1992 11 03
4344		<i>L'Inspecteur général des institutions financières,</i> JEAN-MARIE BOUCHARD

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2963-6214 2963-6214 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Longueuil
2963-6222 2963-6222 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Québec
2963-6230 2963-6230 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Bedford
2963-6248 2963-6248 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-6255 2963-6255 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-6263 2963-6263 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-6271 2963-6271 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-6289 2963-6289 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-6297 2963-6297 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-6743 2963-6743 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-6768 2963-6768 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2963-6776 2963-6776 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-7378 2963-7378 QUÉBEC INC.	1992 10 29	Terrebonne
2963-7386 2963-7386 QUÉBEC INC.	1992 10 29	Richelieu
2963-7394 2963-7394 QUÉBEC INC.	1992 10 29	Laval
2963-7667 2963-7667 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-7675 2963-7675 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-7683 2963-7683 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-7691 2963-7691 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-7709 2963-7709 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-7717 2963-7717 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-7725 2963-7725 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-7741 2963-7741 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Saint-Hyacinthe
2963-7758 2963-7758 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Joliette
2963-7907 2963-7907 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-7915 2963-7915 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-7923 2963-7923 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-7931 2963-7931 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8079 2963-8079 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Terrebonne
2963-8087 2963-8087 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Terrebonne
2963-8137 2963-8137 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2963-8145 2963-8145 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Montréal
2963-8152 2963-8152 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Rouyn-Noranda
2963-8160 2963-8160 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Longueuil
2963-8210 2963-8210 QUÉBEC INC.	1992 10 29	Saint-François
2963-8228 2963-8228 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Laval
2963-8236 2963-8236 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8244 2963-8244 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Laval
2963-8251 2963-8251 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Trois-Rivières
2963-8269 2963-8269 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Beauharnois
2963-8277 2963-8277 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8285 2963-8285 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8293 2963-8293 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8301 2963-8301 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Laval
2963-8319 2963-8319 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8327 2963-8327 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8335 2963-8335 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-8343 2963-8343 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Laval
2963-8350 2963-8350 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Laval
2963-8368 2963-8368 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Joliette
2963-8376 2963-8376 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Baie-Comeau

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2963-8384 2963-8384 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Terrebonne
2963-8392 2963-8392 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-8400 2963-8400 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-8475 2963-8475 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8483 2963-8483 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8491 2963-8491 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Longueuil
2963-8509 2963-8509 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8517 2963-8517 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8608 2963-8608 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Terrebonne
2963-8616 2963-8616 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8624 2963-8624 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8632 2963-8632 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8640 2963-8640 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Chicoutimi
2963-8657 2963-8657 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Terrebonne
2963-8673 2963-8673 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8681 2963-8681 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8699 2963-8699 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8707 2963-8707 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8715 2963-8715 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8772 2963-8772 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2963-8780 2963-8780 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Longueuil
2963-8806 2963-8806 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Abitibi
2963-8822 2963-8822 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Longueuil
2963-8855 2963-8855 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Richelieu
2963-8871 2963-8871 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Beauharnois
2963-8905 2963-8905 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8954 2963-8954 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-8962 2963-8962 QUÉBEC INC.	1992 11 15	Montréal
2963-8970 2963-8970 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Terrebonne
2963-8988 2963-8988 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Saint-Hyacinthe
2963-9069 2963-9069 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Montréal
2963-9077 2963-9077 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Montréal
2963-9093 2963-9093 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Québec
2963-9101 2963-9101 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-9119 2963-9119 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Saint-Hyacinthe
2963-9192 2963-9192 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-9200 2963-9200 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Terrebonne
2963-9218 2963-9218 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-9234 2963-9234 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Longueuil
2963-9267 2963-9267 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Distriet judiciaire
2963-9275 2963-9275 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-9283 2963-9283 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-9291 2963-9291 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-9309 2963-9309 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-9341 2963-9341 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Montréal
2963-9408 2963-9408 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-9416 2963-9416 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Joliette
2963-9424 2963-9424 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Terrebonne
2963-9432 2963-9432 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2963-9440 2963-9440 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Joliette
2963-9457 2963-9457 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Montréal
2963-9465 2963-9465 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Alma
2963-9473 2963-9473 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Montréal
2963-9481 2963-9481 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Montréal
2963-9499 2963-9499 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Montréal
2963-9507 2963-9507 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Montréal
2963-9515 2963-9515 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Montréal
2963-9523 2963-9523 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Laval
2963-9531 2963-9531 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Laval
2963-9549 2963-9549 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Richelieu

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2963-9556 2963-9556 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Longueuil
2963-9564 2963-9564 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Montréal
2963-9572 2963-9572 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Labelle
2963-9580 2963-9580 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Montréal
2963-9598 2963-9598 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Terrebonne
2963-9614 2963-9614 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Longueuil
2963-9663 2963-9663 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Longueuil
2963-9671 2963-9671 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Laval
2963-9689 2963-9689 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Montréal
2963-9747 2963-9747 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Laval
2963-9804 2963-9804 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Montréal
2963-9911 2963-9911 QUÉBEC INC.	1992 11 05	Montréal
2963-9929 2963-9929 QUÉBEC INC.	1992 11 05	Saint-François
2964-0117 2964-0117 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Laval
2964-0125 2964-0125 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Joliette
2964-0166 2964-0166 QUÉBEC INC.	1992 11 05	Beauharnois
2964-0307 2964-0307 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Laval
2964-0315 2964-0315 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Montréal
2964-0323 2964-0323 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Québec
2964-0505 2964-0505 QUÉBEC INC.	1992 11 05	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2965-5164 2965-5164 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Saint-François
2965-5172 2965-5172 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Montréal
2965-5180 2965-5180 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Abitibi
2965-7129 2965-7129 QUÉBEC INC.	1992 10 29	Kamouraska
2965-7137 2965-7137 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Trois-Rivières
2965-7145 2965-7145 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Trois-Rivières
2965-7152 2965-7152 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Trois-Rivières
2966-0438 2966-0438 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Québec
2966-0446 2966-0446 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Québec
2966-0479 2966-0479 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Beauce
2966-0495 2966-0495 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Québec
2966-0511 2966-0511 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Québec
2966-0529 2966-0529 QUÉBEC INC.	1992 10 29	Saint-François
2966-0586 2966-0586 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Québec
2966-0594 2966-0594 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Québec
2966-0636 2966-0636 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Québec
2966-0644 2966-0644 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Arthabaska
2966-0669 2966-0669 QUÉBEC INC.	1992 10 29	Frontenac
2966-0677 2966-0677 QUÉBEC INC.	1992 10 29	Baie-Comeau
2966-0727 2966-0727 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2966-0750 2966-0750 QUÉBEC INC.	1992 11 06	Beauce
2966-0958 2966-0958 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Roberval
2966-0966 2966-0966 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Québec
2966-0982 2966-0982 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Roberval
2966-1006 2966-1006 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Québec
2966-1014 2966-1014 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Chicoutimi
2966-1022 2966-1022 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Chicoutimi
2966-1030 2966-1030 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Québec
2966-1055 2966-1055 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Joliette
2966-1105 2966-1105 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Québec
2966-1113 2966-1113 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Beauce
2966-1121 2966-1121 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Québec
2966-1147 2966-1147 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Montréal
2966-1410 2966-1410 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Longueuil
2966-1428 2966-1428 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Alma
2966-1436 2966-1436 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Beauce
2966-1444 2966-1444 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Alma
2966-1451 2966-1451 QUÉBEC INC.	1992 10 30	Montmagny
2966-1477 2966-1477 QUÉBEC INC.	1992 11 03	Saint-François
2966-1501 2966-1501 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Kamouraska

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District Judiciaire
2966-1600 2966-1600 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Frontenac
2966-1618 2966-1618 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Québec
2966-1626 2966-1626 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Saint-Hyacinthe
2966-1634 2966-1634 QUÉBEC INC.	1992 11 04	Roberval
2966-1717 2966-1717 QUÉBEC INC.	1992 11 05	Québec
2966-1774 2966-1774 QUÉBEC INC.	1992 11 05	Kamouraska
2966-1808 2966-1808 QUÉBEC INC.	1992 11 05	Québec
2966-2004 2966-2004 QUÉBEC INC.	1992 11 06	Québec
2966-2020 2966-2020 QUÉBEC INC.	1992 11 06	Québec
2966-2202 2966-2202 QUÉBEC INC.	1992 11 06	Québec
2966-2848 2966-2848 QUÉBEC INC.	1992 11 06	Québec
2966-2889 2966-2889 QUÉBEC INC.	1992 11 06	Saint-Hyacinthe
2966-2897 2966-2897 QUÉBEC INC.	1992 11 06	Saint-Hyacinthe
2963-8053 ABRICOTINE BOULANGERIE PÂTISSERIE INC.	1992 11 02	Laval
2963-8798 ACCOUNSULTEK INC.	1992 11 02	Montréal
2963-6784 ACIERS TECHFORM (1992) INC.	1992 11 01	Joliette
2963-8095 ALARME J.G. FONTAINE INC.	1992 11 03	Saint-Hyacinthe
2963-8533 LES ALIMENTS LE CHÂTILLON INC.	1992 11 02	Terrebonne
2965-8143 ALLO MON BÉBÉ INC.	1992 11 02	Terrebonne
2963-8004 ASSURANCES BEAUREGARD, TANGUAY, VERRIER INC.	1992 10 30	Drummond

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2965-6113 ATELIER DE SOUDURE FABROTECH INC.	1992 10 29	Frontenac
2966-0685 AUTO ÉLECTRIQUE PIERRE LAROCHE INC.	1992 11 02	Québec
2963-8897 A.B.S. SYSTÈMES INFORMATIQUES INC. A.B.S. DATA SYSTEMS INC.	1992 11 04	Montréal
2963-9838 BERTHELOT & MASSICOTTE INC.	1992 11 04	Joliette
2963-7956 LES BIODÉGRADATIONS IN SITU BIOSITE INC.	1992 10 30	Laval
2963-6750 BOULANGERIE LA BELLE ÉPOQUE INC.	1992 11 15	Montréal
2963-9390 CÂBLES & ACCESSOIRES DEMERS INC.	1992 11 03	Laval
2965-5156 CAO ÉLECTRONIQUE QUÉBEC INC. CAD ELECTRONICS QUÉBEC INC.	1992 11 02	Québec
2963-8459 CARDIA-TECH INC.	1992 10 30	Longueuil
2966-1550 CIMENT, CARRELAGE DE QUÉBEC INC.	1992 11 05	Québec
2963-6792 CLAUDE BOIVIN TRANSPORT INC.	1992 10 30	Laval
2963-8848 CLÔTURES DIRECTES INC.	1992 11 03	Longueuil
2963-8186 COMMUNICATION MARKETING VALLEYFIELD INC.	1992 11 04	Beauharnois
2966-0693 COMMUNICATIONS X-TRÊME INC.	1992 11 02	Québec
2963-9655 LA COMPAGNIE DE PUBLICATION DE LA SEMAINE JUDICIAIRE INC.	1992 11 03	Montréal
2965-6212 CONCASSAGE PLESSIS INC.	1992 10 29	Frontenac
2963-9721 CONDOMINIUM R.J. INC.	1992 11 04	Montréal
2963-8103 CONSEILS VISION A. BÉDARD INC.	1992 11 03	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2965-6386 CONSTRUCTION ELSA INC.	1992 11 03	Saint-Hyacinthe
2963-8590 CONSTRUCTION MARGEX INC.	1992 11 02	Longueuil
2963-9382 CONSTRUCTIONS ALAIN ASSELIN INC.	1992 11 03	Saint-Hyacinthe
2965-8283 CONSTRUCTIONS YVAN TREMBLAY INC.	1992 10 30	Québec
2963-8061 CONSTRUCTIONS YVES LABELLE INC.	1992 11 02	Terrebonne
2964-0109 CONSULTANT MARIO GRENIER INC.	1992 11 04	Laval
2963-6206 CONSULTANT RYP INC.	1992 10 30	Montréal
2963-9044 LES CONSULTANTS ENVILE INC.	1992 11 03	Terrebonne
2963-8046 CORPORATION DE CONSTRUCTION BRITTANY II	1992 11 02	Montréal
2966-1683 DASHA H20 INC.	1992 11 06	Québec
2965-7095 DÉPANNEUR PLACE 265 INC.	1992 10 29	Frontenac
2963-8566 DISTRIBUTION FEL-CAN INC.	1992 11 02	Joliette
2963-8889 DISTRIBUTION GÉNÉRALE DE RIVETS J.P.C. INC.	1992 11 04	Montréal
2963-8947 DISTRIBUTION GORRICK INC.	1992 11 02	Montréal
2963-8913 LES DISTRIBUTIONS MICHEL RICARD INC.	1992 11 05	Joliette
2963-8814 DISTRIBUTIONS SONAT INC.	1992 11 03	Montréal
2966-0461 LE DOMAINE HARFANG DES NEIGES INC.	1992 11 02	Québec
2965-6246 LES ÉCURIES R.M.S. INC.	1992 11 02	Québec
2965-6378 ENTREPRISE DE NETTOYAGES JEAN-GUY ET MICHEL INC.	1992 11 03	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2963-9697 LES ENTREPRISES DE LIQUIDATIONS E. FERRARA INC.	1992 11 04	Montréal
2963-8020 LES ENTREPRISES DU 21 st SIÈCLE INC.	1992 11 02	Montréal
2965-8317 ENTREPRISES D. PARÉ INC.	1992 11 02	Joliette
2965-8192 LES ENTREPRISES RAYMOND MILOT INC.	1992 10 29	Saint-Maurice
2963-8723 LES ENTREPRISES SUPERMANIA PLUS INC.	1992 10 30	Montréal
2963-8731 LES ÉQUIPEMENTS LEMEQ INC.	1992 10 30	Joliette
2965-6097 ÉRABLIÈRE BROCHU ET FRÈRES INC.	1992 10 29	Frontenac
2965-8135 ÉVÉNEMENTS EXCELLENCE INC. EXCELLENCE EVENTS INC.	1992 10 28	Longueuil
2963-9259 LES EXPLORATIONS EDMA INC.	1992 11 03	Montréal
2965-8325 FENERCO INC.	1992 11 02	Arthabaska
2966-0453 FERME GUIMONDALE INC.	1992 11 02	Québec
2965-7160 FERME MUTI-VEAUX AUDET INC.	1992 11 02	Montmagny
2965-6279 FERME PRÉPIERRE LTÉE	1992 11 02	Kamouraska
2963-9705 FIBEX INC.	1992 11 04	Saint-Maurice
2963-8756 LES FORÊTS M.P. INC.	1992 11 02	Kamouraska
2963-9002 GALIL CARDANS AUTO INC.	1992 11 02	Montréal
2966-0974 GARAGE DAVID ROY INC.	1992 11 03	Québec
2965-6253 GARAGE & DÉPANNEUR AGIR INC.	1992 11 02	Kamouraska
2965-7103 GAZZIZÉBO INC.	1992 10 29	Drummond

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2965-7178 GESTION 1704-1109 INC.	1992 11 02	Bedford
2963-7899 GESTION ALBERT GADBOIS INC.	1992 10 30	Longueuil
2963-8467 GESTION AL'COPETE INC.	1992 10 30	Bedford
2966-0487 GESTION BO-RA LTÉE	1992 11 02	Québec
2963-9374 GESTION CLAU-GER INC.	1992 11 03	Terrebonne
2966-1089 GESTION C.L.A.M. INC.	1992 11 04	Beauce
2966-0800 GESTION D.Y.B. INC.	1992 11 06	Québec
2966-0628 GESTION GILLES COURCHESNE INC.	1992 10 30	Québec
2964-0513 GESTION G.A.V.I. INC.	1992 11 04	Laval
2965-6287 GESTION HPRM INC.	1992 10 30	Québec
2966-0503 GESTION JEAN-MARC DUBÉ INC.	1992 11 02	Kamouraska
2966-0776 GESTION J.G.S.B. INC.	1992 11 05	Québec
2965-8366 GESTION L. A. M. -CO INC.	1992 11 02	Saint-François
2965-5123 GESTION MARCELLIN BOLDUC INC.	1992 10 30	Québec
2963-9358 GESTION NICOLE NADEAU INC.	1992 11 03	Joliette
2966-1345 GESTION PIERRE-PAUL TREMBLAY INC.	1992 10 30	Québec
2966-1519 GESTION P.W.K. INC.	1992 11 04	Kamouraska
2964-0133 GESTION RAYMOND BILODEAU & FILS INC.	1992 11 04	Saint-François
2963-9051 GESTION RENÉ PARENT INC.	1992 11 03	Longueuil
2966-0610 GESTION RICHARD NORMAND INC.	1992 10 30	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2965-8333 GESTION SIMON DODIER INC.	1992 11 03	Mégantic
2963-9887 GESTION YUAN HOPE INTERNATIONAL INC. YUAN HOPE INTERNATIONAL HOLDING INC.	1992 11 04	Longueuil
2965-6360 GESTION YVON ALARIE INC.	1992 11 03	Terrebonne
2963-9846 LES GESTIONS KINOUS INC.	1992 11 04	Trois-Rivières
2963-9242 GROUPE DAUDELIN DESLAURIERS INC.	1992 11 02	Montréal
2963-6735 GROUPE DE GESTION AMÉRIFRANCE INC.	1992 11 03	Terrebonne
2966-1071 LE GROUPE D'EXPERTS-CONSEILS EN DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL GRS INC.	1992 11 04	Québec
2965-4910 GROUPE H. & F. MCNICOLL INC.	1992 10 28	Québec
2963-9317 GROUPE MULTI-CONSEIL NADEAU INC.	1992 11 03	Montréal
2963-8194 GROUPE SUPERMICRO INC.	1992 11 04	Montréal
2963-9028 HABITATIONS SAUBOURG INC.	1992 11 03	Laval
2966-0545 HÔTEL COMMERCIAL 1990 INC.	1992 11 03	Saint-Maurice
2964-0141 HÔTEL DU GOLF NOMININGUE INC.	1992 11 04	Labelle
2966-0990 ÎLOT DE VERDURE ST-JEAN INC.	1992 11 03	Québec
2963-7980 IMPRIMERIE MULTIMAR INC.	1992 10 30	Laval
2963-7949 INCONTINENCE ET BIOFEEDBACK URODYNAMIQUE INC.	1992 10 30	Laval
2965-6261 INSTALLATIONS S.S.J. INC.	1992 11 02	Chicoutimi
2963-8764 INTERCONTINENTAL LIVRE & PUBLICATION CIE (1992) LTÉE INTERCONTINENTAL BOOK & PUBLISHING CO. (1992) LTD.	1992 11 02	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2963-8574 INVESTISSEMENT DAW INC.	1992 11 02	Montréal
2963-8558 LES INVESTISSEMENTS DB INC.	1992 11 02	Montréal
2963-8442 LES INVESTISSEMENTS F. WEISS INC.	1992 10 30	Montréal
2966-0578 INVESTISSEMENTS MEL-DAV INC.	1992 11 03	Beauce
2966-0933 INVESTISSEMENTS ROFOR LTÉE	1992 11 03	Québec
2966-1485 ISOLATION ROY R.R. INC.	1992 11 04	Saint-François
2963-8921 ITAL TECHNOLOGIE VIDÉO (I.T.V.) INC.	1992 10 30	Laval
2966-0784 LOCATION MOTONEIGE M.S. SPORTS INC.	1992 11 06	Chicoutimi
2965-8184 LOCATION M.C.N. INC.	1992 10 29	Chicoutimi
2966-0602 LUCIE GENDRON INC.	1992 10 30	Québec
2965-7004 MACHINERIE ITEG INC.	1992 10 29	Montréal
2966-1352 LA MAÇONNERIE MICHEL CHAMPAGNE INC.	1992 11 02	Frontenac
2963-8525 MAISON 5043 ST-ANDRÉ INC.	1992 10 30	Montréal
2966-0420 MAISON GRANJEM INC.	1992 11 02	Baie-Comeau
2965-8200 LES MAISONS LAURÉATS INC.	1992 10 30	Hull
2963-9184 MANI TÉLÉMARKETING INC.	1992 11 02	Montréal
2963-8863 MARCHÉ PIERRE DESLANDES INC.	1992 11 03	Bedford
2963-8996 MAXI EXPORTATION INC.	1992 11 02	Montréal
2963-9622 MC CANO MOBILE 93 INC.	1992 11 03	Iberville
2963-8749 LES MESSAGERIES P.A.C. INC.	1992 10 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District Judiciaire
2963-8012 MEUBLES KARIM INC.	1992 11 02	Montréal
2965-7277 MEUBLETECK DESIGN ORIENTAL INC.	1992 11 05	Québec
2963-9895 MEUNERIE VICTO INC.	1992 11 04	Arthabaska
2963-9853 MODES LA BRUNANTE INC. AFTER DARK FASHIONS INC.	1992 11 04	Montréal
2965-8267 LES MODES WIGAPI INC.	1992 10 30	Bedford
2963-8178 MOTION MARKETING INC.	1992 11 04	Longueuil
2963-8541 NOBEL DENT LTÉE NOBEL DENT LTD.	1992 11 02	Saint-Maurice
2963-8418 PERKAN INC.	1992 10 30	Longueuil
2963-8939 LE PERMANENT D'EN HAUT INC.	1992 11 02	Terrebonne
2963-9861 PIGEON SOUDURE SERVICE INC.	1992 11 04	Joliette
2963-7733 PIZZA RICHELIEU INC.	1992 11 02	Iberville
2963-9036 LES PLACEMENTS RAMINAGROBIS INC.	1992 11 03	Terrebonne
2963-9713 PLOMBERIE ET CHAUFFAGE ALAIN DAIGLE INC.	1992 11 04	Joliette
2966-0735 PLOMBERIE MAJOR INC.	1992 11 04	Québec
2966-0743 POTAGER ORLÉANS INC.	1992 11 04	Québec
2963-8111 POURVOIRIE DU BALBUZARD SAUVAGE INC.	1992 11 03	Abitibi
2963-7998 PRÉVENTION K-1000 INC.	1992 10 30	Iberville
2966-0701 LES PRODUCTIONS BIEN LE BONSOIR INC.	1992 11 02	Québec
2963-9333 PRODUCTIONS LUCE DUFAULT INC.	1992 11 03	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2963-9226 LES PRODUCTIONS X-Y-ZÈBRE INC.	1992 11 02	Montréal
2966-0768 LES PRODUITS ISOLOFOAM INC.	1992 11 05	Beauce
2963-9739 LES PROMOTIONS INTERPÔLES INC.	1992 11 04	Montréal
2966-0925 P.E.C. PLUS INC.	1992 11 02	Québec
2965-6105 LES RANDONNÉES NORDIC INC.	1992 10 28	Roberval
2963-9903 RB & CB COMMUNICATIONS INC.	1992 11 04	Montréal
2963-7972 RÉÉDUCATION MUSCULAIRE ET BIOFEEDBACK REMUSK INC.	1992 10 30	Laval
2966-1097 REMORQUAGE M.G.M. INC.	1992 11 05	Québec
2963-8038 RÉPAREX DG INC.	1992 11 02	Laval
2966-0552 LA REVUE RELANCE INC.	1992 11 03	Québec
2966-0651 SERVAC T.R. INC.	1992 11 02	Trois-Rivières
2963-9085 SERVICE DE CONVOYEUR PRO INC.	1992 11 04	Beauharnois
2963-9366 LES SERVICES SOLEXCEL INC.	1992 11 03	Laval
2963-9010 SERVICES TECHNIQUES GILLES GUIMONT (ST2G) INC.	1992 11 03	Montréal
2965-6147 LES SPÉCIALITÉS D'AUTO PIERRE EMOND INC.	1992 10 28	Québec
2965-6089 LES SPÉCIALITÉS D'AUTOS J.M.N. INC.	1992 10 28	Québec
2965-8168 LES SPÉCIALITÉS D'AUTOS M.A.S. INC.	1992 10 28	Québec
2963-8129 SPEQ POUR VOIRIE DU BALBUZARD SAUVAGE INC.	1992 11 03	Abitibi
2966-0792 LES STRUCTURES D'AUTREFOIS INC.	1992 11 06	Bedford

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2963-9820 SULDAV SYSTÈMES INC.	1992 11 02	Saint-François
2963-9879 SUPERMICRO (MONTRÉAL) INC.	1992 11 04	Montréal
2963-8582 LES SYSTÈMES DANIEL BROUSSEAU INC.	1992 11 02	Longueuil
2963-7964 LES SYSTÈMES DE POINTES HYDRO-BIO INC.	1992 10 30	Laval
2963-8665 LES SYSTÈMES S.S.M. INC.	1992 10 30	Montréal
2963-9812 S. R. F. M. 2000 ENTREPRISE INC.	1992 11 03	Montréal
2963-9325 TECHNOLOGIES S.I.R. INC.	1992 11 03	Saint-Hyacinthe
2966-1493 TIM CYR INC.	1992 11 04	Gaspé
2965-8341 LES TOITURES S.M.V. INC.	1992 11 03	Trois-Rivières
2966-1063 TOURS FRONTENAC INC.	1992 11 03	Québec
2963-8830 TRANSPORT A.L.E.N.A INC.	1992 11 03	Montréal
2964-0158 TRANS-RIVE INC.	1992 11 04	Montréal
2966-2863 T.B.C. CONSTRUCTIONS INC.	1992 11 06	Québec
2964-9779 VITRERIE NAUD INC.	1992 10 27	Chicoutimi

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

4345

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes :

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1262-7717 AUTO BOULEVARD ST-MARTIN INC.	1965 03 02	1992 10 30	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1102-6945 CHEZ ÉMILE CAFÉ INC.	1955 11 30	1992 10 28	
1349-7243 LES ENTREPÔTS DE MEUBLES PAPINEAU INC.	1972 11 10	1992 11 04	
1636-9001 FERME S.B.C. INC.	1979 06 08	1992 11 04	
1168-7829 GESTION A.J.L. LTÉE	1962 06 01	1992 11 05	
1270-7246 LAFLEUR INC.	1967 12 29	1992 10 29	
1506-9479 LES NETTOYEURS DESCHÊNES ET FILS LTÉE	1977 09 12	1992 10 30	
1507-7761 PLASTIQUE ALTO INC.	1977 10 20	1992 11 05	
1503-4762 RAPHAËL LAFRENIÈRE INC.	1976 05 17	1992 11 04	
1241-5576 SOMMET TRINITÉ (MONT-BRUNO) INC.	1960 07 28	1992 11 02	
1231-6071 TESSIER, CHRÉTIEN & ASSOCIÉS INC.	1966 03 18	1992 10 29	1231-6071 QUÉBEC INC.

*L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

4346

Délivrance d'un certificat de fusion

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2965-6311 2965-6311 QUÉBEC INC.	2619-0454 QUÉBEC INC. 2963-5448 QUÉBEC INC.	1992 11 01	Laval
2966-0941 ACCOMMODATION CAROL GAUTHIER INC.	DÉPANNEUR MADELEINE BOULAY INC. 2961-4831 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Chicoutimi
2965-7269 CONSTRUCTION T.C.L. (1990) INC.	CONSTRUCTION T.C.L. INC. CONSTRUCTION T.C.L. (1990) INC.	1992 10 31	Québec
2965-5149 LES COURTIER EN TRANSPORT G.M.R. INC.	LES COURTIER EN TRANSPORT G.M.R. INC. TRANSPORT ST-ROMUALD INC.	1992 11 01	Québec

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2965-6139 LES ENTREPRISES J. ROGER LÉVESQUE LTÉE	LES ENTREPRISES J. ROGER LÉVESQUE LTÉE LES SERVICES DE CONSTRUCTION JRL LTÉE	1992 11 01	Rimouski
2965-6303 LES ENTREPRISES M.P. INC.	PLACEMENTS J.C. MILOT INC. LES ENTREPRISES M.P. INC. HÔTEL LE DAUPHIN-TRACY INC.	1992 11 01	Drummond
2965-6121 GESTION GILLES GIGNAC INC.	GESTION GILLES GIGNAC INC. VAC OFFSET (1986) LTÉE	1992 11 01	Montréal
2966-1048 MED-EXPRESS INC.	MED-EXPRESS INC. 2965-4035 QUÉBEC INC.	1992 11 02	Québec
2965-8150 SERRES ET PÉPINIÈRES GAGNON INC.	SERRES ET PÉPINIÈRES GAGNON INC. PÉPINIÈRE HERTEL GAGNON INC.	1992 10 31	Saint-François
2965-7285 SERVICE AUTOMOBILE MICHEL GODIN INC.	SERVICE AUTOMOBILE JEAN CÔTÉ INC. SERVICE AUTOMOBILE MICHEL GODIN INC.	1992 11 01	Témiscamingue
2966-1386 SOCOMAR INC.	2965-4837 QUÉBEC INC. ELECTROMER INC. SOCOMAR INC.	1992 11 01	Québec
2965-5131 TOURNAGE DE BOIS DYNASTIE LTÉE	TOURNAGE DE BOIS DYNASTIE LTÉE 2317-7611 QUÉBEC INC.	1992 11 01	Québec
2965-7111 YVES HOULE ET FRÈRES INC.	YVES HOULE ET FRÈRES INC. CENTRE FUNÉRAIRE MARIO LEMAIRE INC.	1992 11 01	Drummond

4347

*L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Délivrance d'un certificat de modification

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes :

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2321-1501 2321-1501 QUÉBEC INC.	1985 05 07	1992 11 04	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2413-9693 2413-9693 QUÉBEC INC.	1986 03 18	1992 11 02	de la dénomination sociale: SERVICES IMMOBILIERS VICTORIAVILLE INC.
2429-8408 2429-8408 QUÉBEC INC.	1987 02 26	1992 11 04	du capital-actions
2524-9913 2524-9913 QUÉBEC INC.	1987 04 28	1992 11 03	du district: Terrebonne
2536-8283 2536-8283 QUÉBEC INC.	1987 07 03	1992 11 03	du capital-actions
2545-2236 2545-2236 QUÉBEC INC.	1987 12 29	1992 10 30	1) du district: Mingan 2) du capital-actions 3) des dispositions
2618-4010 2618-4010 QUÉBEC INC.	1988 05 10	1992 10 05	du district: Laval
2636-7441 2636-7441 QUÉBEC INC.	1989 01 30	1992 11 02	du district: Bedford
2751-7648 2751-7648 QUÉBEC INC.	1990 05 01	1992 11 02	de la dénomination sociale: LE GROUPE ÉLAN COURTIER INC.
2752-6771 2752-6771 QUÉBEC INC.	1990 03 26	1992 10 30	du capital-actions
2754-1499 2754-1499 QUÉBEC INC.	1990 05 08	1992 10 30	1) de la dénomination sociale: LES GRANITS DUMAS & VOYER INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions 4) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 17
2760-1723 2760-1723 QUÉBEC INC.	1990 07 16	1992 11 03	de la dénomination sociale: CHASSAT-PELLETIER INC.
2842-6286 2842-6286 QUÉBEC INC.	1990 09 11	1992 10 30	1) de la dénomination sociale: ALIMENTS CANI CHAT PLUS INC. CANI CAT PLUS FOODS INC. 2) du district: Joliette
2847-5333 2847-5333 QUÉBEC INC.	1990 12 06	1992 11 05	du district: Montréal
2848-8435 2848-8435 QUÉBEC INC.	1990 12 28	1992 11 04	de la dénomination sociale: SCOBUS (1992) INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2851-3901 2851-3901 QUÉBEC INC.	1991 02 18	1992 11 02	du district: Joliette
2855-7726 2855-7726 QUÉBEC INC.	1991 04 23	1992 11 04	de la dénomination sociale: ORBECON INC.
2863-9417 2863-9417 QUÉBEC INC.	1991 09 10	1992 11 02	de la dénomination sociale: RÉNOVATION TÉMIS INC.
2866-5560 2866-5560 QUÉBEC INC.	1991 10 04	1992 11 02	du capital-actions
2866-7996 2866-7996 QUÉBEC INC.	1991 10 09	1992 10 30	du capital-actions
2947-3733 2947-3733 QUÉBEC INC.	1992 01 24	1992 10 30	de la dénomination sociale: LES CONSTRUCTIONS LUROTEC INC.
2949-0554 2949-0554 QUÉBEC INC.	1992 03 03	1992 10 29	de la dénomination sociale: GESTION OPTIMUM (1992) INC. OPTIMUM HOLDINGS (1992) INC.
2950-1608 2950-1608 QUÉBEC INC.	1992 02 26	1992 11 03	du district: Québec
2954-7817 2954-7817 QUÉBEC INC.	1992 06 05	1992 11 04	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION ÉLÉGANCE INC.
2955-9432 2955-9432 QUÉBEC INC.	1992 05 15	1992 10 30	du capital-actions
2959-3092 2959-3092 QUÉBEC INC.	1992 08 24	1992 10 27	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION LE GRAND CASTOR INC.
2959-4694 2959-4694 QUÉBEC INC.	1992 07 13	1992 11 03	1) de la dénomination sociale: TRANSPORT G.D.A. INC. 2) du district: Abitibi
2960-6985 2960-6985 QUÉBEC INC.	1992 08 20	1992 10 30	de la dénomination sociale: PARISIEN, GROU, LA SALLE (1992) INC.
2960-8197 2960-8197 QUÉBEC INC.	1992 08 26	1992 11 02	1) du district: Montréal 2) du capital-actions
2963-4052 2963-4052 QUÉBEC INC.	1992 10 20	1992 10 28	du district: Terrebonne

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2626-3061 ACIER C.D.S. HAMELIN INC.	1988 09 02	1992 11 01	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS C.D.S. INC.
2635-9745 AD TECH ANIMATION INC.	1989 01 12	1992 10 29	1) de la dénomination sociale: LA SOCIÉTÉ DE GESTION DYNAVISON INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
2162-5322 LES ANTENNES SATELLITES GOBEIL & FILLES INC.	1983 11 14	1992 11 02	de la dénomination sociale: GOBEIL & FILLES, DIVISION CELLULAIRE (1992) INC.
2425-3767 ATELIER ÉLECTRO-MÉCANIQUE A.H.R. INC.	1986 12 19	1992 11 03	1) du capital-actions 2) des dispositions
2743-4208 A. TREMBLAY (1992) INC.	1990 01 01	1992 11 05	1) du capital-actions 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 15
2868-2466 A.V.I. INTERNATIONAL INC.	1991 10 29	1992 11 05	du capital-actions
2316-7547 BRASSEUR TRANSPORT INC.	1985 02 11	1992 10 29	1) du capital-actions 2) des dispositions
2953-4971 CAFÉ COSSETTE INC.	1992 04 24	1992 10 29	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 11
2524-5655 LES CAMIONNAGES ALEXGUY LTÉE	1987 04 15	1992 11 02	de la dénomination sociale: TRANSPORT & DÉNEIGEMENT DOREAN INC.
2322-5782 CAPITALE TOYOTA INC.	1985 06 04	1992 10 27	1) de la dénomination sociale: FORMULE TOYOTA INC. 2) du capital-actions
1506-7754 CARDIA-TECH INC.	1977 09 06	1992 11 02	de la dénomination sociale: 1506-7754 QUÉBEC INC.
2746-0716 CARRIÈRES NORGRANIT INC.	1990 01 29	1992 10 28	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 17

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2412-4075 CLINIQUE D'OPTOMÉTRIE DE CHARLESBOURG INC.	1986 02 24	1992 11 02	du capital-actions
2539-7589 CONCEPT FINANCIER P.A.P. INC.	1987 10 01	1992 10 27	de la dénomination sociale: ASSUREEXPERTS CONCEPT FINANCIER INC.
2431-5889 LES CONSTRUCTIONS MARIO BOILARD INC.	1987 03 27	1992 11 04	de la dénomination sociale: 2431-5889 QUÉBEC INC.
2542-2478 LES CONSULTANTS MCMO INC.	1987 12 21	1992 10 30	de la dénomination sociale: LES COMPAGNONS DE ROUTE INC.
2746-6507 COROC INC.	1990 03 26	1992 10 29	du district: Mégantic
1105-1216 DISTRIBUTION ALMAR LTÉE	1966 08 22	1992 11 03	de la dénomination sociale: ALMAR ÉLECTRONIQUE & T.V. LTÉE ALAMR ELECTRONICS & T.V. LTD.
1188-5357 DUMAS ET VOYER LTÉE	1962 04 13	1992 10 30	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 17
2844-9684 ENTREPRENEUR GÉNÉRAL YVES LAROUCHE INC.	1990 10 12	1992 11 02	du district: Terrebonne
2550-8458 LES ENTREPRISES DE FIBRE DE VERRE CORDY INC.	1988 03 23	1992 11 02	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 7
1846-0550 LES ENTREPRISES FRANÇOIS LANCTÔT INC.	1981 05 04	1992 11 02	1) du capital-actions 2) des dispositions
2627-7509 LES ENTREPRISES MICHEL GUY INC.	1988 10 31	1992 10 29	1) du capital-actions 2) des dispositions
2320-4506 ÉQUIPOL (1985) INC.	1985 05 07	1992 11 12	du district: Terrebonne
2965-0991 FRIMACO INC.	1992 10 01	1992 11 03	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2425-3080 FRUITS ET LÉGUMES ROBERT CORBEIL INC.	1986 12 12	1992 10 05	du district: Terrebonne
2839-9491 GÉNIVEL DIVISION ÉLECTRIQUE INC.	1990 08 31	1992 11 02	de la dénomination sociale: 2839-9491 QUÉBEC INC.
2637-4199 GESTION ÉLÉONORE PERRAULT INC.	1989 02 22	1992 10 28	1) du district: Laval 2) du capital-actions
2866-5875 GESTION ENVIROCAPITAL INC.	1991 10 07	1992 10 30	du district: Laval
2538-8786 GESTION GILBERT ROBERGE INC.	1987 09 03	1992 11 03	du capital-actions
2954-5555 GESTION G. BÉLAND INC.	1992 06 01	1992 11 06	du capital-actions
2745-4925 GESTION JEAN-YVES GAUTHIER INC.	1989 12 21	1992 10 29	du district: Longueuil
1170-0374 GESTION J. LAROUCHE INC.	1958 10 14	1992 11 03	du capital-actions
1281-6443 GESTION RAVENDA INC.	1967 02 14	1992 09 28	du capital-actions
2743-8282 GESTION YVON PÉRIGNY INC.	1990 02 01	1992 11 01	de la dénomination sociale: PÉRIGNY AUTOMOBILES (1992) INC.
2863-8153 GÉ-ÈR CONSTRUCTION (1991) INC.	1991 09 12	1992 10 29	de la dénomination sociale: GESTION SOGERPLUS INC.
2544-8713 GOBEIL & FILLES, DIVISION CELLULAIRE INC.	1988 02 10	1992 11 02	de la dénomination sociale: LES ANTENNES SATELLITES GOBEIL & FILLES (1992) INC.
2755-5010 GRANIT BUSSIÈRE INC.	1990 07 05	1992 10 30	1) du capital-actions 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 17
1501-9250 GROUPE LAFLEUR INC.	1976 01 28	1992 10 29	1) du capital-actions 2) des dispositions
2638-3638 GROUPE MKS INC.	1989 04 01	1992 10 30	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2754-1515 GROUPE POLYCOR INC.	1990 05 08	1992 10 30	1) du capital-actions 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 17
2840-9084 LE GUINNESS RESTAURANT BAR INC.	1990 10 05	1992 11 06	de la dénomination sociale: 2840-9084 QUÉBEC INC.
2535-4176 LES IMMEUBLES SE. SI. C. INC.	1987 05 27	1992 10 29	de la dénomination sociale: GROUPE IMMOBILIER M. TANGUAY INC.
1336-0615 INTERCOMMUNICA INC.	1973 03 07	1992 10 27	du capital-actions
2853-2208 LES INVESTISSEMENTS LABARRE & DOUCET INC.	1991 02 15	1992 10 09	1) de la dénomination sociale: 2853-2208 QUÉBEC INC. 2) du capital-actions 3) des restrictions à l'activité 4) des dispositions 5) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
1284-5277 LES INVESTISSEMENTS SO-BEL INC.	1971 03 11	1992 11 02	1) du capital-actions 2) des dispositions
2151-4591 ISOLATION RAYMOND BILODEAU INC.	1983 02 14	1992 11 05	du capital-actions
2433-0946 LAFLAMME & LAUZON ISOLATION INC.	1987 02 19	1992 10 30	du district: Montréal
2440-2158 LAMICADRE INC.	1986 09 10	1992 10 28	1) de la dénomination sociale: MAISON INTER-CONTACT M.E.S. (RIVE-SUD) INC. 2) du capital-actions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
2755-4286 LA MAISON DES COMMUNICATIONS 03 INC.	1990 06 19	1992 11 05	du capital-actions
1509-4899 MATÉRIAUX THÉO CHARRON INC.	1977 12 14	1992 10 29	du capital-actions
2868-8687 MEILLEUR & LEMIEUX INC.	1991 11 25	1992 11 03	du district: Terrebonne
2171-0496 MÉTAL ST-ROMUALD INC.	1984 05 31	1992 10 05	de la dénomination sociale: 2171-0496 QUÉBEC INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1179-9384 MILETTE & FILS LIMITÉE	1928 11 07	1992 10 29	1) de la dénomination sociale: MILLETTE & FILS LTÉE 2) du capital-actions 3) des dispositions
2636-5726 M.P. MARKETING INC.	1989 02 01	1992 10 14	du district: Longueuil
2537-5080 NOVARÉ, SOCIÉTÉ CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES INC.	1987 07 23	1992 11 05	de la dénomination sociale: 2537-5080 QUÉBEC INC.
2958-5791 N.R.J. DEBLOIS, DEBLOIS & ASSOCIÉS INC.	1992 07 15	1992 10 30	1) de la dénomination sociale: ÉNERGIES DLS INC. 2) du district: Québec 3) du capital-actions 4) des dispositions
2733-5686 PARISIEN, GROU, LA SALLE (1989) INC.	1989 07 04	1992 10 30	de la dénomination sociale: 2733-5686 QUÉBEC INC.
2165-8992 PAUL POULIN (1984) INC.	1984 01 19	1992 11 02	de la dénomination sociale: 2165-8992 QUÉBEC INC.
1858-2924 LES PAVAGES ULTRA INC.	1982 05 25	1992 11 02	du district: Beauharnois
2427-1371 PEINTURE J. ROUSSEAU INC.	1986 12 12	1992 11 03	1) du capital-actions 2) des dispositions
2743-8274 PÉRIGNY AUTOMOBILES INC.	1990 02 01	1992 11 01	de la dénomination sociale: GESTION YVON PÉRIGNY (1992) INC.
2159-4015 PLACEMENT RENÉ CENZATO INC.	1983 08 24	1992 10 23	de la dénomination sociale: CENZATO HYDRAULIQUE INC.
1844-3812 LES PLACEMENTS JEAN-GUY FORTIN LTÉE	1981 03 16	1992 10 29	1) du capital-actions 2) des dispositions
2164-2764 PLACEMENTS N. DEGUIRE INC.	1983 12 28	1992 10 29	du capital-actions
2531-2588 LES PLACEMENTS SYLBIE INC.	1987 10 02	1992 10 27	du district: Joliette
1354-2246 PLANIGESCO INC.	1974 03 27	1992 11 04	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2334-6935 PLOMBERIE CHAUFFAGE B.D. & FILS INC.	1986 02 05	1992 11 05	1) du capital-actions 2) des dispositions
2628-5312 PRECI-CONTACT INC.	1988 09 27	1992 10 28	du district: Québec
2759-6204 PROCASSUR INC.	1990 07 01	1992 11 03	du capital-actions
2428-2485 QUÉBECOLOR (1990) INC.	1987 01 16	1992 10 27	du capital-actions
1627-9341 RACHEL BÉGIN INC.	1978 07 04	1992 10 29	de la dénomination sociale: AGENCE DE LIAISON RACHEL GOSSELIN INC.
2168-4709 RESTAURANT LA FOLIE BERGÈRE INC.	1984 04 04	1992 11 03	de la dénomination sociale: 2168-4709 QUÉBEC INC.
1165-1254 R. DUBÉ LTÉE	1969 01 07	1992 10 30	du capital-actions
2314-6517 SCOBUS INC.	1984 12 21	1992 10 30	de la dénomination sociale: 2314-6517 QUÉBEC INC.
2949-4853 LES SERVICES D'ENTRETIEN ACOUSTIC-AIR INC.	1992 02 11	1992 11 04	du district: Montréal
1369-0722 SKW CANADA INC.	1974 07 19	1992 11 05	du capital-actions
1285-0350 SNOOPY'S INC.	1967 02 27	1992 10 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
1351-3593 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DES BASQUES INC.	1974 01 28	1992 10 30	du capital-actions
1208-1964 LA SOCIÉTÉ ZAIDAN LTÉE	1959 09 14	1992 10 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
2867-2327 SPEQ CITÉ-AMÉRIQUE INC.	1991 10 24	1992 11 02	des dispositions
2419-6206 STANBEL LTÉE	1986 09 01	1992 10 30	de la dénomination sociale: PRODUITS ICE-PACK LTÉE ICE-PACK PRODUCTS LTD.
2171-2138 STRUCTAM INC.	1984 06 04	1992 10 30	de la dénomination sociale: 2171-2138 QUÉBEC INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2851-9759 SYSTÈME D'ALARME SÉCURE INC.	1991 03 15	1992 11 06	de la dénomination sociale: DOMOCOM INC.
1204-0713 TÉMIS PONTIAC-BUICK LTÉE	1971 02 19	1992 11 03	du capital-actions
4348			<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Délivrance d'un certificat rectifié/complété

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat rectifié/complété à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Nature du certificat remplacé	Date du certificat remplacé	Date du certificat rectifié/complété
1284-8610 LES COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES JETSTREAM (1989) INC. JETSTREAM ELECTRONICS KITTING (1989) INC.	Modification	1989 12 21	1992 11 05
2736-3795 GESTION A.J.L.R. INC.	Modification	1992 10 02	1992 11 05
2965-7947 SCIAGE DE BÉTON BOUTIN INC.	Constitution	1992 10 23	1992 11 05
4349			<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Compagnies (Partie III) — Loi sur les**lettres patentes**

**PREMIÈRE ÉGLISE DU CHRIST, SCIENTISTE,
BEACONSFIELD
et sa version
FIRST CHURCH OF CHRIST, SCIENTIST,
BEACONSFIELD**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), partie III, il a accordé des lettres patentes en date du 1992 11 05 constituant en corporation, sans capital-actions, les membres actuels de «FIRST CHURCH OF CHRIST, SCIENTIST, BEACONSFIELD», déjà constituée en corporation le 9 octobre 1968 en vertu de la Loi incorporant First Church of Christ, Scientist, Montréal (10-11 Elizabeth II, chapitre 108), sous la dénomination sociale de

«PREMIÈRE ÉGLISE DU CHRIST, SCIENTISTE, BEACONSFIELD et sa version FIRST CHURCH OF CHRIST, SCIENTIST, BEACONSFIELD».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 1 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

4359

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1586-5090*

Lettres patentes

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes :

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2966-0537 AGENCE DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL "LE JARDIN DES ENFANTS"	1992 11 03	2633, boulevard Royal, bureau 16, Shawinigan
2965-6329 LES AMIS DU PARC ANDRÉ VIGER	1992 11 05	Sherbrooke
2965-5115 ASSOCIATION DE FIBROMYOSITE RÉGION DE QUÉBEC	1992 11 02	845, Beauregard, app. 107, Sainte-Foy
2965-7236 ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES ET DES PROFESSIONNELS VIETNAMIENS	1992 11 06	4620, avenue Patricia, Montréal
2965-6352 L'ASSOCIATION DES PARALYTIQUES CÉRÉBRAUX DU BAS-RICHELIEU INC.	1992 11 05	189, rue du Prince, Sorel
2965-6063 ASSOCIATION DES PROGRAMMATEURS DE LA TÉLÉDISTRIBUTION DU QUÉBEC	1992 11 02	384, Cathédrale, Rimouski
2965-8218 ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA COMMUNAUTÉ LUÇOISE	1992 11 03	347, boulevard St-Luc, Saint-Luc
2965-6162 ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU "LA LANTERNE"	1992 11 03	Chemin Notre-Dame, Farm-Point
2965-8259 CENTRE MULTI-SERVICES DE GRAND-REMOUS	1992 11 04	1567, Route 117, Grand-Remous
2966-0560 CENTRE SPORTIF ET DE PLEIN-AIR STE-ROSE-DE-WATFORD INC.	1992 11 04	253, Grande Ligne, Sainte-Rose-de-Watford
2965-1543 CERCLE DE L'UNION ISRAËLITE DU QUÉBEC	1992 11 05	6525, boulevard Décarie, bureau 205, Montréal
2966-2855 CHAMPIONNAT BALLE-LENTE DÉFI TROIS-RIVIÈRES	1992 11 06	403, Patry, Cap-de-la-Madeleine
2965-7251 LE CHOEUR DÉCOUVERT	1992 11 06	1237, rue Rachel est, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2964-9332 CLUB DE MOTONEIGISTES DE LA MINGANIE	1992 11 02	18, de la Forest, Rivière-du-Tonnerre
2965-6188 LE COMITÉ TOURISTIQUE DE RIVIÈRE PORTNEUF	1992 11 03	Édifice municipal, 170, rue Principale, Rivière Portneuf
2966-1576 CORPORATION CANADIENNE DES PROFESSIONNELS DE LA ROUTE (C.C.P.R.)	1992 11 05	1127, 24 ^e Avenue sud, Saint-Antoine des Laurentides
2965-7194 CORPORATION DES ANCIENS GAULOIS ET ASTÉRIX DE FARNHAM	1992 11 04	255, Saint-André, Farnham
2965-7087 CORPORATION DU TOURISME ET DES CONGRÈS DE LA VILLE DE TROIS-RIVIÈRES INC.	1992 11 03	Trois-Rivières
2965-6048 L'ÉCOLE DE PLONGÉE DE SEPT-ÎLES INC.	1992 11 02	36, rue Retty, Sept-Îles
2965-6998 FONDATION DE LA CORPORATION DES SERVICES UNIVERSITAIRES EN CHAUDIÈRE-APPALACHES	1992 11 02	1055, 116 ^e Rue est, Saint-Georges
2966-2871 LA FONDATION DES AMIS ET AMIES DE L'ÉCOLE LE CARREFOUR	1992 11 06	6350, 3 ^e Avenue est, Charlesbourg
2965-6154 FONDATION DU COLLÈGE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION	1992 11 03	351, rue St-Jean Baptiste, Nicolet
2965-7186 FONDATION MAURICE-LAMARCHE, S.J.	1992 11 04	1930, rue Champlain, Montréal
2965-7228 FONDS RÉGIONAL D'EXPLORATION MINIÈRE DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1992 11 06	635, 5 ^e Rue, Murdochville
2965-6980 FORÊT MODÈLE DU BAS SAINT-LAURENT INC.	1992 11 02	284, Potvin, Rimouski
2965-6055 FOYER CATHOLIQUE CHINOIS PHASE II	1992 11 02	1008, Ste-Elizabeth, Montréal
2966-2905 GROUPE RÉGIONAL D'AIDE À LA PETITE ENFANCE (G.R.A.P.E.)	1992 11 06	2200, rue Léon-Pratte, Saint-Hyacinthe

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2965-8127 LES HABITATIONS SHERBROOKE FOREST	1992 11 02	6460, Sherbrooke ouest, bureau 16, Montréal
2965-6220 HUMOUR EN FOLIE	1992 11 04	342, Grand Rang nord, Albanel
2963-5513 INSTITUT SUR LES SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX CRL INSTITUTE FOR INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES CRL	1992 11 04	5307, avenue Decelles, Montréal
2966-1535 JEUNE NOTARIAT DU QUÉBEC	1992 11 05	2635, boulevard Hochelaga, bureau 845, Place de la Cité, Sainte-Foy
2965-6071 LOGEMENT COMMUNAUTAIRE CHINOIS PHASE II	1992 11 02	1070, rue Hôtel-de-Ville, Montréal
2965-8309 MAISON DE PRODUCTIONS DIAMÈTRE	1992 11 05	3672, Coloniale, Montréal
2965-6196 PARENTS-TOUJOURS INC.	1992 11 03	15, rue de l'Église, Sainte-Thérèse
2965-6345 AUX QUATRE VENTS, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES EN DIFFICULTÉ PSYCHOLOGIQUE OU PSYCHIATRIQUE	1992 11 05	Lévis
2963-6826 QUEB'EICC - ÉCOLE INTERNATIONALE DE COMMUNICATION CRÉATIVE	1992 11 05	7460, Berri, Montréal
2965-8234 REGROUPEMENT DES EMPLOYÉS DE L'AVIATION CIVILE EN ACTION (REACTION)	1992 11 04	832, rue des Bouleaux, Saint-Eustache
2966-1568 RÉINSERTION TECHNIQUE DE L'ESTRIE INC.	1992 11 05	1055, rue Talbot, Sherbrooke
2965-8242 RENDEZ-VOUS MONDIAL DU CERF-VOLANT	1992 11 04	4501, rue Bannantyne, Verdun
2965-6238 LES RETRAITÉS OBLIGÉS D'ARGENTEUIL	1992 11 04	114, rue des Ormes, Lachute
2965-7244 REVUE RUPTURES INC.	1992 11 06	6491, 24 ^e Avenue, app. 03, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2965-6170 R.A.P.-CLUB	1992 11 03	Pavillon communautaire, 1258, rue Rodrigue, La Plaine
2965-8176 SECRETARIAT À LA MISE EN MARCHÉ POUR LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (SMMGIM)	1992 11 03	Grande-Rivière
2965-5198 SERVICE DES PROJETS COMMUNAUTAIRES DE CAP-ROUGE INC.	1992 11 05	4473, rue St-Félix, Cap-Rouge
2965-8226 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE SDIT INC.	1992 11 04	1, rue du Terminus est, Rouyn-Noranda
2965-8291 SOCIÉTÉ DES AMIS DU BONSAÏ NÉBARI	1992 11 05	1159, Roy, Chicoutimi
2965-8358 SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE ET D'ÉCOLOGIE DE BAIE-COMEAU	1992 11 06	140, boulevard Lasalle, Baie-Comeau
2965-6337 TÉLÉSURVEILLANCE MEMPHRÉMAGOG	1992 11 05	Magog
2965-7210 TÉLÉVISION VAL-DES-MONTS (T.V.M.)	1992 11 06	1, chemin Saint-Joseph, Val-des-Monts
2965-7202 THÉÂTRE GRIPPE - SOUS	1992 11 06	89, rue Hurley, Hemmingford
4350		<i>L'Inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Lettres patentes de fusion (Articles 18 et 224)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes autorisant la fusion des corporations suivantes:

Dénomination sociale de la nouvelle corporation et sa version	Dénomination sociale des corporations fusionnées	Date de fusion	Siège social
2954-6009 CLUB MOTONEIGE DES PINS INC.	CLUB MOTONEIGE DES PINS INC. CLUB SPORTIF DES NEIGES ÎLE PERROT INC.	1992 11 05	Saint-Lazare

4351

*L'Inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Lettres patentes supplémentaires

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes :

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1860-5832 ASSOCIATION DES ESPÈCES D'ESPACES LIBRES ET IMAGINAIRES	1982 08 31	1992 11 02	des dispositions
2157-3811 LA BOÎTE À LETTRES DE LONGUEUIL	1983 08 12	1992 11 02	1) du siège social: 360, Cherbourg, Longueuil 2) des objets
1850-1155 CLUB D'ÂGE D'OR BON ACCUEIL D'ÉVAIN	1981 09 08	1992 11 02	1) des objets 2) de la valeur des biens immobiliers 3) des dispositions
2421-1278 CLUB D'ÉCHANGE CULTUREL LINGUISTIQUE OUTREMER	1986 10 15	1992 11 04	des objets
1258-0379 CLUB MOTO-NEIGE STE-EULALIE INC.	1972 01 17	1992 11 03	de la dénomination sociale: CLUB DE MOTONEIGES CENTRE DU QUÉBEC INC.
2736-9610 FÉDÉRATION DE HOCKEY SUR GLACE DES SOURDS DU QUÉBEC, INC.	1989 10 19	1992 11 03	de la dénomination sociale: ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE HOCKEY SUR GLACE DES SOURDS INC.
2755-1431 ORGANISATION PANCULTURELLE ET ÉCOLOGIQUE POUR LA RECHERCHE ET L'ART (O.P.E.R.A.)	1990 06 28	1992 11 04	de la dénomination sociale: OUVERTURE PANCULTURELLE D'ÉCHANGE POUR LA RÉALISATION DE L'ART (O.P.E.R.A.)
2840-9050 PORTE - SECOURS DE MONTRÉAL INC.	1990 10 05	1992 11 04	des objets
2851-3018 RADIO 2000 INC.	1991 03 01	1992 11 04	de la dénomination sociale: RADIO HUMANITÉ
2868-7622 LA SOCIÉTÉ DU JARDIN DE CHINE	1991 11 21	1992 11 06	1) de la dénomination sociale: LA SOCIÉTÉ DU JARDIN DE CHINE DE MONTRÉAL 2) des objets 3) des dispositions

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Compagnies (Divers) — Loi sur les**Changement de dénomination sociale (Article 21)**

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a approuvé les règlements de changement de dénomination sociale de chacune des corporations suivantes :

Anclenne dénomination sociale et sa version	Nouvelle dénomination sociale et sa version	Date de constitution
2751-3530 FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER DES LAURENTIDES ET CENTRE D'ACCUEIL ET DE RÉADAPTATION DES HAUTES-VALLÉES (CHDL/CARH-V)	FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER DES LAURENTIDES ET CENTRE DE RÉADAPTATION DES HAUTES-VALLÉES (CHDL-CRHV)	1990 05 15

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

4353

Dissolution (Article 28)

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accepté de dissoudre chacune des corporations suivantes :

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1336-7800 1336-7800 QUÉBEC INC.	1972 12 03	1992 11 04
1480-3985 1480-3985 QUÉBEC INC.	1975 10 15	1992 11 04
1849-1035 1849-1035 QUÉBEC INC.	1981 08 06	1992 11 04
2320-8879 2320-8879 QUÉBEC INC.	1985 05 13	1992 11 03
2325-5664 2325-5664 QUÉBEC INC.	1985 08 16	1992 11 02
2412-9496 2412-9496 QUÉBEC INC.	1986 02 26	1992 11 03
2417-3726 2417-3726 QUÉBEC INC.	1986 06 17	1992 11 03
2418-6694 2418-6694 QUÉBEC INC.	1986 07 24	1992 11 04
2426-8278 2426-8278 QUÉBEC INC.	1987 02 03	1992 11 02
2434-6504 2434-6504 QUÉBEC INC.	1986 03 10	1992 11 03
2438-7649 2438-7649 QUÉBEC INC.	1986 07 16	1992 11 03

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2548-7372 2548-7372 QUÉBEC INC.	1988 02 16	1992 11 03
2550-4739 2550-4739 QUÉBEC INC.	1988 03 15	1992 11 04
2618-3574 2618-3574 QUÉBEC INC.	1988 05 09	1992 11 02
2618-5967 2618-5967 QUÉBEC INC.	1988 05 13	1992 11 04
2628-6005 2628-6005 QUÉBEC INC.	1988 09 30	1992 11 02
2634-2568 2634-2568 QUÉBEC INC.	1989 01 20	1992 11 03
2637-2136 2637-2136 QUÉBEC INC.	1989 02 14	1992 11 04
2637-2268 2637-2268 QUÉBEC INC.	1989 02 17	1992 11 04
2644-5213 2644-5213 QUÉBEC INC.	1989 05 26	1992 11 03
2732-2072 2732-2072 QUÉBEC INC.	1989 06 05	1992 11 03
2733-5314 2733-5314 QUÉBEC INC.	1989 07 05	1992 11 02
2737-8389 2737-8389 QUÉBEC INC.	1989 08 25	1992 11 03
2746-6002 2746-6002 QUÉBEC INC.	1990 02 13	1992 11 04
2748-0144 2748-0144 QUÉBEC INC.	1990 02 01	1992 11 02
2750-9330 2750-9330 QUÉBEC INC.	1990 03 30	1992 11 03
2752-7241 2752-7241 QUÉBEC INC.	1990 03 28	1992 11 03
2844-7977 2844-7977 QUÉBEC INC.	1990 10 05	1992 11 03
2846-8346 2846-8346 QUÉBEC INC.	1990 11 19	1992 11 03
2849-2247 2849-2247 QUÉBEC INC.	1991 01 21	1992 11 03
2850-4710 2850-4710 QUÉBEC INC.	1991 01 21	1992 11 04

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2945-5193 2945-5193 QUÉBEC INC.	1991 11 26	1992 11 02
2945-5235 2945-5235 QUÉBEC INC.	1991 11 25	1992 11 02
2954-7536 2954-7536 QUÉBEC INC.	1992 06 05	1992 11 03
2624-5613 ACCOMODATION GARNEAU INC.	1988 09 30	1992 11 04
2332-9451 AGENCE DE TRAITEMENT DE TEXTES B.E.C. INC.	1985 12 20	1992 11 03
1324-8174 L'AIDE AUX ÉTUDIANTS DU COLLÈGE DE LA SALLE DE THETFORD MINES, INC.	1953 02 02	1992 11 02
1324-8802 ALPHONSE OUELLET LTÉE	1958 05 07	1992 11 04
1858-3351 L'ASSOCIATION DES ASSUREURS-VIE DE MONTRÉAL	1982 06 08	1992 11 04
2634-9142 ASSOCIATION PROVINCIALE DE BILLARD WILTRON INC.	1989 02 09	1992 11 04
2842-7227 ATELIER QUATTRO INC.	1990 09 13	1992 11 04
1478-2262 AUTOBUS AIMÉ THÉRIEN INC.	1977 06 01	1992 11 04
2525-8815 LES AUTOMOBILES MICHEL VOYER INC.	1987 05 15	1992 11 04
1235-5467 AWARD HOMES CORP.	1963 05 08	1992 11 02
2623-1738 BABOR CANADA INC.	1988 07 14	1992 11 02
1473 0923 BEAUCHEMIM, FONTAINE INC.	1977 01 13	1992 11 03
2417-3874 LES BOISERIES 2000 INC.	1986 06 06	1992 11 03
2860-8313 BOUCHARD ALSTÉ INC.	1991 07 02	1992 11 03
2432-4055 BRASSERIE LA MANSARDE INC.	1987 03 17	1992 11 02

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2170-3483 BROCHETTERIE OLYMPIA INC.	1984 05 17	1992 11 04
2843-7846 CÉLÉBRATIONS CH 91 INC.	1990 12 05	1992 10 28
2156-8530 CENTRE DE PEINTURE ET TAPISSERIE ST-HUBERT INC.	1983 06 15	1992 11 04
2626-2956 CIE D'INVESTISSEMENTS Y.S.K. INC.	1988 09 06	1992 11 02
1353-4078 CLARIER INC.	1954 02 12	1992 11 04
2172-6369 CLAUDE MOREAU (1984) INC.	1984 07 13	1992 11 04
1242-4487 CLUB DE CAMPING ET CARAVANING DES CAMIONS DE L'EST INC.	1967 06 15	1992 11 04
2334-6166 CLUB DE GYMNASTIQUE GYMNOFLEX INC.	1986 02 10	1992 11 03
1269-1846 CLUB JOUBERTIN DES TROIS-PISTOLES	1969 07 14	1992 11 03
2747-1630 COLLOQUE "VIEILLIR SANS VIOLENCE"	1990 03 02	1992 11 04
2421-8125 LE COMITÉ DE CITOYENS DE LUCEVILLE INC.	1986 11 03	1992 11 03
2418-5555 COMITÉ DES CITOYENS POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AIR À CHARNY	1986 07 21	1992 11 04
2865-6577 COMMUNICATIONS MARIE-CLAIRE LEBLANC INC.	1991 09 12	1992 11 04
2154-1487 CONCERTATION DES ASSOCIATIONS DE RETRAITÉS DU QUÉBEC INC.	1983 04 18	1992 11 03
1363-5255 CONSTRUCTION CONFAB INC.	1975 05 14	1992 11 03
1465-1533 LES CONSTRUCTIONS SO-BEL (LAVAL) LTÉE	1976 02 27	1992 11 04
2541-1505 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION TOURISTIQUE DU GRAND QUÉBEC	1987 11 16	1992 11 04
2860-3637 CORPORATION D'HABITATION LE BOULEAU	1991 06 26	1992 11 04

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1325-6854 CRÉATIONS CLAUDE HURTUBISE LTÉE	1970 12-21	1992 11 04
2644-7151 C.P.U.R.E. (COMITÉ POUR UN RENDEZ-VOUS ÉCOLOGIQUE)	1989 06 06	1992 11 02
2739-1317 DELECT ART INC.	1989 09 29	1992 11 03
1330-8267 DENIS BOURBONNAIS INC.	1973 05 08	1992 11 04
2538-5659 DÉPANNAGE 15-30 DES BOIS-FRANCS INC.	1987 09 17	1992 11 03
2433-0409 DICOR CONSTRUCTIONS INC.	1987 02 18	1992 11 03
2414-2721 LES DISTRIBUTIONS RITA CÔTÉ INC.	1986 04 01	1992 11 03
1188-6157 D. GAUVIN INC.	1960 04 21	1992 11 02
2310-9655 L'ÉCOLE DE DANSE LOUISELLE ET JEAN NOËL DESCHÈNES INC.	1984 10 05	1992 11 04
1635-3138 LES ÉDITIONS QUATRE INC.	1979 04 09	1992 11 04
1121-5415 ENTREPRISE DE NETTOYAGE CREST INC.	1963 08 09	1992 11 03
1368-9922 LES ENTREPRISES AMOEBA INC.	1974 07 11	1992 11 02
2152-8773 LES ENTREPRISES BABEE-TENDA Q.I.A.C. INC.	1983 06 20	1992 11 03
2618-6288 LES ENTREPRISES DORÉ & CARON INC.	1988 05 13	1992 11 03
2333-8791 LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES R.T.L. INC.	1986 01 21	1992 11 03
2525-5266 LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES SERMA INC.	1987 05 08	1992 11 04
1197-1611 LES ENTREPRISES J.M. AUBÉ INC.	1970 07 13	1992 11 02
2623-1357 ENTREPRISES LAWRENCE LEE LTÉE	1988 07 14	1992 11 03
2435-3104 LES ENTREPRISES LOCAS ET LABELLE INC.	1986 04 02	1992 11 04

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2162-9324 LES ENTREPRISES MANO INC.	1983 11 24	1992 11 03
2413-9362 LES ENTREPRISES SPORTIVES B.G.L. INC.	1986 03 20	1992 11 03
2747-6571 LES EXPLOITATIONS LINE ET RENÉ INC.	1990 01 23	1992 11 04
2548-0435 E. POLIQUIN INC.	1988 02 02	1992 11 02
2531-5177 FANNICK NOUVELLE IMAGE INC.	1987 10 09	1992 11 02
2756-5530 LES FLAMANTS ROSES ETC. INC.	1990 05 15	1992 11 04
2323-8702 FONDATION VILLA MON DOMAINE INC.	1985 10 17	1992 11 04
2644-0206 FORESTIER R. MAX. INC.	1989 05 08	1992 11 03
2424-7033 LES FOURRURES SUZY SADOUL INC.	1986 12 04	1992 11 04
2423-4452 FRANCINE BONNE COUTURE NETTOYEUR INC.	1986 10 28	1992 11 04
2644-6781 GAÉTAN AUBÉ INC.	1989 05 26	1992 11 02
2944-4536 GALERIE LE BARON DU PORT ART & ARTISANAT INC.	1991 12 27	1992 11 04
2632-6454 GAZ PROPANE DES LAURÉNTIDES (1988) INC.	1988 12 07	1992 11 02
2848-4038 GESTION AIDANS INC.	1990 12 28	1992 11 04
1358-7654 GESTION AL. DO. INC.	1974 08 28	1992 11 04
1170-1273 GESTION B.R.L.L. INC.	1961 05 19	1992 11 03
2422-0709 GESTION COMTOIS, LAROCQUE INC.	1986 11 25	1992 11 04
1154-1984 GESTION GAHAUTCLAI INC.	1961 07 10	1992 10 28
1853-8421 GESTION GIERDEU INC.	1982 01 05	1992 11 04

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1862-2555 GESTION NICO INC.	1982 10 14	1992 11 02
1847-4494 GESTION PLURI-ELLES INC.	1981 06 12	1992 11 04
2524-6919 GESTION ROCK LALIBERTÉ INC.	1987 04 16	1992 11 02
2321-6294 GESTION SANS TERRE INC.	1985 05 29	1992 11 04
2435-5851 LES GESTIONS D.G.D. INC.	1986 04 09	1992 11 03
2165-9511 LES GESTIONS G.R.T. INC.	1984 02 08	1992 11 03
1481-0444 LES GESTIONS RÉGIS DUMONT INC.	1975 11 24	1992 11 04
1142-3449 GORDY TOOL & DIE WORKS LTD	1956 01 18	1992 11 04
2746-0724 GROUPE LASER INC.	1990 01 29	1992 11 03
1114-5877 LES HABILLEMENTS CONTINENTAL CIE INC.	1957 12 13	1992 11 02
2415-3629 LES HABITATIONS DÉSILETS INC.	1986 04 15	1992 11 04
1265-4232 HELEN REALTY INVESTMENT CO. INC.	1958 04 28	1992 11 04
1333-4370 LES IMMEUBLES RIVAGE INC.	1973 03 08	1992 11 04
2437-4522 IMPRIMORAMA INC.	1986 05 28	1992 11 04
1463-2707 LES INDUSTRIES BEAUNIER INC.	1975 11 21	1992 11 04
2332-7513 INSTITUT DE BEAUTÉ MARTHE AUGER INC.	1985 12 27	1992 11 04
2841-5719 LES INVESTISSEMENTS CAN-ROC INC.	1990 08 13	1992 11 03
1504-7962 INVESTISSEMENTS CLANCY INC.	1976 08 30	1992 11 04
2528-8671 INVESTISSEMENTS DUHAMEL, RÉGIMBALD, PRIMEAU INC.	1987 08 04	1992 11 04

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1638-2947 LES INVESTISSEMENTS SIROCCO INC.	1979 08 17	1992 11 02
1859-5181 IRRÉPARABLE INC.	1982 07 09	1992 11 02
2738-0724 JOINTS MONT BLANC INC.	1989 08 30	1992 11 04
1642-4632 J.E. DÉSILETS INC.	1980 03 19	1992 11 04
1853-4354 J.M. LEFEBVRE & ASS. INC.	1981 12 16	1992 11 04
2318-9657 LEBLANC MULTIDÉCOR INC.	1985 03 28	1992 11 03
2440-9351 LEGAULT, BARON, BOURASSA INC.	1986 10 02	1992 11 03
2634-2493 LOCATION PRO-FIL SERVICES INC.	1989 01 19	1992 11 03
2157-2797 LOUISE CONSTANTINEAU INC.	1983 06 27	1992 11 02
1154-0184 L. GAGNÉ INC.	1965 10 28	1992 11 02
1165-9133 MARCHÉ PÈRE DANIEL INC.	1969 04 03	1992 11 03
1275-2002 MÉLANÇON & FILS INC.	1956 07 17	1992 11 02
1507-0139 MENUISERIE B. GAGNON & FILS INC.	1977 09 13	1992 11 03
1232-2624 MONUMENTS A. MORISSETTE LTÉE	1965 05 14	1992 11 03
1370-5884 M. LOGUSH INC.	1974 12 04	1992 11 03
1628-5512 NORBERT MÂROIS & FILS INC.	1978 07 25	1992 11 02
2150-3784 NORMANDIN, TREMBLAY & DESAUTELS INC.	1983 01 25	1992 11 04
2321-5171 LES OUTILS DE COUPE INDUSTRIELS CHICOUTIMI INC.	1985 05 24	1992 11 04
1182-3036 O. PRÉVOST LIMITÉE	1947 03 07	1992 11 04

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1337-7981 PARC LOUIS IX INC.	1973 08 09	1992 11 04
2173-0866 LES PAVILLONS DU LAC ST-JOSEPH INC.	1984 07 26	1992 11 03
1119-6698 PLACE ASTOR INC.	1964 07 10	1992 11 02
1632-4741 LES PLACEMENTS 2,050 INC.	1978 12 20	1992 11 02
2415-4460 PLACEMENTS GAVAC INC.	1986 04 16	1992 11 03
1269-1929 LES PLACEMENTS JOURDAIN INC.	1967 03 31	1992 11 04
2740-3567 PLACEMENTS M.P.T.J. INC.	1989 11 27	1992 11 04
2440-4469 LES PORCHERIES RICHARD PITRE INC.	1986 09 17	1992 11 03
2629-8505 PRODUCTIONS FRANÇOIS FERLAND INC.	1988 10 26	1992 11 02
1501-7569 PRODUITS D'ÉRABLES DES CANTONS DE L'EST LTÉE	1976 01 15	1992 11 03
2635-5156 PROTECTION S.A.R. INC.	1989 01 05	1992 11 04
1267-9726 P.E. JACQUES FOURRURES INC.	1965 11 24	1992 11 02
2546-4553 QUINCAILLERIE JACQUES CARTIER (MATANE) INC.	1988 03 16	1992 11 02
2149-6245 RENAUD & CHEVRIER INC.	1982 12 23	1992 11 04
2327-2180 RÉSIDENCES DES ARCHES INC.	1985 09 10	1992 11 04
2619-5396 R.N. PIÈCES D'AUTO USAGÉES (1988) INC.	1988 06 02	1992 11 02
2534-7220 SABLIÈRE DU CAP (1987) INC.	1987 04 30	1992 11 04
1283-4685 SAPAR CORP.	1968 11 21	1992 11 03
1331-7995 SERVICE DE DÉCOUPAGE MICKEY INC.	1973 03 21	1992 11 03

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2435-1090 SERVICE DE RÉPARATION M.S.B. INC.	1986 03 25	1992 11 03
2164-2178 SERVICE D'URGENCE LE GARDEUR INC.	1983 12 28	1992 11 03
2642-4556 SERVICES CLOROFIL INC.	1989 04 20	1992 11 04
2552-5932 SERVICES INFORMATIQUES PRIO-PLUS INC.	1988 04 06	1992 11 02
2750-0529 LES SERVICES LOGI-SÉCUR INFORMATIQUE INC.	1990 03 16	1992 11 03
2325-7124 SOCIÉTÉ DE CONCERTATION ÉCONOMIQUE JEUNESSE DU TERRITOIRE DE LA MRC L'ASSOMPTION	1985 10 02	1992 11 04
1479-2808 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT AGRO-ALIMENTAIRE DE LA MAURICIE	1977 07 05	1992 11 03
1276-0773 LA SOCIÉTÉ MI-TEMPS INC.	1971 09 24	1992 11 03
2529-4653 LA SOCIÉTÉ NIMAVI INC.	1987 08 20	1992 11 04
2311-5835 SONORISATION L.M.R. INC.	1984 10 24	1992 11 04
2326-1050 STAGE DE HOCKEY TECHNICO-TACTIQUE DES MILLE-ÎLES INC.	1985 08 26	1992 11 04
1176-9098 LES STYLES BETTY LTÉE	1964 06 25	1992 11 04
1350-0764 TARDIF & CÔTÉ INC.	1950 05 04	1992 11 04
1233-7424 TERRACE ARIANE LTD.	1966 04 25	1992 11 04
1361-4946 TERRASSE INNOV INC.	1975 01 29	1992 11 04
2552-1139 TRANSPORT JEAN-GUY BRILLANT (1988) INC.	1988 05 19	1992 11 02
1134-5337 VAL-JEAN INC.	1968 12 19	1992 11 04
1287-6652 WATERFRONT REALTY INVESTMENT INC.	1957 12 06	1992 11 04

*L'Inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Dissolution — Demandes de**2149-5494 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie «2149-5494 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 11 novembre 1992

83221

Les procureurs de la compagnie,
DESJARDINS DUCHARME STEIN MONAST

2151-4005 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2151-4005 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 9 novembre 1992

83161

Les procureurs de la compagnie,
BEAUMIER, RICHARD

2154-7039 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2154-7039 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 25 septembre 1992

83180

Le président,
EVANGELOS STEFANAKIS

2415-7968 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2415-7968 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 9 novembre 1992

83246

Le président,
HABIB REDA

2436-7799 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2436-7799 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 13 octobre 1992

83269

Le président,
PIERRE PAUL CARON

2525-8567 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2525-8567 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 6 novembre 1992

83168

Le président,
HUI, SIU YEUNG

2633-3591 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2633-3591 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 21 septembre 1992

83258

Le secrétaire de la compagnie,
SYLVAIN MARCHAND

2736-1112 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2736-1112 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Mistassini, le 30 septembre 1992

83171

Le secrétaire de la compagnie,
JOCELYN GENEST

2737-4123 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2737-4123 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Alexandre, le 10 novembre 1992

83241

Le président,
LÉVIS DESCHÊNES

2754-8163 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2754-8163 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Cap-de-la-Madeleine, le 10 novembre 1992

83164

Le procureur de la compagnie,
MICHEL CARRIER, notaire

2842-4448 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2842-4448 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Roberval, le 13 novembre 1992

83296

Le procureur de la compagnie,
JOSÉE CLOUTIER, notaire

2846-3164 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2846-3164 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sept-Îles, le 10 novembre 1992

83165

Les procureurs de la compagnie,
POULIN & BLOUIN, notaires

2866-6758 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2866-6758 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 16 octobre 1992

83244

Le président,
NORMAND CAMPEAU

2869-8157 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2869-8157 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 1^{er} janvier 1992

83290

Le président,
C.D. MCDOULETT

2961-5424 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2961-5424 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 23 septembre 1992

83222

Les procureurs de la compagnie,
MCCARTHY TÉTRAULT

ACCOMMODATION J. CLAUDE DUBOIS INC.

Prenez avis que la compagnie « ACCOMMODATION J. CLAUDE DUBOIS INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Rédempteur, le 4 novembre 1992

83301

Le président,
JEAN-CLAUDE DUBOIS

ALDÉRIC JALBERT INC.

Prenez avis que la compagnie « ALDÉRIC JALBERT INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Chibougamau, le 10 novembre 1992

83264

Le procureur de la compagnie,
CHANTAL LEBLANC, notaire

ASSOCIATION DES POMPIERS VOLONTAIRES DE ST-MARC DES CARRIÈRES INC.

Prenez avis que la compagnie « ASSOCIATION DES POMPIERS VOLONTAIRES DE ST-MARC DES CARRIÈRES INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Marc-des-Carières, le 19 octobre 1992

83234

Le secrétaire de la corporation,
MICHEL LEDUC

ATELIER FÉMININ DES LOISIRS DU CANTON ARNAUD INC.

Prenez avis que la compagnie « ATELIER FÉMININ DES LOISIRS DU CANTON ARNAUD INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sept-Îles, le 15 octobre 1992

83218

La présidente,
ROSE HÉLÈNE LEBLANC

CENTRE DE PLEIN AIR DE SAINTE-ANNE-DES-MONTS

Prenez avis que la compagnie « CENTRE DE PLEIN AIR DE SAINTE-ANNE-DES-MONTS » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Anne-des-Monts, le 10 novembre 1992

83265

Le président,
JEAN-PAUL LAGACÉ

CERCLES DES FERMÈRES DE CHAPEAU

Prenez avis que la compagnie « CERCLES DES FERMÈRES DE CHAPEAU » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Chapeau, le 5 novembre 1992

83176

Pour la compagnie,
DORA TREMBLAY

CHAUMONT & LATOUR INC.

Prenez avis que la compagnie « CHAUMONT & LATOUR INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 9 novembre 1992

83173

Le procureur de la compagnie,
WALTER WEKARCHUCK, avocat

COMITÉ DE PRÉVENTION ET D'ANIMATION DE QUARTIER

Prenez avis que la corporation « COMITÉ DE PRÉVENTION ET D'ANIMATION DE QUARTIER » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 16 novembre 1992

83233

Le secrétaire de la corporation,
SERGE MATTE

CONSEIL DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN HABITATION

Prenez avis que la corporation « CONSEIL DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN HABITATION » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 30 octobre 1992

83220

Pour la corporation,
ANDRÉ MARTEL

CONSTRUCTIONS MAUBERT LTÉE

Prenez avis que la compagnie « CONSTRUCTIONS MAUBERT LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Amqui, le 22 octobre 1992

83266

Le président,
MAURICE TARDIF

CONSTRUCTION THÉORET ET FILS INC.

Prenez avis que la compagnie « CONSTRUCTION THÉORET ET FILS INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Eustache, le 19 octobre 1992

83225

Le président,
JEAN NOËL THÉORET

COVESCO INC.

Prenez avis que la compagnie « COVESCO INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Sauveur-des-Monts, le 3 novembre 1992

83254

Le président,
CLAUDE PAINCHAUD

DIAMANDOR INC.

Prenez avis que la compagnie « DIAMANDOR INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 9 novembre 1992

83167

Le président,
RAYMOND CÔTÉ

ECO-BIOTIQUE, INC.

Prenez avis que la compagnie « ECO-BIOTIQUE, INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Lévis, le 28 octobre 1992

83300

Le président,
GILLES COUTURE

ENTREPRISES DE TRANSPORT I.P.S. INC.

Prenez avis que la compagnie « ENTREPRISES DE TRANSPORT I.P.S. INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Hélène, le 11 novembre 1992

83243

Le président,
YVON CHABOT

ENTREPRISES DE VILLÉGIATURE J-P-R-S LTÉE

Prenez avis que la compagnie «ENTREPRISES DE VILLÉGIATURE J-P-R-S LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Alma, le 5 novembre 1992

83262

Le secrétaire-trésorier,
SYLVA GAGNON

ERWIN PAFF MASONRY INC.

Prenez avis que la compagnie «ERWIN PAFF MASONRY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 11 novembre 1992

83297

Le procureur de la compagnie,
CHARLES OUELLETTE, *avocat*

FERME YVON SYLVESTRE INC.

Prenez avis que la compagnie «FERME YVON SYLVESTRE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Berthierville, le 5 novembre 1992

83215

Le président,
YVON SYLVESTRE

FONDS DES LOISIRS DE SAINT-BENOÎT DE SAINTE-FOY

Prenez avis que la corporation «FONDS DES LOISIRS DE SAINT-BENOÎT DE SAINTE-FOY» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 16 novembre 1992

83239

Le secrétaire de la corporation,
ROLAND LEGENDRE

FORAGES DE PROSPECTION QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «FORAGES DE PROSPECTION QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 9 novembre 1992

83181

Le président,
ROBERT ASSAD

GAGNON FRÈRES NOUVEAUTÉS (ALMA 1963) LTÉE

Prenez avis que la compagnie «GAGNON FRÈRES NOUVEAUTÉS (ALMA 1963) LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Chicoutimi, le 6 novembre 1992

83179

Le secrétaire de la compagnie,
RICHARD DIONNE

GALABRO SERVICES INC.

Prenez avis que la compagnie «GALABRO SERVICES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Greenfield Park, le 2 novembre 1992

83226

La présidente,
MICHELINE BOURGEOIS

GÉRARD VÉZINA ASSURANCES LTÉE

Prenez avis que la compagnie «GÉRARD VÉZINA ASSURANCES LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 10 novembre 1992

83240

Le secrétaire de la compagnie,
LUC VÉZINA

GESTION CHUTE-AUX-OUTARDES INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION CHUTE-AUX-OUTARDES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Baie-Comeau, le 9 novembre 1992

83166

Le procureur de la compagnie,
JEAN H. BÉRUBÉ

GESTION G. ET M. PAGÉ INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION G. ET M. PAGÉ INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Léonard, le 11 novembre 1992

83216

Le secrétaire de la compagnie,
MARGUERITE PAGÉ

GESTION J.R. LANGEVIN INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION J.R. LANGEVIN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rouyn-Noranda, le 6 novembre 1992

83224

Le procureur de la compagnie,
RICHARD MORISSETTE, *notaire*

HARMONICONCEPT INC

Prenez avis que la compagnie «HARMONICONCEPT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 novembre 1992

83242

Le président,
ROBERT LEGRESLEY

HIPPODROME DE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.

Prenez avis que la compagnie «HIPPODROME DE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rivière-du-Loup, le 3 novembre 1992

83174

Le procureur de la compagnie,
RENÉ MICHEL OUELLET, *notaire*

**INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE (QUÉBEC) INC.
ENVIRONMENTAL CONCERNS (QUÉBEC) INC.**

Prenez avis que la compagnie «INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE (QUÉBEC) INC. — ENVIRONMENTAL CONCERNS (QUÉBEC) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Deux-Montagnes, le 4 novembre 1992

83185

Le président,
OVID M. DA SILVA

**LAINES MAXBINNS INC.
MAXBINNS WOOLLENS INC.**

Prenez avis que la compagnie «LAINES MAXBINNS INC. — MAXBINNS WOOLLENS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 novembre 1992

83255

Les procureurs de la compagnie,
LUTERMAN, STOTLAND, DAVIS, *avocats*

L'AMICALE D'ALMA

Prenez avis que la corporation «L'AMICALE D'ALMA» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Alma, le 8 novembre 1992

83237

Le président,
GILLES HARUE

**L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION
DU DROIT CANONIQUE-CANADA**

Prenez avis que la corporation «L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DU DROIT CANONIQUE-CANADA» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Drummondville, le 12 novembre 1992

83259

La secrétaire de la corporation,
JULIENNE ROY

LES DISTRIBUTIONS COCCINELLE INC.

Prenez avis que la compagnie «LES DISTRIBUTIONS COCCINELLE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 12 novembre 1992

83298

Le procureur de la compagnie,
CHARLES OUELLETTE, *avocat*

LES ÉBÉNISTERIES R.P.M. LTÉE

Prenez avis que la compagnie «LES ÉBÉNISTERIES R.P.M. LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Chicoutimi, le 11 novembre 1992

83217

Les procureurs de la compagnie,
LESSARD & CHARLTON, *notaires*

LES ÉDITIONS GRAINS DE BLÉ LTÉE

Prenez avis que la compagnie «LES ÉDITIONS GRAINS DE BLÉ LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Thérèse, le 13 octobre 1992

83267

La présidente,
CHRISTIANE GAQUETTE

LES ENTREPRISES BEN-MAR DARAICHE INC.

Prenez avis que la compagnie «LES ENTREPRISES BEN-MAR DARAICHE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Longueuil, le 30 septembre 1992

83177

La présidente,
ANGE MARIE DARAICHE

LES IMMEUBLES I.G.M. INC.

Prenez avis que la compagnie «LES IMMEUBLES I.G.M. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 11 novembre 1992

83248

Pour la compagnie,
SERGE CHÉNIER

LES GROUPES PARA-ASPEN LTÉE

Prenez avis que la compagnie «LES GROUPES PARA-ASPEN LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 2 novembre 1992

83299

Le président,
GIUSEPPE GENTILE

LES IMPORTATIONS FEGGI INC.

Prenez avis que la compagnie «LES IMPORTATIONS FEGGI INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 30 octobre 1992

83214

Le président,
GIUSEPPE GRAVINO

LES HABITATIONS SIROY INC.

Prenez avis que la compagnie «LES HABITATIONS SIROY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 novembre 1992

83223

L'administrateur,
ANDRÉ ROY

LES INVESTISSEMENTS J. LAPLANTE INC.

Prenez avis que la compagnie «LES INVESTISSEMENTS J. LAPLANTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Dorion, le 9 novembre 1992

83178

Le président,
JULIEN LAPLANTE

LES IMMEUBLES ALABO INC.

Prenez avis que la compagnie «LES IMMEUBLES ALABO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Marthe-sur-le-Lac, le 29 octobre 1992

83303

Le président,
ANDRÉ ALARY

LES PLACEMENTS BABY INC.

Prenez avis que la compagnie «LES PLACEMENTS BABY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Joliette, le 11 novembre 1992

83184

Le secrétaire de la compagnie,
LORENZO VIENS

**LES IMMEUBLES CANIS LTÉE
CANIS REALTIES LTD.**

Prenez avis que la compagnie «LES IMMEUBLES CANIS LTÉE — CANIS REALTIES LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 novembre 1992

83256

Le procureur de la compagnie,
REISA TEITELBAUM

LES PLACEMENTS FORMOSA INC.

Prenez avis que la compagnie «LES PLACEMENTS FORMOSA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 novembre 1992

83238

Le président,
CHIH-CHEN CHU

LES PLACEMENTS ROSEMÈRE INC.

Prenez avis que la compagnie « LES PLACEMENTS ROSEMÈRE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rosemère, le 6 novembre 1992

83257

Le secrétaire-trésorier,
LUC LAPORTE

LES SERRES SÉBASTIEN INC.

Prenez avis que la compagnie « LES SERRES SÉBASTIEN INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Falardeau, le 9 novembre 1992

83183

Le président,
ÉMILE LAVOIE

LINVER INTERNATIONAL INC.

Prenez avis que la compagnie « LINVER INTERNATIONAL INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 novembre 1992

83260

Les procureurs de la compagnie,
ROBINSON SHEPPARD SHAPIRO

MAISON L'S-EN-CIEL INC.

Prenez avis que la compagnie « MAISON L'S-EN-CIEL INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 12 novembre 1992

83232

Le secrétaire de la compagnie,
RAYMOND ROY

MAISONS MOBILES SÉCURITÉ INC.

Prenez avis que la compagnie « MAISONS MOBILES SÉCURITÉ INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 6 novembre 1992

83172

Le président,
ROBERT CHATEL

MANPOWER SERVICES DE PERSONNEL (MONTRÉAL) LTÉE

Prenez avis que la compagnie « MANPOWER SERVICES DE PERSONNEL (MONTRÉAL) LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Toronto, le 2 novembre 1992

83253

La secrétaire de la compagnie,
SUSAN LYNNE

NOVYLD INC.

Prenez avis que la compagnie « NOVYLD INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Alma, le 2 novembre 1992

83230

Le président,
YVON LEMAY

PÂTISSERIE-BOULANGERIE LE ST-ELOI INC.

Prenez avis que la compagnie « PÂTISSERIE-BOULANGERIE LE ST-ELOI INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Lambert, le 6 novembre 1992

83247

La présidente,
LISE AUDET

PATOU FLEURISTE INC.

Prenez avis que la compagnie « PATOU FLEURISTE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Port-Cartier, le 11 novembre 1992

83263

Le président,
WELLY SHUGLO

PLACEMENTS 2321 INC.

Prenez avis que la compagnie « PLACEMENTS 2321 INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Magog, le 9 novembre 1992

83219

Le procureur de la compagnie,
YVES GÉRIN, notaire

PLACEMENTS V.O.P. INC.

Prenez avis que la compagnie «**PLACEMENTS V.O.P. INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 22 novembre 1992

83231

Le président,
NEIL PÉPIN

P. P. CARON INC.

Prenez avis que la compagnie «**P. P. CARON INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 13 octobre 1992

83268

Le président,
PIERRE PAUL CARON

PROJET GERVAIS INC.

Prenez avis que la compagnie «**PROJET GERVAIS INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rosemère, le 12 novembre 1992

83302

Le président,
E. GERVAIS

RÉCUPÉRATION TROIS-RIVIÈRES INC.

Prenez avis que la compagnie «**RÉCUPÉRATION TROIS-RIVIÈRES INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 5 novembre 1992

83162

Les procureurs de la compagnie,
BEAUMIER, RICHARD

RUBIN'S STATIONERY LTD.

Prenez avis que la compagnie «**RUBIN'S STATIONERY LTD.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 9 août 1992

83169

Le secrétaire-trésorier,
LEON J. RUBIN

SECRETARIAT DES SYNDICATS NATIONAUX DE CHICOUTIMI INC.

Prenez avis que la compagnie «**SECRETARIAT DES SYNDICATS NATIONAUX DE CHICOUTIMI INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Chicoutimi, le 9 novembre 1992

83182

La présidente,
SYLVIE MALTAIS

**SERVICE DE PNEUS C.T.R. LTÉE
C.T.R. TIRE SERVICE LTD.**

Prenez avis que la compagnie «**SERVICE DE PNEUS C.T.R. LTÉE — C.T.R. TIRE SERVICE LTD.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 5 novembre 1992

83251

Les procureurs de la compagnie,
LAVERY, DE BILLY

SERVICE TECHNIQUE ROUTIER L.B.C. INC.

Prenez avis que la compagnie «**SERVICE TECHNIQUE ROUTIER L.B.C. INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 15 octobre 1992

83227

Le président,
HENRI-PAUL LABERGE

TAVERNE AUX AMIS INC.

Prenez avis que la compagnie «**TAVERNE AUX AMIS INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Baie-Comeau, le 4 novembre 1992

83170

Le président,
ARTHUR FOSTER

TÉLÉ CELL INC.

Prenez avis que la compagnie «**TÉLÉ CELL INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 6 novembre 1992

83175

Les procureurs de la compagnie,
TURCOTTE, NOLET, PERRAS

THÉÂTRE BARAKA

Prenez avis que la compagnie « THÉÂTRE BARAKA » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 8 novembre 1992

83250

Le directeur général,
LUC DE LARROCHE

TROPHÉE S.M.P. INC.

Prenez avis que la compagnie « TROPHÉE S.M.P. INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Victoriaville, le 6 octobre 1992

83261

Le président,
RONALD CROCHETIÈRE

THÉÂTRE-ANIMATION ET MUSIQUE HONOLULU

Prenez avis que la compagnie « THÉÂTRE-ANIMATION ET MUSIQUE HONOLULU » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 24 octobre 1992

83245

La trésorière,
LOUISE BÉDARD

VIDÉO DIONNE & FRÈRES INC.

Prenez avis que la compagnie « VIDÉO DIONNE & FRÈRES INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Chicoutimi, le 9 novembre 1992

83163

Les procureurs de la compagnie,
GAGNON, CÔTÉ & LEMIEUX, notaires

TRANSPERSONNEL (MONTRÉAL) LTÉE

Prenez avis que la compagnie « TRANSPERSONNEL (MONTRÉAL) LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Toronto, le 2 novembre 1992

83252

La secrétaire de la compagnie,
SUSAN LYNCE

**VÊTEMENTS CORVIN LTÉE
CORVIN CLOTHING LTD.**

Prenez avis que la compagnie « VÊTEMENTS CORVIN LTÉE — CORVIN CLOTHING LTD. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 9 novembre 1992

83186

Les procureurs de la compagnie,
GREEN GLAZER & ASSOCIÉS

Compagnies étrangères — Loi sur les**Permis de faire affaires (Permis initial)**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé un permis de faire affaires à la corporation suivante:

*Nom de la compagnie ou sa version **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
3062-8325 * LES SERVICES NKF LIMITÉE	1992 11 02	Me Bennett Jones Verchère, 1, Place Ville Marie, bureau 1600, Montréal	273, F Lakeshore, Pointe-Claire

4354

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

Consultation populaire — Loi sur la

RÉFÉRENDUM 1992

Version spéciale de la Loi électorale pour la tenue d'un référendum

Résultats officiels du scrutin

Le directeur général des élections donne avis des résultats officiels du référendum du 26 octobre 1992, conformément à l'article 380 de la version spéciale de la Loi électorale pour la tenue d'un référendum

Circonscriptions électorales	Électeurs inscrits	Option du oui (1)	Option du non (2)	Bulletins valides	Bulletins rejetés	Vote exercé	Majorité	
							En faveur du OUI	En faveur du NON
Abitibi-Est	30 689	8 090	14 559	22 649	557	23 206		6 469
Abitibi-Ouest	31 927	7 553	16 362	23 915	481	24 396		8 809
Acadie	40 647	24 192	10 032	34 224	660	34 884	14 160	
Anjou	32 418	11 993	15 672	27 665	471	28 136		3 679
Argenteuil	42 136	14 983	19 238	34 221	603	34 824		4 255
Arthabaska	41 419	11 833	21 608	33 441	726	34 167		9 775
Beauce-Nord	30 299	10 284	13 583	23 867	459	24 326		3 299
Beauce-Sud	38 242	13 512	15 138	28 650	817	29 467		1 626
Beauharnois-Huntingdon	34 653	12 789	15 492	28 281	472	28 753		2 703
Bellechasse	29 376	9 451	12 712	22 163	511	22 674		3 261
Berthier	41 861	10 929	22 700	33 629	960	34 589		11 771
Bertrand	54 277	14 789	31 578	46 367	1 455	47 822		16 789
Bonaventure	27 590	10 939	10 232	21 171	495	21 666	707	
Bourassa	32 959	13 334	13 330	26 664	896	27 560	4	
Bourget	35 123	11 430	17 328	28 758	824	29 582		5 898
Brome-Missisquoi	35 428	16 271	12 861	29 132	583	29 715	3 410	
Chambly	45 179	15 214	23 779	38 993	953	39 946		8 565
Champlain	42 623	12 725	22 488	35 213	750	35 963		9 763
Chapleau	53 932	23 968	17 153	41 121	928	42 049	6 815	
Charlesbourg	46 208	14 057	24 766	38 823	814	39 637		10 709
Charlevoix	30 252	8 849	14 407	23 256	452	23 708		5 558
Châteauguay	39 374	15 002	18 908	33 910	538	34 448		3 906
Chauveau	56 003	15 028	30 629	45 657	1 178	46 835		15 601
Chicoutimi	45 074	9 423	27 429	36 852	342	37 194		18 006
Chomedey	46 933	26 209	12 736	38 945	597	39 542	13 473	
Crémazie	37 978	14 173	17 656	31 829	723	32 552		3 483

Circonscriptions électorales	Électeurs inscrits	Option du oui (1)	Option du non (2)	Bulletins valides	Bulletins rejetés	Vote exercé	Majorité	
							En faveur du OUI	En faveur du NON
D'Arcy-McGee	35 872	28 552	2 412	30 964	224	31 188	26 140	
Deux-Montagnes	50 037	13 943	27 004	40 947	1 097	42 044		13 061
Dorion	30 475	10 935	13 929	24 864	503	25 367		2 994
Drummond	43 726	12 801	22 387	35 188	792	35 980		9 586
Dubuc	33 808	6 749	20 211	26 960	1 033	27 993		13 462
Duplessis	36 761	8 888	18 762	27 650	455	28 105		9 874
Fabre	45 087	15 631	23 014	38 645	871	39 516		7 383
Frontenac	33 751	10 597	16 889	27 486	638	28 124		6 292
Gaspé	30 892	8 948	12 956	21 904	450	22 354		4 008
Gatineau	36 496	16 508	11 534	28 042	513	28 555	4 974	
Gouin	28 410	7 737	15 155	22 892	527	23 419		7 418
Groulx	56 077	15 642	30 616	46 258	973	47 231		14 974
Hochelega-Maisonneuve	32 848	7 107	17 484	24 591	743	25 334		10 377
Hull	44 094	18 979	14 649	33 628	527	34 155	4 330	
Iberville	45 551	13 895	23 371	37 266	918	38 184		9 476
Îles-de-la-Madeleine	10 227	3 680	4 329	8 009	131	8 140		649
Jacques-Cartier	44 710	33 272	6 588	39 860	337	40 197	26 684	
Jeanne-Mance	37 511	20 974	10 071	31 045	802	31 847	10 903	
Jean-Talon	38 144	14 760	18 229	32 989	742	33 731		3 469
Johnson	33 908	10 317	16 702	27 019	693	27 712		6 385
Joliette	41 686	10 086	23 892	33 978	1 065	35 043		13 806
Jonquière	42 848	7 926	27 001	34 927	881	35 808		19 075
Kamouraska-Témiscouata	33 561	8 985	14 734	23 719	571	24 290		5 749
Labelle	45 053	11 372	23 620	34 992	782	35 774		12 248
Lac-Saint-Jean	37 390	7 302	23 306	30 608	427	31 035		16 004
LaFontaine	44 454	19 751	16 961	36 712	726	37 438	2 790	
La Peltrie	56 590	15 563	32 598	48 161	1 281	49 442		17 035
La Pinière	42 142	20 526	15 568	36 094	547	36 641	4 958	
Laporte	38 669	18 444	14 749	33 193	568	33 761	3 695	
La Prairie	47 332	13 238	27 351	40 589	758	41 347		14 113
L'Assomption	47 244	11 677	28 287	39 964	848	40 812		16 610
Laurier	30 801	15 559	9 092	24 651	578	25 229	6 467	
Laval-des-Rapides	38 797	12 960	18 887	31 847	985	32 832		5 927

Circonscriptions électorales	Électeurs inscrits	Option du oui (1)	Option du non (2)	Bulletins valides	Bulletins rejetés	Vote exercé	Majorité	
							En faveur du OUI	En faveur du NON
Lavolette	34 531	9 527	17 432	26 959	659	27 618		7 905
Les Chutes-de-la-Chaudière	47 380	11 309	28 293	39 602	746	40 348		16 984
Lévis	36 812	9 837	20 387	30 224	526	30 750		10 550
Limoilou	39 240	11 706	19 254	30 960	755	31 715		7 548
Lotbinière	29 147	9 145	14 165	23 310	518	23 828		5 020
Louis-Hébert	42 121	12 714	21 195	33 909	577	34 486		8 481
Marguerite-Bourgeoys	35 361	20 397	9 786	30 183	418	30 601	10 611	
Marie-Victorin	34 012	8 183	18 964	27 147	1 014	28 161		10 781
Marquette	37 882	16 562	14 796	31 358	630	31 988	1 766	
Maskinongé	40 986	11 812	20 716	32 528	701	33 229		8 904
Masson	54 287	10 924	33 818	44 742	1 120	45 862		22 894
Matane	27 331	6 927	13 336	20 263	314	20 577		6 409
Matapédia	25 830	6 615	12 768	19 383	456	19 839		6 153
Mégantic-Compton	27 937	10 217	11 633	21 850	408	22 258		1 416
Mercier	33 918	10 076	17 072	27 148	718	27 866		6 996
Mille-Îles	39 235	14 367	19 425	33 792	748	34 540		5 058
Montmagny-L'Islet	31 166	9 586	13 145	22 731	558	23 289		3 559
Montmorency	50 107	12 272	27 728	40 000	793	40 793		15 456
Mont-Royal	29 385	19 884	4 310	24 194	434	24 628	15 574	
Nelligan	51 921	33 394	11 849	45 243	473	45 716	21 545	
Nicolet-Yamaska	32 024	9 503	16 652	26 155	687	26 842		7 149
Notre-Dame-de-Grâce	36 644	24 978	6 201	31 179	386	31 565	18 777	
Orford	44 051	16 552	19 164	35 716	732	36 448		2 612
Outremont	32 566	14 607	12 575	27 182	564	27 746	2 032	
Papineau	33 638	13 379	12 721	26 100	474	26 574	658	
Pointe-aux-Trembles	37 540	10 159	20 854	31 013	677	31 690		10 695
Pontiac	34 788	21 044	7 222	28 266	279	28 545	13 822	
Portneuf	34 360	9 932	17 436	27 368	882	28 250		7 504
Prévost	49 701	13 490	26 332	39 822	1 104	40 926		12 842
Richelieu	38 811	11 510	20 521	32 031	810	32 841		9 011
Richmond	30 959	10 749	14 339	25 088	604	25 692		3 590
Rimouski	42 203	10 363	22 616	32 979	456	33 435		12 253
Rivière-du-Loup	29 288	8 272	13 657	21 929	548	22 477		5 385

Circonscriptions électorales	Électeurs inscrits	Option du oui (1)	Option du non (2)	Bulletins valides	Bulletins rejetés	Vote exercé	Majorité	
							En faveur du OUI	En faveur du NON
Robert-Baldwin	39 455	28 184	5 941	34 125	400	34 525	22 243	
Roberval	40 656	10 697	21 162	31 859	447	32 306		10 465
Rosemont	38 074	12 417	18 262	30 679	916	31 595		5 845
Rousseau	47 317	12 944	24 147	37 091	786	37 877		11 203
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	40 835	11 446	19 671	31 117	559	31 676		8 225
Saguenay	35 392	7 482	18 861	26 343	822	27 165		11 379
Sainte-Anne	35 728	14 557	13 241	27 798	963	28 761	1 316	
Saint-François	42 579	14 260	18 920	33 180	1 007	34 187		4 660
Saint-Henri	32 148	10 924	14 437	25 361	708	26 069		3 513
Saint-Hyacinthe	44 184	13 655	21 554	35 209	929	36 138		7 899
Saint-Jean	50 343	16 157	25 744	41 901	902	42 803		9 587
Saint-Laurent	41 450	26 558	8 250	34 808	521	35 329	18 308	
Saint-Louis	39 110	18 244	11 035	29 279	659	29 938	7 209	
Sainte-Marie-Saint-Jacques	40 597	8 942	21 640	30 582	737	31 319		12 698
Saint-Maurice	34 067	9 927	18 137	28 064	647	28 711		8 210
Salaberry-Soulanges	47 095	13 677	25 519	39 196	1 105	40 301		11 842
Sauvé	33 560	13 575	12 821	26 396	617	27 013	754	
Shefford	47 273	15 757	23 150	38 907	1 204	40 111		7 393
Sherbrooke	39 553	13 059	18 564	31 623	683	32 306		5 505
Taillon	48 867	12 505	27 356	39 861	1 248	41 109		14 851
Taschereau	27 621	6 987	14 423	21 410	608	22 018		7 436
Terrebonne	45 428	10 548	27 289	37 837	974	38 811		16 741
Trois-Rivières	38 867	12 262	18 841	31 103	709	31 812		6 579
Ungava	28 758	6 444	10 549	16 993	290	17 283		4 105
Vachon	50 019	14 721	26 333	41 054	1 476	42 530		11 612
Vanier	44 627	12 177	24 035	36 212	759	36 971		11 858
Vaudreuil	46 468	20 354	19 317	39 671	819	40 490	1 037	
Verchères	48 077	13 255	27 024	40 279	1 308	41 587		13 769
Verdun	28 577	12 770	11 026	23 796	505	24 301	1 744	
Viau	32 938	15 803	10 173	25 976	663	26 639	5 630	
Viger	36 293	18 964	11 579	30 543	626	31 169	7 385	
Vimont	52 710	18 146	27 170	45 316	941	46 257		9 024
Westmount	31 585	21 361	4 867	26 228	294	26 522	16 494	

Circonscriptions électorales	Électeurs inscrits	Option		Bulletins valides	Bulletins rejetés	Vote exercé	Majorité *	
		du oui (1)	du non (2)				En faveur du OUI	En faveur du NON
Pour l'ensemble du Québec	4 872 965	1 709 075	2 236 114	3 945 189	87 832	4 033 021		527 039
Pourcentage		43,32	56,68	97,82	2,18	82,76		

Sainte-Foy, le 11 novembre 1992

*Le directeur général des élections et
président de la Commission de la représentation électorale,
PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.*

- (1) Le Comité Québécois pour le OUI
(2) Le Comité du NON

4370

Coopératives — Loi sur les

Délivrance des statuts de constitution

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis qu'il a délivré des statuts de constitution aux coopératives suivantes :

No dossier	Dénomination sociale	Date de constitution
345846	COOP DE GESTION EN COMMUN DU VIEUX-MANÈGE	1992 10 15
345839	COOPÉRATIVE DE SERVICES RIVE-SUD	1992 10 01
345844	COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS INFORMATIENS MICRODATA	1992 10 08
345840	COOPÉRATIVE DES TRAVAILLEURS DE LA SCIERIE JOS ST-AMANT	1992 10 20
345851	PROMO PLASTIK, COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS	1992 10 26

*Le directeur par intérim,
Direction des coopératives,
JACQUES CARRIER*

4363

Délivrance de statuts de modification d'une coop., féd. et conféd.

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis qu'il a délivré des statuts de modification aux coop., féd. et conféd. suivantes :

No dossier	Dénomination sociale	Modification	Date de modification
345061	COOPÉRATIVE D'HABITATION DES QUATRE-TEMPS	La coop n'attribuera aucune ristourne à ses membres	1992 10 27
285052	LA COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL GASPÉSIE-LES ÎLES	Nouveau district judiciaire Bonaventure	1992 10 01
252119	LA COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DE GIRARDVILLE	Objets	1992 10 08

*Le directeur par intérim,
Direction des coopératives,
JACQUES CARRIER*

4364

Curateur public — Loi sur le

Avis de qualité

Le Curateur public donne avis, conformément à l'article 32 de la Loi sur le curateur public, qu'il est curateur d'office aux successions vacantes ou administrateur provisoire des biens délaissés ci-dessous :

1^o Biens trouvés sur un cadavre non réclamé :

Nom	Domicilié	Date du décès
MARTIN, Claude	177, Laurier, Sherbrooke	1992 05 03
SABINE, Patric Francis	4480, De Bellechasse, appartement 16, Montréal	1992 09 22

2^o Biens situés au Québec dont les propriétaires, les ayants cause ou les héritiers ou successibles sont inconnus ou introuvables :

AUCLAIR, Fernande	5131, Henri-Julien, Montréal	1992 09 19
AUSTIN, Geoffrey	4777, Lacombe, Montréal	1992 07 15
BARRETT, Albert	Inconnue	1987 10 29
BERNARDIN, Armand	293, Saint-Georges, appartement 2, Saint-Jérôme	1992 08 29
BERNIER, Fernande	135, Jocelyne, Saint-Calixte	1992 07 23
BOYER, Athanase	5, Desjardins Ouest, appartement 126, Sainte-Thérèse	1992 06 06
BURSTEIN, Louis, KAHAN, Clara GRANT, Bernard, GRANT, Raymondé	Inconnu	Inconnu
DOLINSKY, Wasyl (Wosyl)	3430, Jeanne-Mance, Montréal	1992 03 27
GAGNON, Jean-Gabriel	350, chemin Sainte-Foy, Québec	1992 09 22
GIRARD, Jules	24, 7 ^e Avenue, Saint-Fabien	1992 10 13
GUGLIELMI, Marie-Ange	3806, Saint-André, Montréal	1992 08 28
INNIS, Julius Augusta	270, Bourget, Montréal	1992 10 11
(Gilles, Noël et Hélène Parent et Louis Talon int.)	339, Principale, Saint-Damase	1990 11 17

3^o Sommes non réclamées depuis plus d'un an par les bénéficiaires ou leurs héritiers dans les caisses des bénéficiaires des hôpitaux, centres hospitaliers et centres d'accueil ci-dessous :

CENTRE D'ACCUEIL NAZARETH INC.

CENTRE D'ACCUEIL FLORENCE GROULX INC.

CENTRE HOSPITALIER COOKE

CENTRE HOSPITALIER PORTNEUF

FOYER NOTRE-DAME DE LAPRAIRIE INC.

HÔPITAL DU HAUT-RICHELIEU

HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL

HÔPITAL GÉNÉRAL DE SOREL

RÉSIDENCE JEAN-DE-LA-LANDE

4^e Sommes d'argent destinées au paiement des intérêts et au remboursement des obligations lorsque ces sommes ne sont pas réclamées depuis plus de 3 ans:

VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

VILLE DE WESTMOUNT

5^e Biens délaissés par les compagnies et les sociétés dissoutes:

ÉCLAIRAGE TANGUAY INC.

HYDRAULIQUE B.M.H. INC.

AUTO ÉLÉGANTE LA-RAS INC.

OXYGÈNE SOUDEST INC.

PETRO LEASING CO. LTD.

MULTI-JUS DISTROBEC INC.

THE SPRINGVALE COMMUNITY ASSOCIATION

RIVIÈRE À PIERRE GRANITE LTD.

VANIER SPORTS INC.

2546-8380 QUÉBEC INC.

P. PICHÉ INC.

AUTOMOBILE JANCEL INC.

LES ENTREPRISES MARCAL INC.

SERVICES D'INFORMATIQUE MARTEL INC.

CORPORATION D'INVESTISSEMENTS BONAIR

Erratum: Le Curateur public n'a pas juridiction sur la « Société en Commandite Shawbec » contrairement à ce qui a été publié dans le précédent avis.

6^e Biens délaissés par les successions vacantes:

Nom	Domicillé	Date du décès
ASH, Larry H.	44240, Bonavista Road, appartement 408, Montréal	1991 08 31
BABIN, Laurette	521, Notre-Dame, appartement 404, Cap-de-la-Madeleine	1992 02 25
BERNIER, Benoit	621, rue Desy, appartement 8, Berthierville	1992 08 17
DESFORGES, Jacques	1806, rue Béique, LaSalle	1992 03 07
DESJARDINS, Jacques	400, rue de Rigaud, appartement 308, Montréal	1992 06 07
DION, Alfred	1230, McIntosh, appartement 4, Sherbrooke	1992 01 29
DORÉ, Denis	4591, Charlemagne, Montréal	1992 05 25
DOUCET, Pierre	305, boulevard Saint-Joseph, appartement 123, Montréal	1992 03 07
FALLU, Armand	135, 10 ^e Avenue, Lafontaine	1992 06 19
FERLAND, Jean-Robert	365, Jacques-Cartier Est, Longueuil	1992 07 26
HOUE, Pierre	2452, rue Aylwin, Montréal	1992 07 27
HURTUBISE, Yvette	2245, Jean-Talon Est, Montréal	1992 05 09

Nom	Domicilié	Date du décès
JACQUES, Jean-Marc	343, Principale, Brownsburg	1991 09 11
LAFRAMBOISE, Noella	6767, Côte-Saint-Luc, appartement 413, Côte-Saint-Luc	1992 07 11
LAPIERRE, Claude	231, rang 5, Saint-Daniel	1992 05 27
LAROCHE, Pierre	1050, rue Bousquet, appartement 1, Pont-Viau, Laval	1992 08 17
LAURIN, Claude	14, rue Valence, Gatineau	1992 06 24
LEROUX, Thérèse	573A, Leroux, Saint-Jérôme	1991 01 04
LÉTOURNEAU, Irénée	3352, rue Adam, Montréal	1992 06 14
MARSAN, Robert	133, Place Musset, Châteauguay	1991 07 03
MEGYERI, Gyorgy	5660, rue Decelles, appartement 304, Montréal	1992 06 27
PETITCLAIRE, Pauline	990, Bourlamaque, appartement 1208, Québec	1992 09 10
PINARD, Pierre	708, rue Saint-Jean, Wotton	1988 12 01
ROCHON, Rollande	660, de Martigny, Bellefeuille	1992 01 28
ROY, Pierre	277, rue Jeannette, Lemoyne	1992 06 13
ST-AMAND, Lionel	191, route 204, appartement 19, Sainte-Justine	1991 10 21
TURGEON, Monique	6192, De la Jemmerais, Saint-Léonard	1992 05 30
VALCOURT, Gilles	725, rue Du Moulin, Saint-Jean-Chrysostome	1992 01 22
YALE, Michel	728, Émond, Longueuil	1992 01 08

7^e Résidu non distribué de la réserve de revenus de placements du Curateur public:

Si vous avez été sous la protection du Curateur public entre le 1^{er} avril 1969 et le 31 décembre 1982 et si le Curateur public vous a versé des intérêts durant cette période, vous avez droit à une part de cette réserve totalisant ce jour 2 773 120,86 \$.

Dans les cas où la personne admissible est décédée, le Curateur public versera les sommes dues à sa succession.

Si vous croyez avoir droit à une part de la réserve de revenus de placements du Curateur public, vous pouvez nous rejoindre par courrier à l'adresse ci-dessous ou par téléphone du lundi au vendredi entre 8 h 30 et 16 h 30 au (514) 873-4074. Les personnes habitant à l'extérieur de la région de Montréal peuvent téléphoner sans frais en composant le 1-800-363-9020.

Le Curateur public remettra sauf exception des successions vacantes, les biens et les revenus produits depuis le début de son administration provisoire au propriétaire ou aux héritiers qui se manifestent dans les dix ans du début de sa gestion.

Le Curateur public du Québec,
Direction des Biens Délaissés
600, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 500
Montréal (Québec)
H3B 4W9

Déclarations des compagnies et sociétés – Loi sur les

Changement du lieu de l'établissement principal de la société

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a changé l'endroit du lieu de son établissement principal:

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement de la déclaration de changement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DISTRIBUTION KEYSTON 450-15-003614-927	1875, Georgeville Road R.R. no 3 Magog, QC J1X 3W4	1992 11 11
4362		<i>Le protonotaire adjoint du district de Saint-François, JULIE THERRIEN</i>

Formation

Le protonotaire adjoint donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B.D.H. ENR.	1992 11 05	201, rue Western Waterloo, QC J0E 2N0
4366		<i>Le protonotaire adjoint du district de Bedford, LUC MARTIN</i>

Liquidation des compagnies — Loi sur la

CLINIQUE - SANTÉ DU NORD, COLIMON, PERREAULT

En vertu d'un jugement rendu le 19 octobre 1992 par l'honorable juge Georges Savoie, Cour supérieure du district de Saint-François no 450-05-000921-920, M. Pierre Bernard, comptable agréé de la firme Raymond, Chabot, Martin, Paré au 455, rue King Ouest, bureau 500, Sherbrooke (Québec) J1H 6G4, a été nommé liquidateur de la société des Dr Leslie Colimon et Dr Sylvie Perreault faisant affaire sous la raison sociale «Clinique - Santé du Nord, Colimon, Perreault».

Sherbrooke, le 6 novembre 1992

83278

*Le liquidateur,
PIERRE BERNARD, C.A.*

KETCH IMPORT-EXPORT INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que lors d'une assemblée des «actionnaires» de KETCH IMPORT-EXPORT, INC., tenue à Montréal le 19^e jour de novembre 1990, il a été résolu que les affaires de ladite «compagnie» soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38) et de la Loi sur la liquidation des compagnies, et que M. Fouad Halawani, 32, Shediac Crescent, Kirkland, a été nommé liquidateur.

83188

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2528-5099*

LA FINANCIÈRE COOPÉRANTS INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que par un jugement de l'honorable juge Claude Benoit dans une cause portant le numéro 500-05-002597-928 de la Cour supérieure du district de Montréal, ce dernier a ordonné la liquidation de «LA

FINANCIÈRE COOPÉRANTS INC., constituée en vertu de la Loi sur les compagnies-Partie 1A, et a nommé à titre de liquidateur MM. Samson, Bélair / Deloitte & Touche Inc. de 1, Place Ville-Marie, bureau 3000, Montréal.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2843-7705

4358

LES TOURNEURS SUR BOIS ZÉNITH INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que lors d'une assemblée des actionnaires de « LES TOURNEURS SUR BOIS ZÉNITH INC. », tenue à Montréal le 30 avril 1992, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies et de la Loi sur la liquidation des compagnies, et que la firme Huot, Beauchamp, de Montréal, a été nommé liquidateur.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1504-1940

83189

VINAVI INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que lors d'une assemblée des actionnaires « VINAVI INC. », tenue à Montréal le 8 août 1991, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies et de la Loi sur la liquidation des compagnies, et que monsieur Pierre G. Trudeau, de Raymond, Chabot, Martin, Paré, de Montréal, a été nommé liquidateur.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1502-1934

83187

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Municipalité de l'Île-d'Anticosti

Avis est donné, conformément à l'article 45 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., c. E-2.2), que le ministre des Affaires municipales a fixé à 4 le nombre de conseillers de la municipalité de l'Île-d'Anticosti.

Québec, le 10 novembre 1992

Le ministre des Affaires municipales,
responsable de l'Habitation,
CLAUDE RYAN

4357

Régie intermunicipale de police Saint-Jérôme Métropolitain

Avis est donné que le ministre des Affaires municipales a, conformément aux articles 580 du Code municipal et 468.11 de la Loi sur les cités et villes, décrété, le 11 novembre 1992, la constitution d'une régie intermunicipale appelée « Régie intermunicipale de police Saint-Jérôme Métropolitain », laquelle a les fonctions, les pouvoirs et les obligations qui résultent de la loi et de l'entente signée le 9 octobre 1992 par les villes de Saint-Jérôme et de Saint-Antoine, la paroisse de Bellefeuille et le village de Lafontaine, autorisée par les règlements C-1900, 777-92, 795-1992 et 401 telle qu'approuvée le 11 novembre 1992.

Conformément aux dispositions des articles 580 et 468.11, le décret constituant la régie intermunicipale entre en vigueur le jour de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 11 novembre 1992

Le ministre des Affaires municipales,
responsable de l'Habitation,
CLAUDE RYAN

4369

Mise en marché des produits agricoles — Loi sur les

Agropur, coopérative agro-alimentaire Remplacement d'accréditation

Avis est donné par les présentes que, par sa décision 5714 prise le 10 novembre 1992, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a révoqué l'ordonnance sur l'accréditation de Agropur, coopérative agro-alimentaire prise par sa décision 5170 du 3 août 1990 (122 G.O. II, p. 3395) et a remplacé l'accréditation prévue à cette ordonnance par la suivante:

Agropur, coopérative agro-alimentaire, est accréditée en vertu de l'article 110 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche pour les fins qui y sont prévues afin de représenter ses propres intérêts, ceux des entreprises laitières dont elle est propriétaire ou dont elle détient la majorité des actions ainsi que ceux de la compagnie Natrel Inc. et de Agrilait, coopérative agricole.

Le secrétaire,
ME CLAUDE RÉGNIER

83293

Coopérative Fédérée de Québec Révocation d'accréditation

Avis est donné par les présentes que, par sa décision 5714 prise le 10 novembre 1992, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a révoqué l'ordonnance sur l'accréditation de la Coopérative Fédérée de Québec prise par sa décision 5111 du 17 avril 1990 (122 G.O. II, p. 2007).

Le secrétaire,
ME CLAUDE RÉGNIER

83294

Groupe Lactel Inc.
Avis d'accréditation

Avis est donné par les présentes que, par sa décision 5714 prise le 10 novembre 1992, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a accrédité Groupe Lactel Inc. en vertu de l'article 110 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche pour les fins qui y sont prévues afin de représenter ses propres intérêts et ceux des entreprises suivantes :

Agrinove, coopérative agro-alimentaire
Agrodor, coopérative agro-alimentaire des Vallées
Outaouais-Laurentides
Coopérative agricole de la Côte Sud, coopérative agro-alimentaire
Nutrinor, coopérative agro-alimentaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Purdel, coopérative agro-alimentaire
Société coopérative agricole de l'Île-aux-Grues
Coopérative agricole de Pierreville
Groupe Lactel, société en commandite

Ainsi que les entreprises laitières non coopératives également visées par le plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec et dont Groupe Lactel Inc. et Groupe Lactel, société en commandite, ou l'une ou plusieurs des coopératives, entreprises, corporations ou sociétés couvertes par cette accréditation sont, seule ou ensemble, propriétaires ou détiennent la majorité des actions.

Le secrétaire,
ME CLAUDE RÉGNIER

83295

Office des professions du Québec

AVIS DE RADIATION PERMANENTE

L'Office des professions du Québec donne avis, par les présentes, conformément à l'article 182 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) que le Comité de discipline a radié, de façon permanente, Monsieur Guy Rivet du Tableau de la Chambre des notaires du Québec, en vertu d'une décision rendue le 13 août 1992.

*Le président de l'Office
des professions du Québec,*
THOMAS J. MULCAIR

83207

AVIS DE RÉVOCATION DE PERMIS ET DE RADIATION PERMANENTE

L'Office des professions du Québec donne avis, par les présentes, conformément à l'article 182 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) que le Comité de discipline de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec a révoqué le permis et radié de façon permanente madame Liette Dunberry en vertu d'une décision rendue le 22 septembre 1992.

*Le président de l'Office
des professions du Québec,*
THOMAS J. MULCAIR

83208

Projet de loi d'intérêt privé — Avis de présentation d'un

The Young Men's and Young Women's Hebrew Association of Montreal

Avis est, par les présentes, donné que The Young Men's and Young Women's Hebrew Association of Montreal, s'adressera au Parlement du Québec, à sa prochaine session, aux fins de demander l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet de faire déclarer exempt de toute taxe foncière, municipale ou scolaire, conformément aux dispositions du paragraphe 10(a) de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale, à effet rétroactif du 1^{er} janvier 1983, les immeubles situés aux numéros d'immeuble 5480 et 5500, avenue Westbury, dans la ville de Montréal; l'immeuble situé au numéro d'immeuble 5700, avenue Kellert, dans la ville de Côte-Saint-Luc; et, à effet rétroactif du 1^{er} janvier 1985, l'immeuble situé au numéro d'immeuble 755, rue du Sablon, dans la ville de Laval.

Toute personne qui a des motifs d'intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale du Québec.

Montréal, le 17 novembre 1992

83280

Les procureurs,
MENDELSON ROSENZVEIG SHACTER

Syndicats professionnels — Loi sur les

FRATERNITÉ DES POLICIERS-POMPIERS DE LÉVIS INC.

La formation d'une association sous le nom de «FRATERNITÉ DES POLICIERS-POMPIERS DE LÉVIS INC.» pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 1992 11 03.

Le siège social de l'association est à Lévis, district judiciaire de Québec.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2959-0486

83190

SYNDICAT DU PERSONNEL DE SOUTIEN DU COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

La formation d'une association sous le nom de «SYNDICAT DU PERSONNEL DE SOUTIEN DU COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT» pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 1992 10 22.

Le siège social de l'association est à Longueuil, district judiciaire de Longueuil.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*
2965-0074

83191

Ventes par shérif

Beauharnois

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-18-000054-925
760-05-000420-925

CAISSE POPULAIRE ST-ANTOINE ABBÉ, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 2620, route 209, Saint-Antoine-Abbé, JOS 1N0, partie demanderesse, contre LORNA REID-VAINCOURT, domiciliée et résidant rue Valance, R.R. 2, Appel Hill, Ontario, KOC 1B0, partie défenderesse.

« Un emplacement situé en la municipalité du canton de Franklin, dans le Huitième Rang de Jamestown, connu et désigné, au cadastre officiel du canton de Franklin (division d'enregistrement de Huntingdon), comme étant composé comme suit:

A) du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq (5-1), mesurant cent pieds (100 pi) (30,48 m) de largeur par une profondeur de cent cinquante pieds (150 pi) (45,75 m); contenant une superficie de quinze mille pieds carrés (15 000 pi²) (1 393,5 m²), mesures anglaises et métriques, plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, et notamment celles portant le numéro 647, Welsh, circonstances et dépendances;

B) d'une partie du lot contigu au lot ci-dessus décrit, connue et désignée comme étant une partie du lot originaire numéro cinq (ptie 5), mesurant quatre-vingt-dix pieds (90 pi) de largeur dans ses lignes sud-est et nord-ouest, par une profondeur de cent cinquante pieds (150 pi) dans ses lignes nord-est et sud-ouest.

Ladite partie du lot est bornée comme suit: vers le sud-est par le chemin public (chemin Welsh), vers le nord-ouest par la partie dudit lot numéro 5 ci-dessus décrite, vers le sud-ouest par le lot numéro 5-1 ci-dessus décrit et vers le nord-est par une autre partie dudit lot numéro 5.

C) D'une autre partie du lot contigu à la partie du lot 5 et au lot 5-1 ci-dessus décrits, connue et désignée comme étant une autre partie du lot originaire numéro cinq (ptie 5), mesurant cent quatre-vingt-dix pieds (190 pi) de largeur dans ses lignes nord-ouest et sud-est, par une profondeur de cinquante pieds (50 pi) dans ses lignes nord-est et sud-ouest.

Ladite partie du lot est bornée comme suit: vers le sud-est par la partie du lot 5 et le lot 5-1 ci-dessus décrits, vers le nord-ouest, le nord-est et le sud-ouest par d'autres parties du lot originaire 5.

La limite sud-ouest de ladite partie du lot 5 présentement décrite étant le prolongement en ligne droite de la limite sud-ouest du lot numéro 5-1 ci-dessus décrit. Toutes les dimensions mentionnées dans la description des deux parties du lot numéro 5 sont en mesures anglaises, plus ou moins.»

La mise à prix a été fixée à 22 977,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Huntingdon, 25, King, Huntingdon, JOS 1H0, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1993 à DIX heures.

*Le shérif,
GILBERT FOREST*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 6 novembre 1992

83195

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-18-000051-921
760-02-000387-923

GABRIEL CARRIÈRE, ayant un bureau au 335, Ellice, local #201, Beauharnois, J6N 1X2, partie demanderesse, contre TRANSPORT LACO INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 102, Baxter, Châteauguay, J6J 4C2, partie défenderesse.

« A) Un emplacement sis et situé à Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre cent sept (ptie 407), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, division d'enregistrement de Beauharnois et plus amplement décrit de la façon suivante, savoir: partant d'un point « A » indiqué sur un plan préparé par A. W. Sullivan, arpenteur-géomètre, en date du vingt-cinq (25) mai mil neuf cent quarante-trois (1943) et annexé au titre d'acquisition de Roger Gélinas et tel qu'enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, sous le numéro 153186, ledit point « A » étant situé à une distance de cent six pieds (106 pi) à l'est de l'intersection de la ligne de division des lots numéros 407 et 410; de là, dans une direction est, en suivant la limite sud du chemin public, une distance de trois cent vingt-cinq pieds (325 pi); de là, dans une direction sud 42° est, et parallèle à la ligne de division des lots numéros 407 et 410, une distance de neuf cent quatorze pieds (914 pi), traversant au côté sud du cours d'eau; de là, dans une direction sud 61°50' est, et avec un angle de 76°10' avec la dernière ligne, une distance de quatre-vingt-seize pieds (96'); de là, dans une direction sud 39°20' ouest, une distance de cent pieds (100 pi) jusqu'à son intersection avec la limite nord du droit de passage du C.N.R.; de là, en suivant ladite limite dans une direction nord 65° ouest pour une distance de trois cent soixante-quatorze pieds (374 pi); de là, dans une direction nord 42° ouest,

une distance de quatre cent vingt pieds (420 pi); de là, dans une direction nord 31°15' ouest jusqu'au point de départ «A», une distance de deux cent quatre-vingt pieds (280 pi).

Ladite partie de terrain est bornée en front, au nord, par le chemin public; en arrière, au sud et au sud-est, par le terrain du chemin de fer et une autre partie du lot 407; d'un côté, au nord-est, par une autre partie du lot 407 étant un passage; et de l'autre côté, au sud-ouest et à l'ouest, par la propriété du chemin de fer Canadien National.

Le tout formant en superficie huit arpents vingt et une perches et quatre dixièmes (8 arp, 21,4 per) ou trois cent deux mille deux cent quatre-vingt-six pieds carrés (302 286 pi²), le tout mesures anglaises plus ou moins.

Sauf et à distraire cependant de ladite partie de lot, la partie vendue au ministère de la Voirie par acte enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, sous le numéro 138071.

Sauf et à distraire également de ladite partie de lot, le lot numéro trois de la subdivision officielle du lot originaire quatre cent sept (407-3) ainsi que le lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire quatre cent sept (407-4) dudit cadastre.

B) le lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire quatre cent sept (407-4), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, division d'enregistrement de Beauharnois, ladite subdivision étant anciennement connue comme étant partie du lot quatre cent sept et étant comprise dans la désignation ci-haut indiquée.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

La mise à prix a été fixée à 4 873,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Beauharnois, 39, Richardson, Beauharnois, J6N 2T4, le DOUZIÈME jour de JANVIER 1993 à DIX heures.

Le shérif,
GILBERT FOREST

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 6 novembre 1992

83193

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-18-000052-929
700-02-001509-927

CORNERSTONE DEVELOPMENTS AND GESTION CSSC INC., corporation légalement constituée, faisant affaires sous les nom et raison sociale de MATÉRIAUX KOTT, ayant un bureau au 4220, Marcel-Lacasse à Boisbriand, partie demanderesse, contre 175589 CANADA INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 2971, Master Road, Saint-Lazare, partie défenderesse, et 140606 CANADA INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 2565, rue Saint-Angélique à Saint-Lazare, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Vaudreuil, 420, boulevard Roche, C.P. 280, Vaudreuil, J7V 7J6, mis en cause.

« Un immeuble ayant front sur la rue Brady à Saint-Lazare, connu et désigné comme étant composé du lot numéro quatre-vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent quatre-vingt-quatorze (594-84) du cadastre de la paroisse de Saint-Lazare, division d'enregistrement de Vaudreuil; avec bâtisse dessus érigée et notamment celle située au 2748, rue Brady à Saint-Lazare. »

La mise à prix a été fixée à 8 181,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Vaudreuil, 420, boulevard Roche, Vaudreuil, J7V 2N1, le DOUZIÈME jour de JANVIER 1993 à DIX heures.

Le shérif,
GILBERT FOREST

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 6 novembre 1992

83194

Bedford

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Bedford
No 500-02-021565-911
S. 455-18-000025-922

LES CONSTRUCTIONS ANDRÉ & PAUL DAGENAI INC., corporation légalement constitué, ayant son bureau au 200, rue Foster, Foster, ville de Lac-Brome, partie demanderesse, contre ROBIN CHOINIÈRE, domicilié et résidant au 43, Montagne à Bondville, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Brome, 550, chemin Knowlton, ville de Lac-Brome, province de Québec, JOE 1V0, mis en cause.

« Une propriété immobilière connue, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Brome, division d'enregistrement de Brome, municipalité de la ville de Lac-Brome, comme étant les lots numéros 330, 331 et 332 de la subdivision officielle du lot 936 (lots 936-330, 936-331, 936-332); avec résidence dessus érigée et dont l'adresse d'immeuble est le 29, rue Montagne, ville de Lac-Brome, province de Québec. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Bedford, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 7 332,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Cette vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1) et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Brome, au 550, chemin Knowlton, ville de Lac-Brome, (Knowlton), le MERCREDI SIXIÈME jour de JANVIER 1993 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
FRANCINE NADEAU

Bureau du shérif
Cour supérieure
Cowansville, le 11 novembre 1992

83196

Chicoutimi

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Chicoutimi
No 150-18-000009-923

CAISSE POPULAIRE DE L'ANSE ST-JEAN, corporation légalement constituée, ayant son bureau au 243, rue Saint-Jean-Baptiste, Anse Saint-Jean, district de Chicoutimi, partie demanderesse, contre MICHELINE GAUDREAU, domiciliée et demeurant au 16, rue du Faubourg, Anse Saint-Jean, district de Chicoutimi, partie défenderesse, et 2624-4780 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant le siège social de ses affaires au 16, rue du Faubourg, Anse Saint-Jean, district de Chicoutimi, et RAYMOND CHABOT FAFARD GAGNON INC., en sa qualité de syndic à la faillite de ROSAIRE GAGNÉ, ayant un bureau au 255, Racine Est, ville et district de Chicoutimi, parties mises en cause.

« A) Un terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro dix (ptie lot 10), de la Réserve, au cadastre officiel du canton de Saint-Jean, au numéro d'immeuble 16, rue du Faubourg, dans les limites de la municipa-

lité de l'Anse Saint-Jean, division d'enregistrement de Chicoutimi et bornée vers le nord-est partie par une partie du lot dix (ptie lot 10), propriété de Rodrigue Gagné, partie par d'autres parties du lot dix (pties lot 10), propriété de Michel Gauthier et Louise Salesse, vers le sud-est partie par une partie du lot dix (ptie lot 10), propriété de Michel Gauthier et Louise Salesse, partie par le chemin public (rue Saint-Jean-Baptiste) et partie par une partie du lot dix (ptie lot 10), propriété de Eugénien Gagné, vers le sud-ouest partie par une partie du lot dix (ptie lot 10), propriété de Eugénien Gagné et partie par le lot soixante-deux/neuf (lot 62-9) et vers le nord-ouest par le chemin public (rue du Faubourg); mesurant trente-deux mètres et soixante et un centièmes (32,61 m) et douze mètres et vingt-cinq centièmes (12,25 m) dans ses limites nord-est, trente-huit mètres et huit centièmes (38,08 m) douze mètres et trente-cinq centièmes (12,35 m) et vingt-trois mètres et quatre-vingt-un centièmes (23,81 m) dans ses limites sud-est, treize mètres et quarante-trois centièmes (13,43 m) et dix-neuf mètres et soixante-douze centièmes (19,72 m) dans ses limites sud-ouest et soixante et un mètres et sept centièmes (61,07 m) et douze mètres et soixante centièmes (12,60 m) dans ses limites nord-ouest; contenant en superficie deux mille trois cent douze mètres carrés et un dixième (2 312,1 m²); le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

B) Un terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision quatre du lot originaire numéro soixante-deux (ptie lot 62-4) de la réserve, au susdit cadastre et bornée vers le nord-est par le lot soixante-deux/trois (Lot 62-3), vers le sud-est par le chemin public (rue du Faubourg), vers le sud-ouest par une partie du lot soixante-deux/quatre (ptie lot 62-4), propriété de Paulin Boudreault, vers le nord-ouest par la rivière Saint-Jean; mesurant dix-sept mètres et cinquante centièmes (17,50 m) dans sa limite nord-est, quarante-quatre mètres et soixante-dix-neuf centièmes (44,79 m) dans sa limite sud-est, seize mètres et soixante-six centièmes (16,66 m) dans sa limite sud-ouest et quarante-cinq mètres et soixante-dix-sept centièmes (45,77 m) le long d'une corde dans sa limite nord-ouest, contenant en superficie sept cent soixante-treize mètres carrés (773 m²); le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une servitude consentie par Rosaire Gagné en faveur de la compagnie 2624-4780 Québec Inc., suivant acte reçu devant Hélène Tremblay, notaire, le vingt-trois (23) janvier mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991) et enregistré à Chicoutimi, le vingt-quatre (24) janvier mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991), sous le numéro 520004. »

L'immeuble servant de résidence familiale, la mise à prix est fixée à 27 600,00 \$, soit 50 % de l'évaluation municipale de l'immeuble portée au rôle de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication, soit 13 800,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale portée au rôle de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au 227, rue Racine Est, Chicoutimi, le VENDREDI HUITIÈME jour de JANVIER 1993 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
LISE GERVAIS

Bureau du shérif
Cour supérieure
Chicoutimi, le 29 octobre 1992

83197

Joliette

Ordonnance de saisie et vente immobilière.
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — District de Joliette
Nos 705-02-001770-866
705-18-000101-929

MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE, partie demanderesse, contre JEANNINE MICHAUD SAINT-JACQUES, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

«Un immeuble situé sur la Troisième Avenue Opéra à Saint-Calixte, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro douze du Troisième Rang (ptie 12, rg 3) au cadastre officiel du canton de Kilkenny, mesurant soixante-quinze pieds (75 pi) de largeur du nord au sud, par une profondeur de soixante-quinze pieds (75 pi), le tout mesures anglaises et plus ou moins; borné en front, à l'est, par la Troisième Avenue Opéra; en arrière, à l'ouest, par une partie du lot numéro douze, appartenant à Yvon Tellier ou représentants; de l'autre côté, au nord, par une partie du lot numéro douze, appartenant à Pierre Yvon Tremblay ou représentants; et de l'autre côté, au sud, par la subdivision numéro quarante-cinq du lot douze (12-45), appartenant à Denis Proulx et Sylvie Francoeur ou représentants. Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives attachées audit immeuble.»

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette est fixé à la somme de 1 000,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1993 à ONZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 10 novembre 1992

83198

Longueuil

Vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Longueuil
Nos 500-04-003900-827
505-18-000063-925

CRISPINO ADRAGNA, domicilié et résidant au 589, rue Louise à Longueuil, province de Québec, partie demanderesse-saisie, contre MARIA SPAGNUOLO, domiciliée et résidant au 8841, boulevard Galeries-d'Anjou à Anjou, province de Québec, partie défenderesse-saisissante, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

«Un emplacement ayant front sur la rue Louise à Longueuil, connu et désigné comme étant:

a) la subdivision trois cent quinze du lot originaire numéro quatre-vingt-onze (91-315) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil;

b) la resubdivision numéro un de la subdivision numéro trois cent seize du lot originaire quatre-vingt-onze (91-316-1) du même cadastre officiel.

Avec la bâtisse y érigée, portant les numéros d'immeuble 585, 587 et 589, rue Louise, cité de Longueuil.»

La mise à prix est fixée à 45 625,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Longueuil, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Chambly, 2555, boulevard Roland-Therrien, salle RC-21, Longueuil, QC, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1993 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
ÉLIZABETH S. GOBEILLE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Longueuil, le 16 novembre 1992

83271

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-005749-922
500-18-000360-926

CAISSE POPULAIRE DE VERDUN, partie demanderesse, contre HERMAN FISHER, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

«Un immeuble ayant front sur l'avenue Hickson en la ville de Verdun, connu et désigné, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal, comme étant le lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro cent soixante-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille quatre cent six (3406-174-2); avec les dépendances y érigées, notamment une maison portant les numéros 625 à 629A de ladite avenue Hickson en la ville de Verdun. Sujet, ledit immeuble, à une servitude de droit de vue, le tout tel que créé aux termes d'un acte enregistré à Montréal sous le numéro 3896297. Avec et sujet également, ledit immeuble, à une servitude de tolérance et d'empiètement par la ville de Verdun, le tout tel que créé aux termes d'un acte enregistré à Montréal sous le numéro 3950537. Avec et sujet également, ledit immeuble, à une servitude mutuelle de droit de vue, le tout tel que créé aux termes d'un acte enregistré à Montréal sous le numéro 4057155. Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve d'aucune sorte.»

La mise à prix est fixée à 33 275,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le CINQUIÈME jour de JANVIER 1993 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 12 novembre 1992

83274

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-003485-925
500-18-000355-926

CORPORATION TRUST CAPITAL, 600, René-Lévesque Ouest, Montréal, partie demanderesse, contre **ANDREA MASTROENI**, 8120, rue Gouin Est, appartement 304, Montréal, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal mis en cause.

«Un appartement tenu en copropriété, portant le numéro 304 d'un immeuble situé au 8102, boulevard Gouin Est, quartier Rivière-des-Prairies à Montréal, province de Québec, comprenant:

a) l'appartement, soit la partie exclusive connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent soixante-trois (663-204), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Rivière-des-Prairies, division d'enregistrement de Montréal;

b) la quote-part afférente à ladite partie exclusive ci-dessus décrite, soit les neuf pour cent et cinq dixièmes (9,5 %) indivis des

parties communes, lesquelles parties communes sont désignées comme étant les lots numéros un et deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent soixante-trois (663-1 et -2), auxdits plan et livre de renvoi officiels;

c) l'aire de stationnement attribuée à la partie exclusive décrite au paragraphe a ci-dessus, étant le lot numéro A zéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent soixante-trois (663-A04), auxdits plan et livre de renvoi officiels;

d) la quote-part afférente à ladite partie exclusive ci-dessus décrite (aire de stationnement), soit les un pour cent et trois dixièmes (1,3 %) indivis des parties communes, lesquelles parties communes sont désignées comme étant les lots numéros un et deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent soixante-trois (663-1 et -2), auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Le tout sans exception ni réserve et sujet:

a) aux dispositions de la déclaration de copropriété reçue devant Guy Rivet, notaire, le seize mars mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990) et enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 4258249;

b) à des servitudes par destination du père de famille telles que créées aux termes de ladite déclaration de copropriété enregistrée sous le numéro 4258249; et

c) à une servitude de vues avec l'emplacement voisin au nord-est, créée aux termes d'un acte enregistré à Montréal sous le numéro 3106310.»

L'immeuble servant de résidence familiale.

La mise à prix est fixée à 53 950,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication, 26 975,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le CINQUIÈME jour de JANVIER 1993 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 12 novembre 1992

83275

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-002618-914
500-18-000373-929

JEANNE D'ARC DROUIN DALPÉ, 43, avenue Pagnuelo, Outremont, partie demanderesse, contre **GESTION JEAN BEAUPARLANT INC.**, 1090, Wilbrod, Verdun, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

L'immeuble ci-après décrit, appartenant à la défenderesse:

« Un emplacement ayant front sur la Sixième Avenue en la ville de Verdun, mesurant quarante pieds (40 pi) de largeur par quatre-vingt-quinze pieds (95 pi) de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, lequel emplacement est composé comme suit:

a) de la partie ouest du lot numéro deux cent soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-ptie O. 277) du cadastre officiel de la paroisse de Montréal, mesurant deux pieds et six pouces (2 pi 6 po) de largeur par quatre-vingt-quinze pieds (95 pi) de profondeur, bornée en front par la Sixième Avenue, en arrière par une ruelle, à l'est par le résidu dudit lot numéro 4671-277 et à l'ouest par le lot numéro 4671-278;

b) du lot numéro deux cent soixante-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-278) dudit cadastre;

c) de la partie Est du lot numéro deux cent soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-ptie E. 279) dudit cadastre, mesurant douze pieds et six pouces (12 pi 6 po) de largeur par quatre-vingt-quinze pieds (95 pi) de profondeur; bornée en front par la Sixième Avenue, en arrière par une ruelle, à l'ouest par le résidu dudit lot numéro 4671-279 et à l'est par le lot numéro 4671-278.

Avec la bâtisse y érigée, portant les numéros d'immeuble 416 à 426 de la Sixième Avenue, dont les murs latéraux sont mitoyens, et autres bâtisses y érigées et avec droit de passage en commun avec tous les autres dans la ruelle conduisant audit emplacement.

Avec et sujet à une servitude réciproque de droit de vue avec l'emplacement voisin au sud-est, telle que créée au termes d'un acte reçu devant Pierre Duchesne, notaire, le vingt et un mars mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983), enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 3342509.

Avec et sujet à une servitude de droit de vue avec l'emplacement voisin au nord-ouest telle que créée aux termes d'un acte de servitude reçu devant Georges H. Gameau, notaire, le sept décembre mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987) enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 3963614.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.»

La mise à prix est fixée à 49 375,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le SIXIÈME jour de JANVIER 1993 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 20 novembre 1992

83277

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-014731-911
500-18-000367-921

SECURITY HOME MORTGAGE INVESTMENT, 3180, Sunlife Plaza II, 140, 4^e Avenue S.W., Calgary, Alberta, partie demanderesse, contre **2865-7617 QUÉBEC INC.**, n'ayant ni siège social ni bureau connus au Québec, a/s de Michel Lebire, 6850, Lionel-D'Aumais, Anjou, district de Montréal, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

« Un immeuble situé en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro mille cinq cent soixante de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-douze, aux plan et livre de renvoi officiels du village de Côte-de-la-Visitation, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse dessus érigée, portant les numéros 5616, 5618 et 2620 de la Première (1^{re}) Avenue et 2595 et 2597, rue Dandurand, ville de Montréal, circonstances et dépendances.»

La mise à prix est fixée à 35 200,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le SIXIÈME jour de JANVIER 1993 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 19 novembre 1992

83276

Saint-François

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
District de Saint-François
Cause no: 500-05-004279-921
Cause shérif no: 450-18-000052-927

BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE, corporation légalement constituée, ayant son bureau au 9477, rue Meilleur, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre **ROGER ROYER**, 4820, Pelletier à Saint-Hubert, QC, partie défenderesse.

Désignation

« Un immeuble connu et désigné comme étant les lots suivants :

a) le lot numéro trente-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante-quinze (475-39), aux plan et livre de renvoi officiel, pour le canton de Durham, division d'enregistrement de Richmond;

b) le lot numéro vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante-quinze (475-29), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Durham, division d'enregistrement de Richmond.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et/ou passives, apparentes ou occultes rattachées audit immeuble. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié au nom du ministre des Finances, conformément à l'article 670e du C.P.C., est fixé à la somme de 1 827,70 \$ représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Cette vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4) et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Richmond, situé au 746, rue Principale, Richmond, QC, JOB 2H0, le HUITIÈME jour de JANVIER 1993 à DIX heures.

La shérif adjointe,
COLETTE BOUCHARD

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sherbrooke, le 3 novembre 1992

83199

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
District de Saint-François
Cause no: 500-05-016933-911
Cause shérif no: 450-18-000061-928

CONFÉDÉRATION TRUST COMPANY, 619, René-Lévesque Ouest, Montréal, QC, partie demanderesse, contre **2526-2924 QUÉBEC INC.**, 10960, Florence, Montréal, QC, *ET AL.*, partie défenderesse.

Désignation

Un terrain situé à l'intersection des rues King et Wellington dans la ville de Sherbrooke, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille deux cent soixante-cinq (1265-2) du cadastre officiel du quartier sud, ville de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke; avec l'édifice dessus construit, portant les numéros d'immeuble 2 et 6 de la rue Wellington Sud, et les numéros 94, 96, et 98, rue King Ouest, dans la ville de Sherbrooke, le mur sud-est dudit édifice étant mitoyen, tel que constaté par un acte enregistré à Sherbrooke sous le numéro 8495. Tel que le tout subsiste, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes qui y sont attachées, actives et passives, apparentes ou occultes, sans exception ou réserve que ce soit et notamment une servitude de tolérance enregistrée à Sherbrooke sous le numéro 353784, ainsi que des servitudes de passage enregistrées sous les numéros 1106 et 1730.

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié au nom du ministre des Finances, conformément à l'article 670e du C.P.C., est fixé à la somme de 175 959,00 \$ représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Cette vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4) et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Sherbrooke, situé au 375, rue King Ouest, Sherbrooke, le HUITIÈME jour de JANVIER 1993 à DIX heures.

La shérif adjointe,
COLETTE BOUCHARD

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sherbrooke, le 3 novembre 1992

83200

Saint-Maurice

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-Maurice
No 400-05-000391-921
S, 425-18-000005-927

CAISSE POPULAIRE LES GRÈS, société régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant un bureau au 1234, rue Principale, Saint-Étienne-des-Grès, district de Trois-Rivières, G0X 2P0, partie demanderesse, contre RAYMOND SAULNIER, domicilié et résidant au 1400, rue Notre-Dame, local 301 en la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, district de Trois-Rivières, G8T 4V3, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR du bureau de la division d'enregistrement de Saint-Maurice (La Tuque), mis en cause.

Désignation

Un emplacement ayant front sur le boulevard Ducharme en la municipalité de Haute-Mauricie, connu et désigné au cadastre officiel fait pour le rang Un, canton de Malhiot, division d'enregistrement de La Tuque, comme étant la subdivision dix-neuf du lot originaire numéro cinquante et un (51-19), tel que cadastré; avec bâtisses dessus construites, dont celle portant le numéro d'immeuble 4002, boulevard Ducharme, Haute-Mauricie, circonstances et dépendances. Le tout tel que montré sur un certificat de localisation préparé par Jean-Guy Lahaie, arpenteur-géomètre de Shawinigan, le 20 septembre 1985, sous le numéro D-1771 de ses minutes.

La mise à prix est fixée à vingt-huit mille huit cent dix dollars et vingt-cinq cents (28 810,25 \$), ce qui est égal à 25 % de l'évaluation municipale portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement de La Tuque, 290, rue Saint-Joseph, 1^{er} étage, local 1.16, La Tuque, le QUATORZIÈME jour de JANVIER 1993 à QUATORZE heures.

Le shérif,
LAURENT CORMIER

Bureau du shérif
Cour supérieure
La Tuque, le 12 novembre 1992

83270

Ventes pour taxes

Municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier adjoint de la municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais,

que l'avis public de la liste des immeubles de la municipalité de La Pêche à être vendus le 3 décembre 1992 pour défaut de paiement des taxes, a été publié au journal « The Low Down to Hull and Back News », les 19 et 26 octobre 1992, et au journal « La Voix des Collines », le 23 octobre 1992, conformément à l'article 1027 du Code municipal;

que l'avis public de la liste des immeubles de la municipalité de L'Ange-Gardien à être vendus le 3 décembre 1992 pour défaut de paiement des taxes, a été publié au journal « Le Bulletin », les 19 et 21 octobre 1992, conformément à l'article 1027 du code municipal;

que l'avis public de la liste des immeubles de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette à être vendus le 3 décembre 1992 pour défaut de paiement des taxes, a été publié au journal « Le Bulletin », les 19 et 26 octobre 1992, conformément à l'article 1027 du Code municipal;

que l'avis public de la liste des immeubles de la municipalité de Cantley à être vendus le 3 décembre 1992 pour défaut de paiement des taxes, a été publié au journal « La Voix des Collines », les 16 et 23 octobre 1992, et au journal « The Post », les 21 et 28 octobre 1992, conformément à l'article 1027 du Code municipal;

que l'avis public de la liste des immeubles de la municipalité de Val-des-Monts à être vendus le 3 décembre 1992 pour défaut de paiement des taxes, a été publié au journal « La Voix des Collines », les 16 et 23 octobre 1992, conformément à l'article 1027 du Code municipal.

Hull, le 12 novembre 1992

83192

Le secrétaire-trésorier adjoint,
MICHEL PHARAND

Ville de LaSalle

Conformément à l'article 514 de la Loi sur les cités et villes, l'avis de vente pour défaut de paiement des taxes de la ville de LaSalle, a été publié au journal « Le Messager » les 15 et 22 novembre 1992.

LaSalle, le 23 novembre 1992

83213

La greffière,
NICOLE HERBY

Ville de Montmagny

Correction à l'avis public de vente pour taxes

Avis est, par les présentes, donné par la soussignée, greffière de la ville de Montmagny, que l'avis public de correction aux publications prévues par le premier alinéa de l'article 514 de la Loi sur les cités et villes, relativement à la vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes par la ville de Montmagny, qui aura lieu le 3 décembre 1992, a été fait au journal « Le Peuple », édition de 22 novembre 1992.

Montmagny, le 23 novembre 1992.

83292

La greffière,
ME LOUISE BHÉRER

Erratum

LA FINANCIÈRE COOPÉRANTS INC.

Prenez avis que l'avis de liquidation des compagnies paru à la *Gazette officielle du Québec* le 1992 09 05, à la page 4459 du numéro 36, concernant « LA FINANCIÈRE COOPÉRANTS INC. » est nul et de nul effet.

4358

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2843-7705

SYSTÈMES EVEREX (CANADA) INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'avis de changements concernant les compagnies étrangères, paru à la *Gazette officielle du Québec* le 1992 07 04, à la page 3028, du numéro 27, relativement à « SYSTÈMES EVEREX (CANADA) INC. », de façon à ce que la principale place d'affaires se lise : « 6700, chemin Côte-de-Liesse, bureau 106, Saint-Laurent ».

4358

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2979-0482

AVIS

**PAGE BLANCHE
NON NUMÉROTÉE
MAIS INCLUSE
DANS LA PAGINATION**

CONDITIONS DE TRAVAIL DES CONSEILLERS(ÈRES) EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

et autres règles de gestion

Conseil du trésor

Cette publication, destinée aux conseillers(ères) en gestion des ressources humaines de la fonction publique québécoise, sera aussi utile à ceux et celles des secteurs para-public et privé. Elle regroupe les documents suivants:

- la directive concernant la classification et la gestion des emplois de conseillers(ères) en gestion des ressources humaines et de leurs titulaires;
- la directive concernant l'ensemble des conditions de travail des conseillers(ères) en gestion des ressources humaines;
- la directive concernant la révision des traitements et l'allocation de montant forfaitaire aux conseillers(ères) en gestion des ressources humaines au 1er juillet 1989.

L'abonnement aux mises à jour fonctionne selon le système de commande permanente. Chaque abonné reçoit automatiquement les mises à jour au fur et à mesure qu'elles paraissent. Elles sont accompagnées de la facture correspondante.

Le recueil inclut la dernière mise à jour parue.

BON DE COMMANDE (S.V.P. ÉCRIRE EN LETTRES MOULÉES)

2-058-2/10

Mme M.

Prénoms _____ Initiales _____ Nom de famille _____

(Situation à l'entreprise ou au travail)

Titre/fonction _____ Service _____

N. _____ Nom de rue _____ App. # et _____

CP _____ Succursale _____

Ville _____ Province _____ Code postal _____

Tél. res. _____ Tél. fax _____

Profession _____

Type d'entreprise _____

Secteur d'activité _____

Quant	Code	Titre	Prix unitaire	Total
	E00 2-551-15299-2	Recueil de base Conditions de travail des conseillers(ères) en gestion des ressources humaines et autres règles de gestion	14,95 \$	
		Abonnement aux mises à jour (Abonnement aux mises à jour, 1.50\$ plus 0.10\$ par page)		
			Somme partielle	
			IPS 7 %	
			Total	

VEUILLEZ INDIQUER VOTRE CHOIX DE PAIEMENT

Chèque ou mandat postal en joint à l'ordre de Les Publications du Québec



ÉCHEANCE

NUMÉRO DE LA CARTE

(à retourner avec le montant de la facture à votre compte)

Vente et information

Recueil
(418) 643-5150
Sans frais 1 800 463-2100
Télécopieur (418) 643-6177

Abonnement
(514) 948-1222
Sans frais 1 800 465-9266
Télécopieur (514) 278-3030

Signature _____

Retourner ce coupon à :
Les Publications du Québec
Case postale 1005
Outremont (Québec)
H2V 4S7

Important :
Rayer tout paiement en mandat postal à l'ordre de Les Publications du Québec. Plus les conditions de vente indiquées dans le produit.
Les prix indiqués sont établis en dollars canadiens.



Québec

Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

